

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur — Fraternité — Justice

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction des Etudes et
de la Programmation

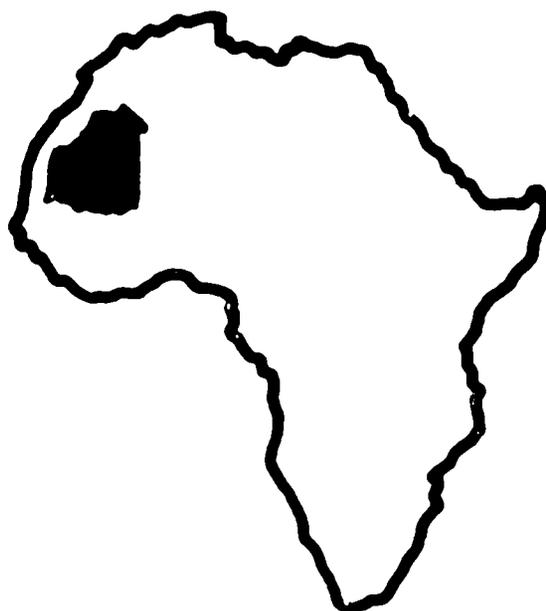
PROJET RAMS

Mission d'Etudes et d'Evaluation
du Secteur Rural et des Ressources Humaines

Modèle Macro-Economique pour Evaluer les
Priorités de Développement

OP-2

mars 1981



Financé par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)

Avec le concours de:

Checchi and Company, Washington, D.C. 20036

Louis Berger International, Inc., East Orange, New Jersey 07019

Action Programs International, Santa Monica, California 90406

Table des Matières

	<u>Page</u>
I Introduction	1
2. Méthodologie de Projection	2
2.1 Ressources Face aux Besoins	2
2.2 Modèle	3
2.2.1 Politique de Développement Sectorielle	3
2.2.2 Fonctionnement Production Sectorielles	6
2.2.3 Investissements Sectoriels et Besoins	6
2.2.4 Dépense Nationale Brute	7
2.2.5 Déficit en Ressources	7
2.3 Données	8
3. Contraintes	8
3.1 Déficit en Ressources	8
3.2 Déficit Budgétaire	15
3.3 Contraintes de la Balance des Paiements	19
3.4 Contraintes du Service de la Dette	22
3.5 Contrainte Effective	25
3.5.1 Contraintes Financières	25
3.5.2 Contraintes du Capital Humain	25
3.5.3 Contraintes des Ressources Naturelles	25
3.5.4 Contraintes de l'Infrastructure	25
3.5.5 Contraintes Sociologiques	25
3.5.6 Contraintes Administratives	26
3.5.7 Contraintes de la Répartition	26
3.5.8 Contraintes des Besoins Humains Fondamentaux	26
4. Option de Stratégie Globale	26
4.1 Résultats et Stratégies	27
4.1.1 Les Années 1960	27
4.1.2 1974	27
4.1.3 1975	28
4.1.4 1976	28
4.1.5 1977-78	33
4.1.6 1979	35
4.2 L'Expérience du Développement Entre 1973-1979	36
4.3 Proposition d'un Choix de Stratégie Globale	37

Table des Matières (suite)

	<u>Page</u>
4.3.1 Objectif à Long Terme	38
4.3.2 Rapport Investissement/Produit Intérieur Brut : Remarque sur la Politique	62
4.3.3 Stratégie de Mise en Oeuvre	48
4.3.3.1 La Stratégie à Moyen Terme	48
4.3.3.2 La Stratégie à Long Terme	49
5. Les Scénarios de Croissance	50
5.1 Le Moyen Terme (1981-1985)	50
5.1.1 Projection des Exportations	51
5.1.2 La Capacité d'Endettement : 1981-1985	58
5.1.3 Projections Fiscales 1981-1985	61
5.1.4 Projection de la Balance des Paiements (1981-1985)	65
5.1.5 Projection des Investissements au Cours du IV ^{ème} Plan 1981-1985	66
5.1.6 Scénario d'Affectation des Investissements (1981-1985)	68
5.1.7 Accroissement du Produit Intérieur Brut (1981-1985)	68
5.1.8 Disponibilité et Utilisation des Ressources (1981-1985)	73
5.1.9 Besoins Humains Fondamentaux	74
5.2 Le Long Terme 1986-2000	76
5.2.1 Projections des Exportations (1986-2000)	77
5.2.2 Capacité d'Endettement 1986-2000	78
5.2.3 Projections Fiscales 1986-2000	79
5.2.4 Projection de la Balance des Paiement 1986-2000	84
5.2.5 Les Projections des Investissements 1986-2000	84
5.2.6 Allocation des Investissements 1986-2000	88
5.2.7 Scénario de Croissance : 1986-2000	89
5.2.8 L'Offre et l'Utilisation des Ressources, 1986-2000	94
5.2.9 Besoins Fondamentaux 1986-2000	97
Conclusions	103

Liste des Tableaux (suite)

		<u>Page</u>
Tableau 17	Service de la Dette et Taux du Service de la Dette/Exportation 1975-80	24
Tableau 18	PIB par Secteur au Prix 1973-, 1973-79	29
Tableau 19	Tendance des Agrégats des Comptes Nationaux 1974-79	30
Tableau 20	Estimation du Cheptel Mauritanien 1970-78	31
Tableau 21	Production de Quelques Produits 1970-71 1978-79	32
Tableau 22	Investissements/Secteur en Milliards UM Courants	34
Tableau 23	Variation de Y_t et Y_t/\bar{Y} au cours de la Période 1975-1979	40
Tableau 24	Investissements par Secteur	43
Tableau 25	Déflateurs par Secteur du Tableau 2 et 18	44
Tableau 26	Investissements par Secteur	44
Tableau 27	Valeur Ajoutée par Secteur	45
Tableau 28	Coefficient Marginal de Capital (CMC)	46
Tableau 29	Encours de la Dette Publique Extérieure au 31 Déc. 1979- Dettes Engagées Jan. 1980 31 Déc. 79 incluses Dette Payable en Devises Etrangères et en Biens Arriérés	52
Tableau 30	Service de la Dette, Engagements, Déboursement et Encours de la Dette Publique Extérieure	55
Tableau 31	Déboursements de la Dette Publique Mauritanienne au 31/12/80	57
Tableau 32	Paiement du Service de la Dette Mauritanienne au 31/12/80	57
Tableau 33	Projections des Exportations 1981-1985	59
Tableau 34	Détermination des Possibilités de Déboursements Annuels Compte tenu de la Contrainte de 18% en Millions UM pour la période 81-85	59

Liste des Tableaux

		<u>Page</u>
Tableau 1	Produit Intérieur Brut par Secteur d'Origine en 1978 Montant pour 1978	5
Tableau 2	PIB au Prix Courants 1973-79	9
Tableau 3	Offre et Emploi des Ressources aux Prix Courants 1973-79- Déficit en Ressources	10
Tableau 4	Taux de Croissance Annuel de la PIB, du PIB et le Déficit des Ressources aux Prix du Marché	11
Tableau 5	Taux de Croissance Annuel du PIB aux Prix Courants du PIB aux Prix Constants 1973 Déflateur du PIB et Taux d'Inflation	12
Tableau 6	Hypothèse A - Projections du Déficit d'Après les Schémas d'Accroissement de 1974-79	13
Tableau 7	Hypothèse B- Montant de la Dépense Nationale Brute avec un Déficit Constant et en Appliquant les Schémas d'Accroissement du PIB de 1974	14
Tableau 8	Transactions Financières du Gouvernement	16
Tableau 9	Situation Financière du Gouvernement et Indicateurs Choisis (1974-80) en X	17
Tableau 10	Projections du Déficit Budgétaire Suivant les Tendances de 1974-78	18
Tableau 11	Projections du Déficit Budgétaire Global Suivant un Taux de Croissance Modéré des Dépenses de Capital Extra-Budgétaires	19
Tableau 12	Sommaire de la Balance des Paiements 1975-80	20
Tableau 13	Taux de Croissance Annuel des Principaux Composants de la Balance des Paiements	20
Tableau 14	Projections de la Balance des Paiements d'après les Tendances de la Période 1975-80	21
Tableau 15	Dettes Publiques Extérieures Impayées	22
Tableau 16	Taux Annuel de Croissance de la Dette Publique et Taux du PIB en Prix Courants 1975-80	24

Liste des Tableaux (suite)

	<u>Page</u>	
Tableau 35	Projection du Déboursement et du Service de la Dette	60
Tableau 36	Situation du Budget	62
Tableau 37	Déficit et Surplus Global du Gouvernement Compte tenu de la Contrainte de 18%	62
Tableau 38	Investissement du Gouvernement Financés par les Emprunts et Aide en Milliards DM pour la Période 1981-85	63
Tableau 39	Projections de la Balance des Paiements 1981-85	64
Tableau 40	Investissements Globaux en Milliers d'DM	67
Tableau 41	Fonds Engagés pour les Investissements et Montant à Allouer	69
Tableau 42	Scénario d'Allocation des Investissements 1981-85	70
Tableau 43	Déflateurs Sectoriels et du PIB 1980-85	70
Tableau 44	Scénario d'Allocation des Investissements 1981-85	71
Tableau 45	Projections du PIB aux Coûts des Facteurs et Valeur Ajoutée/Secteur	71
Tableau 46	Taux de Croissance par Secteur et PIB aux Coûts des Facteurs Prix Constants 1973	72
Tableau 47	Résultats Synthétiques du 4 ^{ème} Plan et Contribution au PIB en Prix Constants 1973	72
Tableau 48	Offre et Emploi des Ressources 1981-85	74
Tableau 49	Variation de Y_t et Y_{t-1} pour la période 1980-85 en Prix DM Constant $\frac{Y_t}{Y_{t-1}}$	75
Tableau 50	Projections du Service de la Dette Résultant de toutes les Dettes Contractées jusqu'au 31.12.85	80
Tableau 51	Projections des Exportations 1986-2000	81
Tableau 52	Scénario Déboursements des Dettes 1986-2000 avec la Contrainte de 18%	82
Tableau 53	Projections 1986-2000 : Situation du Budget	83

Lista des Tableaux (suite)

	<u>Page</u>
Tableau 54 Investissements de l'Etat Financés par les Emprunts et Aides en Milliards UM 1986-2000	85
Tableau 55 Projections de l'a Balance des Paiements 1986-2000	86
Tableau 56 Projections des Investissements pour 1986-2000	87
Tableau 57 Scénario Proposé pour l'Allocation des Investissements 1986-2000	90
Tableau 58 Scénario Proposé pour l'Allocation des Investissements en UM Constants 1973 pour la Période 1986-2000	91
Tableau 59 Trois Scénarios Hypothétiques de CMC	92
Tableau 60 Projection du PIB, Valeur Ajoutée Sectorielle et Taux de Croissance en Milliards d'UM, Prix 1973	93
Tableau 61 Valeur Ajoutée en l'An 2000 avec les Hypothèses A, B et C en Milliards d'UM au Prix 1973 et en 2	95
Tableau 62 Offre et Emploi des Ressources 1986-2000 - Hypothèse A	96
Tableau 63 Offre et Emploi des Ressources 1986-2000 Hypothèse B	98
Tableau 64 Variations de Y_t pour la Période 1986-2000 en UM Constant 1973, Hypothèse A, Croissance de la Population $n = 2,5\%/An$	99
Tableau 65 Variation de Y_t et Y_t/\bar{Y} pour la Période 1986-2000 en UM Constants Hypothèse A - Taux de Croissance de la Population $n = 2\%/An$	99
Tableau 66 Variations de Y_t et Y_t/\bar{Y} pour la Période 1986-2000 en UM Constants 1973 - Hypothèse A - Taux de Croissance de la Population $n = 1,5\%$	
Tableau 67 Variations de Y_t et Y_t/\bar{Y} 1986-2000 Hypothèse B	100
Tableau 68 Variations de Y_t et Y_t/\bar{Y}_t - 1986-2000- Hypothèse B	100
Tableau 69 Variations de Y_t et Y_t/\bar{Y}_t - 1986-2000 - Hypothèse B $n = 1,5\%/An$	100

I Introduction

La Mauritanie a émergé des années 70 sur des bases économiques en déséquilibre, créées à travers de gros efforts d'investissement qui ont, d'une manière assez paradoxale, entraîné des taux de croissance très inférieurs, en termes réels, au taux d'accroissement de la population. En fait, pour caractériser les maux de l'expérience mauritanienne, il suffit de dire que jusqu'à présent, les stratégies de développement même appuyées par une aide extérieure d'un montant considérable n'ont pas atteint les objectifs souhaités, à savoir une croissance régulière et un taux de croissance acceptable du revenu par habitant. Si des forces exogènes telles que les périodes répétées de sécheresse intense des années 70, l'effort de guerre contre le Polisario et la baisse mondiale des prix de minerai de fer sont des causes partielles de ces médiocres résultats, il est cependant juste de dire que les éléments qui étaient sous contrôle gouvernemental n'ont pas été utilisés d'une façon optimale. L'utilisation mal orientée des ressources, due à une stratégie de développement intensif du capital, a contribué à aggraver à une situation économique déjà soumise à l'action négative d'éléments exogènes¹⁾.

Cette étude a pour objet d'offrir des suggestions permettant de redéfinir une stratégie de développement à long terme en Mauritanie, en considérant souhaitable le reclassement des priorités de développement. Cela consistera à :

1. définir un objectif des Besoins Humains Fondamentaux¹⁾ applicable à la Mauritanie, à atteindre dans un certain nombre d'années, en tenant compte de la base de ressources faibles de l'économie et du bas revenu actuel par habitant ;
2. établir, au niveau macro-économique, une méthodologie de projection qui permettra une comparaison itérative des ressources et des besoins au sein d'un ensemble de contraintes, de manière à calculer les différents scénarios de croissance possible sur un horizon de vingt années, c'est-à-dire pour la période comprise entre 1980 et l'an 2000²⁾ ;

1) Cette question est analysée en détail dans The World Bank, Islamic Republic of Mauritania : Recent Economic Developments and External Capital Requirements, Report N° 2479a-MAU. Washington D.C.

2) La période de projection a été déterminée, d'une manière assez pratique, de façon à couvrir la période du IV^{ème} Plan de Développement 1981-85, puis celle des V^{ème}, VI^{ème} et VII^{ème} Plans Quinquennaux.

3. Quantifier dans la mesure du possible l'ampleur et l'impact des différentes contraintes par rapport aux perspectives de développement du pays, que ces contraintes soient ou non effectives,
4. définir puis évaluer l'impact des changements politiques préconisés susceptibles de créer la voie vers un développement plus régulier qui ne soit plus aussi fortement dépendant de l'aide et du financement extérieurs,
5. évaluer les contraintes, la comparaison entre ressources et besoins, les scénarios de développement les plus probables tels qu'ils peuvent être envisagés à partir du présent et en fonction des informations et analyses actuellement disponibles, en tenant compte des nouvelles options politiques.

2. Méthodologie de Projection

Afin de quantifier une stratégie de développement, il est nécessaire de construire une structure ou un modèle dont vont découler, étant donné une série de suppositions exogènes, certaines projections macro-économiques. Ces projections sont considérées comme logiques intérieurement, dans la mesure où elles résultent d'une structure ou d'un modèle à partir duquel les hypothèses nécessaires ont été prises en considération et les contraintes ont été quantifiées afin de les introduire dans ce modèle.

2.1 Ressources Face aux Besoins

Il n'a pas été possible de construire un véritable modèle mathématique en raison de l'insuffisance des données, des contradictions qu'elles présentaient, du manque de temps et du fait que l'ordinateur et les programmeurs n'étaient pas disponibles. Il a donc été jugé suffisant de créer un modèle d'itération calculé à la main, à partir duquel le déficit en ressources³⁾ est comparé au montant des ressources disponibles. Dans le cas de la Mauritanie, la plupart sinon toutes les ressources nécessaires pour combler le déficit sur une base annuelle, sont d'origine externe, puisque les ressources provenant de la production locale ne suffisent absolument pas à financer la consommation et les investissements.

3) Dans le cas, le déficit en ressources est égal à la différence entre la valeur des Marchandises et Services exportés et la valeur des Marchandises et Services importés, tel qu'il est défini et utilisé dans le Rapport du FMI, Mauritania - Recent Economic Development, 11 avril 1980. D'une manière générale, le déficit en ressources est un concept utilisé par Hollis B. Chenery dans son modèle de double déficit destiné à déterminer le montant de l'aide étrangère nécessaire pour financer jusqu'à un certain degré les dépenses nationales brutes. En général, Chenery utilise le déficit épargne-investissements et le déficit des échanges extérieurs qui se combinent pour donner le déficit en ressources.

En fait, toute hypothèse de croissance ou tout scénario externe de croissance sectorielle visé par la politique de développement -- par la volonté peut être testé, tant leur possibilité, que la structure proposée à la figure 1. Cette structure n'est en aucune manière un modèle d'équilibre général mais plutôt une structure itérative de simulation dans laquelle rentrent en jeu de nombreuses hypothèses concernant la réalité mauritanienne, de nombreux choix de politiques à désirer et de nombreuses contraintes dont il faut tenir compte, soit explicitement, soit implicitement.

Qu'il suffise de dire que la possibilité de réalisation de n'importe quel scénario de développement dépend de la comparaison entre ressources et besoins, comparaison résumée dans le déficit en ressources. Si ce déficit peut être supprimé, les projections sont possibles mais pas nécessairement optimales ; si ce déficit ne peut être supprimé, les hypothèses exogènes en ce qui concerne les objectifs et les politiques de développement doivent être modifiées, et les calculs refaits jusqu'à ce qu'un équilibre soit atteint.

2.2 Modèle

Le modèle proposé pour être utilisé dans les projections macro-économiques pour la période 1980-2000 est décrit sous la forme d'un organigramme à la Figure 1. Les principales unités fondamentales de ce schéma sont analysées ci-dessous :

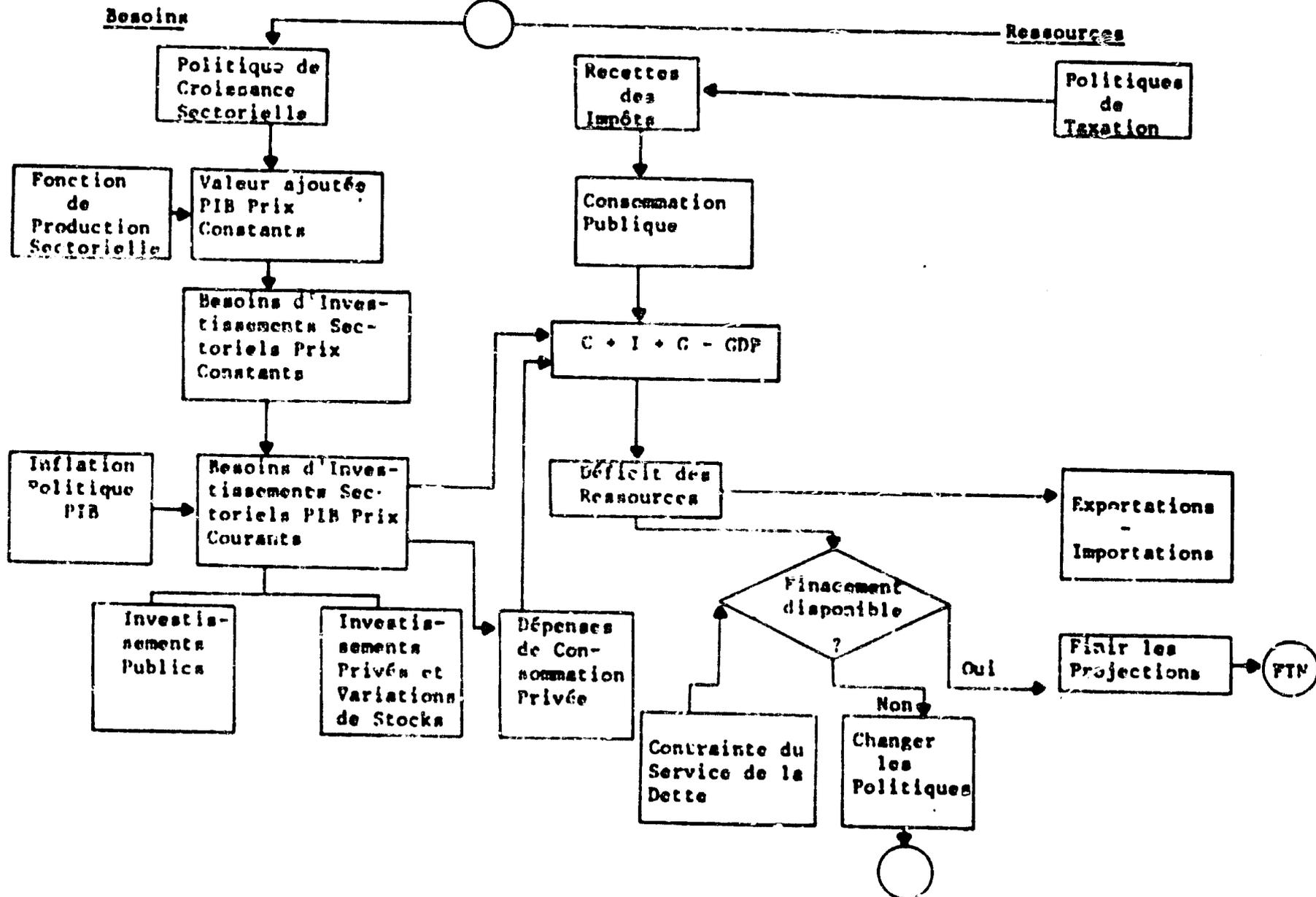
2.2.1 Politique de Développement Sectorielle

La première étape représentée à la Figure 1 consiste à définir de façon exogène les taux d'accroissement sectoriels et sous-sectoriels qui serviront à réaliser une projection d'ensemble des comptes nationaux. Dans le cadre de cette étude, nous utiliserons les mêmes secteurs et sous-secteurs que ceux qui ont été définis dans le Rapport du FMI, du 11 avril 1980 ainsi que dans les Agrégats des Comptes Nationaux et Indicateurs Socio-Economiques 1970-1980, publiés par le Ministère de l'Economie et des Finances 4).

4) Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale, Agrégats des Comptes Nationaux et Indicateurs Socio-Economiques 1970-1980, Ministère de l'Economie et des Finances, République Islamique de Mauritanie, Septembre 1980.

Figure 1

Scénario de Croissance par l'Approche Macro-économique



Ces secteurs et sous-secteurs sont présentés au Tableau I pour 1978 5) :

Tableau I Produit Intérieur Brut par Secteur
d'Origine en 1978 Montants pour 1978
(en millions d'Ouguiyas)

Secteur Traditionnel	3.566
Elevage	(2.571)
Agriculture	(241)
Pêche	(664)
Silviculture et Artisanat	(90)
Secteur Industriel	2.572
Mines	(1.701)
Pêche	(188)
Autres Industries	(683)
Bâtiment et Travaux Publics	683
Transport, Commerce et Services	3.168
Administration	2.413
PIB au Coût des Facteurs	<u>12.402</u>

Deux différentes caractéristiques associées à la spécification de ces taux d'accroissement doivent être prises en considération au moment de définir ces hypothèses. La première concerne les taux d'accroissement sectoriels proprement dits, qui sont des variables de la politique de développement. Dans ce contexte, elles sous-entendent que l'objectif ou le taux d'accroissement désiré n'est pas nécessairement réalisable lorsqu'il est déterminé au départ. En fait, la possibilité de réalisation d'un scénario désiré, étant donné les fonctions de production, dépend (1) de la capacité d'absorption du secteur ou du sous-secteur considéré et (2) du déficit en ressources, c'est-à-dire de la quantité de ressources disponibles pour financer les investissements nécessaires.

5) Données tirées du Rapport du FMI, op.cit. Tableau II, p.52.

La seconde caractéristique concerne l'extrapolation des tendances et est considérée pour cette raison comme le scénario réaliste et réalisable, par opposition au scénario-objectif. Il est évident que plus l'horizon considéré est éloigné dans le temps, plus l'impact des scénarios-objectif est important dans la mesure où la manoeuvrabilité de l'économie n'est plus restreinte par la quasi inertie de sa dynamique actuelle. Par exemple, en ce qui concerne la Mauritanie d'aujourd'hui, il est possible de dire que les cinq prochaines années sont susceptibles d'être soumises aux contraintes de la politique définie dans le Plan de Réhabilitation ; par conséquent, toute hypothèse de développement sectoriel devra nécessairement être soumise aux contraintes des exigences de ce plan. Cependant, plus les projections sont éloignées et plus il est possible d'être guidé à long terme par des objectifs jugés désirables et qui reflètent une stratégie de développement précises. D'une certaine manière, à très long terme, le cours de l'économie n'est plus freiné par les engagements à court terme et les contraintes du présent.

2.2.2 Fonctions de Production Sectorielles

Lorsque les taux d'accroissement du scénario ont été spécifiés, le stade suivant consiste à introduire les fonctions de production sectorielles ou, comme on le résume généralement, le ratio capital/production ou ratio capital/valeur ajoutée. Ces relations sont dérivées sur la base de données post-globales ou d'études sectorielles détaillées des investissements et de la production. Il reste à vérifier si ces ratios capital/valeur ajoutée peuvent être dérivés avec fidélité pour chaque secteur et sous-secteur de l'économie mauritanienne ; cela dépend dans une certaine mesure de l'importance des données sectorielles qui ont pu être recueillies par le Projet RAMS et de l'analyse des investissements qui a pu être effectuée.

Le fond du problème concerne le calcul du montant des investissements, publics et/ou privés, qui seront nécessaires pour atteindre les taux d'accroissement présumés par secteur et sous-secteur. Il est évident que les résultats basés sur des ratios capital global/valeur ajoutée sont approximatifs et doivent par conséquent être utilisés avec prudence. Ceci est particulièrement vrai en Mauritanie en ce qui concerne les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage, pour lesquels ce ne sont probablement pas les investissements mais les pluies qui constituent le principal paramètre de croissance en valeur ajoutée. Il est donc nécessaire à ce stade de faire preuve de beaucoup de prudence et de discernement pour calculer les besoins en investissements à partir de taux de croissance hypothétiques.

2.2.3 Investissements Sectoriels et Besoins

A l'aide des taux de croissance sectoriels à travers le temps il est possible de calculer les projections en valeur ajoutée par secteur et en prix constants et, au moyen des estimations des ratios capital/valeur ajoutée, il est possible de calculer les besoins correspondants en investissements en prix constants. Cependant, afin de comparer besoins et

ressources, ces dernières étant exprimées en prix courants, il est nécessaire d'introduire une hypothèse d'inflation, à moins que l'inflation ne soit déterminée dans le modèle lui-même. Dans le cas présent, un taux d'inflation présumé est introduit de l'extérieur par l'intermédiaire de ~~un~~ un déflateur du PIB en supposant qu'il touche tous les secteurs de manière uniforme. Ceci est dû au fait qu'il n'existe que très peu de données concernant la Mauritanie ; il est donc nécessaire de faire des approximations pour calculer le déficit en ressources à court terme.

2.2.4 Dépense Nationale Brute

La Dépense Nationale Brute est égale à la somme du montant brut des investissements (publics et privés) et des dépenses de consommation publique et privée. Dans le cas présent, le montant brut des investissements, ventilés entre investissements publics et privés suivant les possibilités de l'économie mauritanienne, est obtenu en totalisant les besoins en investissements sectoriels ajustés suivant l'inflation de manière à être représentés en prix courants. Les dépenses de consommation publique varient à la fois en fonction des revenus fiscaux et de la politique fiscale et de la possibilité qu'à le gouvernement mauritanien de réduire les dépenses courantes et de définir le véritable rôle du gouvernement dans l'économie. Les dépenses de consommation privée, au contraire, sont considérées comme étant une fonction du PIB au prix courants du marché.

Ainsi il est possible de calculer la Dépense Nationale Brute d'une année donnée en calculant chacun des composants suivant l'enchaînement décrit à la Figure 1 et en prenant en considération toutes les contraintes et les hypothèses qui influencent chacun des paramètres.

2.2.5 Déficit en Ressources

Le déficit en ressources est obtenu à ce stade en soustrayant le montant du PIB au prix du marché de celui de la Dépense Nationale Brute. Dans le cas de la Mauritanie, ce chiffre est particulièrement négatif depuis 1975. Cette situation ne peut pas se maintenir dans la mesure où le déficit doit être comblé par un apport externe de ressources sous forme de prêts ou de dons. De cette manière, comme le montre la Figure 1, la boucle se referme, puisque l'existence d'un financement permet la réalisation du scénario de développement présumé.

Si ce scénario est réalisable, cela ne signifie pas pour autant qu'il soit souhaitable. En effet, si en l'an t , le financement est disponible, il se peut que le ratio du service de la dette devienne une charge insurmontable en l'an $t + 1$ dans la mesure où les créanciers sont de moins en moins disposés à financer une situation toujours plus risquée. Ces contraintes véritables sous-entendent que la possibilité de réalisation de ce modèle se vérifie sur plusieurs années et non pas sur une seule année t .

Au cas où il n'existe pas de plan de financement à terme, ce scénario n'est pas réalisable et l'itération doit être reprise en changeant l'hypothèse de croissance, ou les hypothèses de politique de développement, ou les deux à la fois.

2.3 Données

Pour effectuer ce genre d'exercice, il est nécessaire de disposer d'un ensemble relativement important de données successives dans le temps sur les comptes nationaux. Ces données permettent à celui qui construit le modèle, de mettre en évidence certains rapports-clé dans l'économie et fournissent ainsi une base solide à partir de laquelle les meilleures projections possibles sont effectuées en fonction des informations disponibles.

Pour les besoins de cette étude, il a été décidé d'utiliser les chiffres du revenu national fournis par le rapport du FMI du 11 avril 1980. Bien que ces chiffres ne soient que des estimations, ils sont les meilleures estimations faites par l'administration mauritanienne et le FMI, et constituent par conséquent la source d'information la plus utile pour cet exercice. En outre, ces données diffèrent peu de celles qui sont présentées par le Ministère de l'Economie et des Finances dans les Agrégats des Comptes Nationaux et Indicateurs Socio-Economiques 1970-1980

3. Contraintes

Avant de déterminer une stratégie à long terme en association avec des macro-projections chiffrées, il est nécessaire d'avoir une idée précise des principales contraintes auxquelles se heurte actuellement l'économie mauritanienne, ainsi que de celles qui n'auront vraisemblablement pas été éliminées à court terme. Ces contraintes seront examinées successivement dans l'optique d'identifier la politique et les stratégies de développement capables de les éliminer au bout d'une certaine période.

3.1 Déficit en Ressources

Le déficit en ressources pour la période 1973-1979 est présenté au Tableau 4. Il est égal à la différence entre la Dépense Nationale Brute et le Produit Intérieur Brut aux prix courants du marché, dont les chiffres sont présentés aux Tableaux 2 et 3. Il apparaît clairement que le déficit est passé d'environ 300 millions d'ouguiyas ⁵⁾ en 1973-74 à 4.151 millions en 1975 pour atteindre ensuite 9.000 à 9.500 millions pour la période 1976-79. Ceci signifie que l'économie mauritanienne est devenue de plus en plus dépendante d'un afflux de ressources étrangères pour compenser les augmentations du déficit en ressources. Autrement dit, la stratégie de développement adoptée ainsi que les conséquences économique de la guerre ont contribué à intensifier la situation de dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger pour le financement des besoins du budget gouvernemental, de l'effort d'investissement et des besoins en devises étrangères. Avec

6) Dans ce cas le taux d'inflation dépend du taux de croissance du déflateur du PIB.

Tableau 2

PIB au Prix Courants 1973-79 (millions UM)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 Est.
Secteur traditionnel	2.956	4.102	5.229	6.082	6.205	6.409	7.507
Elevage	(1.831)	(2.757)	(4.022)	(4.958)	(5.130)	(5.142)	(6.171)
Agriculture	(273)	(363)	(376)	(370)	(284)	(283)	(385)
Pêche	(771)	(883)	(730)	(651)	(685)	(877)	(843)
Sylviculture et Artisanat	(81)	(94)	(101)	(103)	(106)	(107)	(108)
Secteur Industriel	3.660	4.658	4.324	5.129	4.186	4.170	4.555
Industrie de Mines	(3.058)	(3.927)	(3.449)	(4.107)	(2.955)	(2.719)	(2.974)
La Pêche	(150)	(210)	(178)	(231)	(271)	(347)	(302)
Autres Industries	(52)	(521)	(697)	(791)	(960)	(1.104)	(1.274)
Constructions et Travaux Publics	388	652	791	1.154	1.293	1.122	1.929
Transports, Commerce	2.543	3.110	3.819	4.562	5.469	6.098	7.254
Administration et Services	1.327	1.568	2.087	2.977	3.947	4.515	4.740
PIB aux Coûts des facteurs	12.874	14.160	16.252	19.904	21.100	22.314	25.985
Taxes Indirectes moins Subventions	1.400	2.317	2.041	2.461	2.217	1.915	2.420
PIB Prix du Marché	12.274	16.477	18.293	22.365	23.317	24.229	28.405

Source : Chiffres fournis par les autorités mauritaniennes et estimations du IMF, Rapport 11 avril 1980.

Tableau 3

Offre et Emploi des Ressources aux Prix Courants

1973-79 - Déficit en Ressources (millions DM)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 Est.
Consommation	9.655	13.947	16.175	21.669	26.644	28.133	30.964
Privée	(6.870)	(10.683)	(12.142)	(14.157)	(17.774)	(17.633)	(20.006)
Publique	(2.785)	(3.264)	(4.033)	(7.512)	(8.870)	(10.500)	(10.958)
Investissement brut	2.940	2.842	6.269	10.003	6.637	5.490	6.352
Entreprises Publiques	(3.493)	(800)	(1.074)	(1.038)	(1.241)	(913)	(1.668)
Gouvernement	(373)	(794)	(2.762)	(7.908)	(3.877)	(3.064)	(3.216)
Autres privées	(206)	(275)	(305)	(373)	(388)	(403)	(468)
Variations de Stock	(-1.131)	(973)	(2.128)	(684)	(1.131)	(1.110)	(1.000)
dont Elevage	(-1.345)	(506)	(800)	(740)	(478)	(654)	(900)
Dépenses publiques nettes	12.595	16.789	22.444	31.672	33.281	33.623	37.316
- PIB	12.274	16.477	18.293	22.365	23.317	24.229	28.405
Déficit des Ressources	- 321	- 312	-4.151	-9.307	-9.964	-9.394	-8.911
Exportations et Services	6.516	9.286	8.248	9.084	8.169	7.675	9.222
Importations de Biens et Services	6.837	9.598	12.399	18.391	18.133	17.069	18.133

Chiffres fournis par les autorités mauritaniennes et estimations du DMF, Rapport du 11 avril 1980.

Tableau 4

Taux de Croissance Annuel de la PIB, du PIB et le
Déficit des Ressources aux Prix du Marché

	Dépenses Extérieure Brute	Taux de Croissance Annuel	Production Intérieure Brute	Taux de Croissance Annuel	Déficit des des Ressour- ces	Taux de Croissance Annuel
1973	12.595		12.274		321	
1974	16.789	33,3 %	16.477	34,2%	312	- 2,9%
1975	22.444	33,7 %	18.293	11,0%	4.151	1230,4%
1976	31.672	41,1 %	22.365	22,2%	9.307	124,2%
1977	33.281	5,1%	23.317	4,3%	9.964	7,0%
1978	33.623	1,0 %	24.229	3,9%	9.394	- 5,8%
1979 est	37.316	11,0%	28.405	17,2%	8.911	- 5,2%

Tableau 5

Taux de Croissance Annuel du PIB aux Prix Courants
du PIB au Prix Constant 1973 et Déflateur du PIB
et Taux d'Inflation

	Dépense Intérieure Brute	Taux de Croissance Annuel	Produit Intérieur Brut	Taux de Croissance Annuel	Déflateur du PIB	Taux de Croissance Annuel
1973	12.274		12.274		100,0	
1974	16.477	34,2%	14.185	15,6%	116,2	16,2%
1975	18.293	11,0%	13.144	-7,3%	139,2	19,8%
1976	22.365	22,2%	14.504	10,3%	154,2	10,8%
1977	23.317	4,3%	13.978	-3,6%	166,8	8,2%
1978	24.229	3,9%	13.644	-2,4%	177,6	6,5%
1979 est.	28.405	17,2%	15.095	10,6%	188,2	6,0%

un PIB global de 28.405 millions d'Ouguiyas en 1979, le déficit en ressources représente 31,4% du PIB soit un influx monétaire d'environ 200 millions de US \$ pour soutenir une Dépense Nationale Brute de 329 millions de dollars, et un PIB de 631 millions de dollars.

Il est évident qu'un tel déséquilibre, s'il peut être maintenu à court et moyen terme, ne peut l'être à long terme. Les taux d'accroissement moyens annuels de la DNB pour la période 1974-79, les prix courants du PIB sont respectivement de 21% et 11,7% 8).

Tableau 6 Hypothèse A - Projections du Déficit
d'Après les Schémas d'Accroissement
de 1974-79 8

	1980	1985	1990	1995	2000
Dépense Nationale Brute	45.152	117.112	-	-	-
Produit Intérieur Brut	31.728	55.171	-	-	-
Déficit	-13.424	-61.941	-	-	-
Déficit/PIB	42,3%	112,3%			

8) La période de cinq ans comprise entre 1974 et 1979 a été considérée comme une période représentative pour effectuer le calcul des projections. Il est certain que des changements dans l'année de base modifieront les projections basées sur des schémas de croissance moyens passés. Cependant, étant donné l'irrégularité des résultats de l'économie mauritanienne, il a été décidé d'inclure la période 1974-79 qui, en termes de PIB, semble indiquer qu'il y a eu deux années d'accroissement positives et trois négatives, comme le montre le Tableau 5. A moins de changements fondamentaux dans les structures et la politique de développement, ce schéma devrait se répéter. Le but recherché est de montrer comment évolue le déficit lorsque la politique de développement et les stratégies ne sont pas modifiées. Le tableau 6 a pour but essentiel de représenter l'extrapolation des tendances, extrapolation basée sur la période 1974-79. Le Tableau 7 montre l'impact produit sur les Dépenses Nationales Brutes par le fait de plafonner le déficit tout en maintenant les taux moyens de croissance de 1974 à 1979 du PIB.

Le Tableau 6 montre les variations du déficit en ressources d'après les schémas de 1974-79. Il est clair qu'un tel déficit ne peut être maintenu dans la mesure où le rapport déficit/PIB atteint des proportions inhabituelles avec un déficit de 1.123 fois plus important que le PIB. Par conséquent, l'hypothèse A montre que le déficit en ressources est une contrainte majeure face au développement de l'économie mauritanaise.

Dans l'hypothèse B, il est supposé que dès 1976, les autorités sont devenues conscientes de l'ampleur du problème et suivent une politique destinée à limiter le déficit en ressources à son niveau de 1976-79, estimé à environ 9.000 millions d'Ouguiyas. Le Tableau 7 montre les conséquences de l'application du schéma d'accroissement de 1974-79, c'est-à-dire un accroissement du PIB de 11,7% par an en prix courants, de l'accroissement de la Dépense Nationale Brute.

Tableau 7 Hypothèse B - Montant de la Dépense Nationale Brute
Avec un Déficit Constant et en Appliquant les Schémas
d'Accroissement du PIB de 1974-79.

	1980	1985	1990	1995	2000
Dépense Nationale Brute	40.728	64.171	104.935	175.818	-
Produit Intérieur Brut	31.728	55.171	95.935	166.818	-
Déficit	9.000	9.000	9.000	9.000	-
Déficit/PIB	28,4%	16,3%	9,4%	5,4%	

Ainsi, dans l'hypothèse B, le déficit en ressources, exprimé en pourcentage du PIB, décline progressivement dans le temps, permettant le rétablissement d'un équilibre entre dépenses et produit.

Bien que les hypothèses A et B soient fictives, elles mettent cependant en évidence les dangers que présente la poursuite de la politique actuelle et soulignent le caractère effectif des contraintes créées par le déficit. Elles prouvent également l'utilité du programme de stabilisation financière et du Plan de Réhabilitation ⁹⁾ qui avait été décidé en 1978, au moment où les autorités mauritaniennes ont reconnu les difficultés de la finance publique et de la balance de paiements.

⁹⁾ Ce Plan est détaillé dans le Rapport Banque Mondiale n° 2479a - MAU op. cit., pp. 20-29, et sera décrit plus loin en tant que contrainte par rapport à la politique de développement jusqu'en 1985.

3.2 Déficit Budgétaire

A la nécessité d'établir les priorités les plus appropriées à long terme et de redéfinir une stratégie de développement qui corresponde davantage à sa base de ressources, s'ajoute pour l'économie mauritanienne la difficulté de faire face à un très important déficit des finances publiques. Le Tableau 8 présente les variations de ce déficit entre 1973 et 1979 ainsi que les projections pour 1980. Comme le montrent ces données, le déficit global qui est de 363 millions d'Ouguiyas en 1973 atteint un sommet de 10.838 millions d'Ouguiyas en 1976 et diminue ensuite jusqu'au chiffre plus raisonnable mais toujours élevé de 8.500 millions d'Ouguiyas en moyenne pour la période 1977-1980. Bien que les chiffres de 1979 et 1980 soient provisoires, ils reflètent la volonté du gouvernement mauritanien de restreindre les dépenses du passé, mais mettent cependant en évidence l'ampleur de la contrainte fiscale à laquelle il se heurte actuellement.

Le fait que la Mauritanie soit passée d'une situation fiscale relativement équilibrée en 1973 à un déficit radical pour la période 1976-1980 peut s'expliquer par les raisons suivantes :

- a) Les revenus courants, comme le montre le Tableau 9, ont augmenté en moyenne de 15,2% par an, ce qui ne représente pas tout à fait la moitié de l'accroissement annuel de 32,9% des dépenses courantes. En outre, les schémas d'évolution dans le temps des taux de croissance des revenus et des dépenses présentent de fortes variations l'un par rapport à l'autre.
- b) La stagnation des revenus courants est principalement due au manque d'efficacité de l'administration fiscale et du système de recouvrement. De plus, les royalties provenant de l'industrie minière, qui avaient augmenté en 1976, ont diminué de façon radicale en 1977 et 1978, en raison de l'instabilité de la demande mondiale et des perturbations qui, à la suite du conflit du Sahara Espagnol, ont affecté la distribution et la production.¹⁰⁾
- c) Les dépenses courantes, par contre, ont subi une augmentation très rapide à cause de la guerre, de l'accroissement des frais entraînés par le service d'une dette accrue, de l'accroissement des sorties en salaires dû à un supplément d'embauche et aux augmentations de salaire, et de l'inflation généralisée qui a rendu plus coûteux l'achat de matériel et fournitures de tout genre.¹¹⁾

10-) Rapport FMI, SM/80/91, 11 avril 1980, op. cit. pp.19-20.

11) Ibid, pp. 21-22.

Tableau 8

Transactions Financières du Gouvernement
(1973-80)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 Prov.	1980 Budget
Recettes budgétaires ¹⁾	2.787	3.886	3.924	4.891	4.620	5.392	5.986	6.443
Dépenses budgétaires ¹⁾	-2.942	-3.683	-4.588	-8.289	-9.017	-11.327	-11.419	-9.966
Surplus ou déficit du Budget (-)	- 155	203	- 664	-3.398	-4.387	- 5.935	- 5.423	-5.523
Dépenses de Capital extra budgétaire	- 208	-- 530	-2.437	-7.440	-3.515	- 2.689	- 2.672	-5.273
Déficit (-)	- 363	- 327	-3.101	-10.838	-7.912	-8.624	-8.055	-8.796
Financement	363	327	3.101	10.838	7.912	8.624	8.095	8.796
Dons Extérieurs	208	530	819	3.571	2.557	1.686	3.483	.....
Prêts Extérieurs	340	1.342	2.262	7.127	3.658	3.469	4.323	.....
Financement Intérieur	- 185	-1.545	21	140	1.697	469	289	(.....)
Systèmes bancaires	(10)	(- 561)	(-773)	(108)	(1.622)	(- 500)	(363)	(.....)
Autres Opérations du Trésor ²⁾	(- 195)	(- 984)	(294)	(32)	(75)	(969)	(- 74)	(.....)

Source : Chiffres fournis par les autorités mauritaniennes et estimation du FMI du rapport SM/80/91

1) Période complémentaire de 3 mois se terminant le 31 Mars inclus.

2) Ajustement en monnaie.

Tableau 9

Situation Financière du Gouvernement
et Indicateurs Choisis (1974-80) en %

	1973-78	1974	1975	1976	1977	1978	1979 Prov.	1980 Budget
Taux de Croissance								
Recette courante	15,2	39,4	1,0	24,6	- 5,5	16,7	11,2	7,5
Dépense courante	32,9	25,2	24,6	80,7	8,8	25,6	0,8	-12,7
Capital Extra- budgétaire	128,8	154,8	359,8	205,8	-52,8	- 23,5	- 0,6	97,3
Pourcentage du PIB Annuel								
Recette courante	22,0	23,6	21,5	21,9	19,8	22,3	21,1	....
Dépense courante	32,3	22,4	25,1	37,1	38,7	46,7	40,2	....
Surplus(+) ou(-) déficit du budget	10,3	1,4	- 3,6	- 15,2	-18,9	-24,5	-19,1	....
Dépenses extra- budgétaires en capital	13,0	3,2	13,3	33,3	15,1	11,1	9,4	....
Déficit total	- 23,3	2,0	17,0	48,5	33,9	35,6	28,5	....
Aide extérieure	9,3	3,2	4,4	16,0	11,0	19,3	12,3	....
Prêt extérieurs	14,2	8,1	12,4	31,9	15,7	14,3	15,2	....
Financement extérieur	- 0,2	- 9,4	0,1	0,6	7,3	1,9	1,0	....

Source : Rapport FMI SM/80/91, 1 Avril 1980 p. 18. -

- d) Entre 1974 et 1977, les dépenses extra-budgétaires en biens d'équipement ont enregistré des augmentations spectaculaires en raison de l'effort fait par le gouvernement pour réaliser de grands projets d'équipement, tels que la construction de la route Nouakchott-Kiffa, les raffineries de sucre et de pétrole et le fourneau sidérurgique électrique.

Le résultat net de la politique de développement du gouvernement (c'est -à-dire les grands projets d'équipement intensif), de la production d'un revenu fiscal inadapté et des implications économiques de la guerre au Sahara, a rendu inévitable le déficit fiscal qui s'est ensuivi, étant donné le faible rapport à court terme des investissements, comme l'illustrent les faibles taux de croissance du PIB en prix constants de 1973.

Tableau 10 Projections du Déficit Budgétaire
Suivant les Tendances de 1973-78

	1980	1985	1990	Taux Annuel de Croissance
Revenu Budgétaire	6.443	13.072	26.522	15,22
Dépenses Budgétaire	9.966	41.318	171.305	32,92
Déficit Budgétaire -	3.523	- 28.246	-144.783	

Le Tableau 10 donne les résultats sur la base d'une tendance, des projections du revenu courant et des dépenses courantes du gouvernement, calculés à partir des tendances de la période 1973-78 ¹²⁾. Bien que ces résultats ne soient en aucune façon réalistes ou réalisables, ils montrent précisément qu'il est nécessaire de changer le cours de la politique du passé. L'importance de la participation du déficit budgétaire au déficit en ressources doit être considérée comme une contrainte majeure par rapport aux perspectives de l'économie mauritanienne. Une fois encore, les mesures visant à rétablir une certaine stabilité financière sont le point de départ de la nouvelle stratégie de développement. Il est évident que les revenus fiscaux doivent être alignés sur les dépenses fiscales, particulièrement si l'on considère que les résultats présentés au Tableau 10 ne tiennent pas compte des dépenses de capital extra-budgétaires. Les projections du déficit lorsque ces dépenses sont incluses dans les calculs sont présentées au Tableau 11. Il est supposé dans ces calculs que les dépenses de capital extra-budgétaires augmentent au taux très faible de 10% par an.

12) Les projections sont basées sur les estimations du budget de 1980 présentées au Tableau 8.

Tableau II Projections du Déficit Budgétaire Global
Suivant un Taux de Croissance Modéré des
Dépenses de Capital Extra-Budgétaires

	1980	1985	1990	Taux Annuel de Croissance
Revenu Budgétaire	6.443	13.072		15,2%
Dépense Budgétaire	9.966	41.316		32,9%
Dépenses de Capital Extra-budgétaire	5.273	8.492		10,0%
Déficit Global	- 8.796	- 36.738		

Les projections présentées au Tableau II reflètent nettement une situation plus grave que celle qui est illustrée par le Tableau 10. Les tendances futures ne peuvent être extrapolées à partir des tendances passées de manière véritablement significative. Ceci ne fait que mettre en évidence le poids de la contrainte fiscale à laquelle l'économie mauritanienne doit faire face actuellement.

3.3 Contraintes de la Balance des Paiements

A la dégradation du déficit en ressources et de l'équilibre fiscal s'ajoute la situation d'une balance des paiements qui, globalement excédentaire en 1973-74, est devenue nettement déficitaire en 1975. Le Tableau 12 donne le profil de la balance des paiements pour la période 1975-80 en milliards d'ouguiyas et les taux de croissance annuels correspondants sont présentés au Tableau 13.

Ces chiffres montrent clairement que la situation de la balance commerciale s'est fortement dégradée à la suite d'une augmentation importante des importations tandis que les exportations ont stagné. Sans l'aide extérieure massive, les prêts et dons importants qui ont été accordés à la Mauritanie, ce déséquilibre critique aurait entraîné une grave crise de la balance des paiements. Si l'aide étrangère peut être utilisée efficacement à court terme en tant que moyen le plus simple de rétablir l'équilibre globale de la balance commerciale, ce système, par sa nature même, ne peut être efficace à long terme. D'une part, lorsque le service de la dette représente une part trop importante du montant des exportations, les prêts en provenance de l'étranger tendent à diminuer. D'autre part, une économie ne peut dépendre en permanence de sources de financement qui, soumises aux hasards des événements politiques, sont susceptibles de se tarir à n'importe quel moment.

Le Tableau 14 donne les projections de la balance des paiements sur une base préliminaire à partir des tendances de la période 1975-80.

**Tableau 12 : Mauritanie : Sommaire de la Balance des Paiements
1975- 80 (Milliards DM) Taux de Croissance Annuel**

	1975	1976	1977	1978	1979 prel	1980 proj.
Exportations	7.4	8.2	7.2	5.7	7.0	9.6
Importations	- 8.0	- 13.9	-13.1	- 13.7	- 13.7	- 18.1
Balance courante Commerciale	- 0.6	- 4.4	- 6.7	- 7.4	- 6.7	- 8.5
Net Services	- 3.5	- 5.2	- 3.8	- 2.8	- 2.9	- 4.7
Net transfert	- 0.8	- 0.9	- 0.6	- 0.2	- 0.9	- 1.3
Royalties de la Pêche						
Compte Capital	3.6	11.0	8.0	8.9	10.2	-
Balance Globale	- 1.3	- 0.5	- 3.1	- 1.5	- 0.3	-

Source : Rapport FMI SM/80/91 du 11 Avril 1980 p. 81.

**Tableau 13 : Taux de Croissance Annuel des Principaux Composants
de la Balance des Paiements.**

	Moyenne 1975-80	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79 Prel.	1979-80 Proj.
Exportations	6,5%	10.8	- 12.1	- 26.3	22.8	37.1
Importations	19,8%	57.5	10.3	5.7	4.6	32.1
Balance Commerciale	³⁾ 20,0%	683.3	52,2	10.4	- 9.5	26.9
Net Services	12,2%	48.5	-26.9	-26.3	3.6	62.1
Net Transferts						
Royalties de la Pêche	-	12.5	-33.3	-67.7	350.0	44.4
Balance compte courant	30,5%	114.3	5.7	- 6.3	0.9	38,1
Compte Capital	51,0%	205.5	-27.3	11.2	14.6	-

Tableau 14 Projections de la balance des Paiements
d'Après les Tendances de la Période 1975-80
(en milliards d'ouguiyas)

	Taux de Croissance moyen annuel 1975-1980	1980	1985	1990
Exportation	6,5%	9,6	13,2	
Importations	19,8%	-18,1	- 44,7	
Balance Commerciale	-	- 8,5	- 31,5	
Services Nets	12,2%	- 4,7	- 88,4	
Transferts Nets ¹⁴⁾				
Royalties de la Pêche	-	- 1,3	5,0	
Solde Compte Courant	-	-14,5	- 34,9	

il est frappant de constater que, comme dans les cas précédentes, il suffit de projeter les chiffres sur une période de cinq ans pour que la balance commerciale atteigne un niveau invraisemblable. Il est peu probable que les facteurs dont dépend le commerce des principales marchandises à l'exportation, telles que le minerai de fer, le cuivre et le poisson, puissent s'améliorer de façon suffisamment radicale pour pouvoir compenser une exposition des importations comme celle dont témoignent les cinq dernières années.

Réciproquement, il est clair que le gouvernement aura beaucoup de difficulté à modérer la croissance des importations, notamment les importations de denrées alimentaires, les importations de pétrole (en prix et en quantité) et celles qui résultent d'un besoin croissant de financer les projets d'investissement gouvernementaux. Le retrait de la Mauritanie du conflit au Sahara a entraîné un certain soulagement (les importations diminuent et les exportations ne sont plus interrompues), mais pas suffisamment marqué pour contrebalancer les forces en présence.

14) Compte tenu du potentiel des royalties de la Pêche, il est supposé que les chiffres de cette rubrique évoluent favorablement grâce à l'afflux croissant de royalties.

Il est donc possible d'en conclure que l'économie mauritanienne soumise aux contraintes d'une balance des paiements déficitaire, doit être considérée comme tout à fait prioritaire. La réorientation de son modus operandi actuel de façon à éviter une crise à court terme de la balance des paiements, qui est susceptible d'atteindre des proportions exceptionnelles. Comme en ce qui concerne le déficit en ressources et les déficits fiscaux, il est évident que dans ce domaine, les stratégies de développement doivent être sérieusement réexaminées pour que l'équilibre financier et celui des échanges extérieurs puissent arriver à être plus promptement rétablis. En d'autres termes, les contraintes de la balance des paiements sont des contraintes effectives.

3.4 Contraintes du Service de la Dette

Le déficit en ressources, le déficit budgétaire continu et le déséquilibre prononcé de la balance des paiements depuis 1975 ont conduit le gouvernement mauritanien à faire appel à des ressources extérieures sous la forme de prêts et subventions, afin de combler le déficit intérieur en ressources.

Dans ce contexte et comme le montrent les données passées et les engagements financiers futurs, il est clair que le poids que la dette fait peser sur l'économie mauritanienne est devenu extrêmement lourd. Ainsi, dans toute étude d'une stratégie de développement, la contrainte du service de la dette apparaît comme un obstacle énorme aux projets et programmes de développement potentiels. Ceci vient du fait que les ressources dépensées au cours de la période 1975-80 ont avant tout hypothéqué les ressources futures de l'économie mauritanienne dans la mesure où les prêts, mais aussi les intérêts, doivent être remboursés. Ceci grève lourdement le budget de l'Etat et la balance des paiements.

Tableau 15 Mauritanie : Dette Publique Extérieure Impayée
1975-1980

(en millions de US dollars)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Crédits Fournisseurs	7.666	4.980	55.791	70.138	80.503	64.934
Banques Privées	16.893	26.386	28.152	47.463	70.161	58.257
"Nationalization Loan"	-	-	40.000	30.000	30.000	10.000
Obligations	0.011	0.009	0.007	0,007	0,006	0.005
Emprunts Multilatéraux	29.999	22.149	43.059	62.909	99.002	109.600
Emprunts Bilatéraux	113.801	134.545	225.810	249.298	294.989	347.356
Dette Externe Totale	168.370	188.069	392.819	459.815	574.661	590.152

Source : BIRD.

Le Tableau 15 montre les variations de la dette publique impayée entre 1975 et 1980 ¹⁹⁾ ; le Tableau 16 montre le taux d'accroissement de la dette publique par année ainsi que sa proportion par rapport au PIB en prix courants ; enfin, le Tableau 17 donne le montant du service de la dette au cours de la période 1975-80 ventilé entre principal et intérêts ainsi que sa proportion par rapport aux exportations.

D'après ces tableaux, il est clair que l'endettement n'a fait que s'accroître, et de manière excessive, depuis les années 1976-77. Alors que le taux de croissance de la dette publique externe a diminué depuis 1977 (Tableau 16), le rapport dette/PIB s'est maintenu aux alentours de 80% du PIB en prix courants. En outre, le rapport dette de service/exportations a fluctué entre 15,9% en 1973 (probablement à la suite du rééchelonnement) et un maxima de 38,5% en 1980, avec une moyenne de 27,7% entre 1975 et 1980. Sur le plan des normes internationales acceptables, cette moyenne est environ 10% au dessus des limites supérieures habituelles qui sont de 18%. Même si cette situation peut s'expliquer par le fait que la Mauritanie est dans une situation très particulière sur le plan international, du fait de ses relations avec le monde arabe et plusieurs de l'OPEEC, et si l'on peut dire que ces ratios ne constituent pas en eux-mêmes un problème majeur pour l'économie du pays, il est nécessaire d'établir un plan de développement à long terme capable de diminuer la dépendance de l'économie vis-à-vis de ses sources de financement extérieures, qui doivent cependant être reconnues comme une aide substantielle dans le domaine de la croissance et du développement.

Il est donc certain qu'à long terme, la contrainte du service de la dette est un paramètre important à prendre en considération dans la détermination de la stratégie de développement. Etant donné que la majorité des ressources mises à la disposition des projets de développement sont d'origine externe, il est évident que la croissance dépendra :

1. du montant des fonds externes disponibles à terme (fourniture de capital)
2. de la répartition de ces fonds entre les secteurs (problème de l'attribution des investissements)
3. des types de projets choisis (technologie, intensité du capital, techniques d'absorption, etc.).

19) Le Tableau 15 ne comprend que la dette contractée entre le 1er janvier 1900 et le 31 décembre 1979.

**Tableau 16 : Taux Annuel de Croissance de la Dette Publique
et Taux du PIB en Prix Courants 1975-80**

	Dette Publi- que Extérieure (10 ⁶ \$ US)	Taux de Crois- sance Annuel	PIB - Prix du Marché (mil- liards US)	Dette/PIB
1975	168.370	-	18.293	0.414
1976	188.069	11.7	22.355	0.378
1977	392.819	108.9	23.317	0.758
1978	459.815	17.1	24.229	0.854
1979	574.661	25.0	28.405	0.910
1980	590.152	2.7	33.234 est.	0.799

Tableau 17 : Service de la Dette et Taux du Service de la Dette/Exportation

	Service de la Dette			Exportation	
	Principal x 10 ⁶ \$/ US	Intérêts	Total	Service de Crédit (milliards US)	Service de la Dette/Exporta- tion
1975	34.065	5.538	39.603	8.4	0.212
1976	69.517	7.839	77.839	9.3	0.374
1977	32.053	9.080	41.133	8.4	0.220
1978	16.629	9.614	26.243	7.2	0.159
1979	50.699	15.509	66.208	9.6	0.314
1980	85.479	17.191	102.670	12.0	0.385

Source : BIRD.

3.5 Contrainte Effective

Sans prétendre en faire la liste exhaustive, il est possible de classer les principales contraintes globales de l'économie mauritanienne comme suit :

3.5.1 Contraintes Financières

- a) Déficit Fiscal
- b) Déficit de la Balance des Paiements
- c) Limite Supérieure de service de la Dette
- d) Déficit en Ressources acceptable.

3.5.2 Contraintes du Capital Humain

- a) Qualité de la Main-d'Oeuvre
- b) Répartition de la Main-d'Oeuvre
 - par qualifications
 - par régions
 - rurale/urbaine.
- c) Disponibilités en Main-d'Oeuvre face à une Technologie Appropriée.

3.5.3 Contraintes des Ressources Naturelles

- a) Terres
- b) Eau
- c) Minéraux
- d) Sylviculture
- e) Cheptel
- f) Potentiel de la Pêche
- g) Précipitations.

3.5.4 Contraintes de l'Infrastructure

- a) Transport : Routes
Voies Ferrées
Transport Aérien
Ports et Navires
- b) Approvisionnement en Sources d'Energie et Distribution des Eaux
- c) Environnement Urbain
- d) Télécommunications.

3.5.5 Contraintes Sociologiques

- a) Organisation Sociale et Culturelle
- b) Contraintes d'ordre Tribal et Ethnique
- c) Nomades-Sédentaires
- d) Droit Foncier
- e) Relations Familiales et entre Générations
- f) Habitudes de Travail.

3.5.6 Contraintes Administratives (Secteur Public)

- a) Qualifications en Planification
- b) Coordination entre Organismes Publics
- c) Compétences en gestion
- d) Contacts avec le Secteur Privé.

3.5.7 Contraintes de la Répartition

- a) Distribution des Revenus
- b) Rurales et Urbaine
- c) Répartition dans l'espace
- d) Répartition Régionale.

3.5.8 Contraintes des Besoins Humains Fondamentaux

- a) Nutrition
- b) Habillement
- c) Habitat
- d) Hygiène et Santé
- e) éducation.

D'un point de vue opérationnel et en considérant l'économie comme un tout, les projections à long terme seront réalisées sur la base de l'hypothèse suivant laquelle la contrainte effective est en réalité la contrainte financière. Etant donné la dépendance de l'économie mauritanienne vis-à-vis des ressources externes, il est considéré dans ces projections que la limite supérieure de l'afflux de ressources financières à terme sera fournie par le rapport dette/service de la dette. Il est supposé que toutes les autres contraintes ne sont pas effectives, jusqu'au moment où les études d'option sectorielles et inter-sectorielles révèlent qu'elles sont effectives ; autrement dit, la première itération sera réalisée avec un ratio dette/service de la dette à sa limite supérieure et la possibilité de réalisation du scénario sera vérifiée en fonction des notions de capacité d'absorption qui découleront, soit de manière quantifiée soit d'après le bon sens, des études d'option sectorielles et sous-sectorielles et des études de 1ère phase. Il est alors possible de réaliser autant d'itérations que nécessaire de manière à arriver à une compatibilité entre l'investissement alloué par secteur et la capacité d'absorption de chaque secteur.

4. Option de Stratégie Globale

Avant d'évaluer quantitativement les scénarios de croissance sur une période vingt ans à partir des relations de production, de l'économie et de la contrainte effective dette/service de la dette, il est nécessaire

de redéfinir, comme il est expliqué à la Figure 1, les politiques de développement globales directrices qui influenceront le profit des investissements sectoriels et par conséquent le taux de croissance global ¹⁸⁾. A cet égard, il est nécessaire d'examiner dans un premier temps des résultats de l'évolution passée de l'économie mauritanienne et d'en tirer certaines conclusions qui serviront à définir une nouvelle option de stratégie globale.

4.1 Résultats et Stratégies ¹⁹⁾

Les résultats de l'évolution passée de l'économie mauritanienne sont présentés au Tableau 18 : Produit Intérieur Brut par secteur d'origine aux prix de 1973 pour la période 1973-79, et au Tableau 19 : Tendances des Agrégats des Comptes Nationaux 1973-79. Ce dernier Tableau indique quels sont les taux annuels de croissance en termes constants par secteur ainsi que les variations de l'importance de chaque secteur.

4.1.1 Les Années 1960

Au cours des années 1960, le taux de croissance de l'économie mauritanienne a été d'environ 10% par an en termes constants, alimenté par l'accroissement de la production de minerai de fer et l'augmentation rapide du cheptel ²⁰⁾.

Entre la fin des années 60 et 1973, la Mauritanie a souffert d'une sécheresse intense qui a décimé les troupeaux et considérablement réduit la production agricole. Cette situation a entraîné un phénomène catastrophique de migration vers les zones urbaines, créant ainsi des pressions sur les services et les infrastructures urbaines, à un degré tel que le gouvernement mauritanien s'est trouvé dans l'incapacité de réagir. Cela a eu pour résultat net un accroissement du chômage urbain et une stagnation de la production rurale que le gouvernement a tenté de combattre au cours des années 70 par le développement du secteur public dans le but de fournir des emplois et par des projets destinés à intensifier le capital et financés par l'aide extérieure.

4.1.2 1974

Au cours de l'année 1974, l'économie mauritanienne a commencé à se redresser avec un taux de croissance réel du PIB de 15,6%, un déficit

18) La Figure 1 montre les inputs de politiques suivants : côté Ressources, (1) Politique Fiscale et côté besoins (2) Politique de Développement Sectorielle et (3) Politique d'Inflation. Ces inputs de politiques reflètent une stratégie de développement globale qui doit être définie avec précision.

19) Ce paragraphe est basé principalement sur le rapport FMI du 11 avril 1980, qui est la principale source d'informations utilisée pour cette étude.

20) "Islamic Republic of Mauritania : Recent Economic Developments and External Capital Requirements", op. cit., pp. ii, iii

en ressources correspondant à 2% du PIB et un taux de consommation de 84,6% par rapport au PIB. Dans le secteur traditionnel, le cheptel et la production agricole ont respectivement augmenté aux taux acceptables de 26,6% et 35,9%, grâce à de meilleures précipitations. Le Tableau 20 montre l'accroissement du cheptel en dehors des bovins et le Tableau 21 montre la forte augmentation de la part du mil et du sorgho dans la production agricole.

Dans le secteur industriel et minier, l'exploitation minière, comptant pour 84% de la valeur ajoutée dans le secteur industriel, s'est développée au taux de 9,4%, d'autre part, la société étrangère MIFEMMA a été nationalisée pour devenir la société COMINOR, filiale la plus importante de la SNIM. Les autres activités du secteur moderne ont en général stagné malgré l'énorme potentiel qu'était censé représenter l'industrie de la pêche.

4.1.3 1975

L'année 1975 a vu se modifier brutalement les chances de la Mauritanie et peut-être considéré comme le point de départ des difficultés financières actuelles. Une diminution aiguë de la production de minerais de fer a conduit à un taux de croissance négatif de 37% dans le secteur minier et simultanément à une chute du PIB de 7,3% en termes réels, malgré les augmentations enregistrées dans le domaine de l'élevage (22,7%) et de l'agriculture (4,6%). Ceci a abouti à des résultats désastreux au niveau du déficit en ressources qui s'est élevé jusqu'à 22,8% du PIB principalement, en raison du fait que, simultanément, le gouvernement a entrepris une vaste campagne d'investissement, entraînant une augmentation du rapport investissements/PIB de 17,2% en 1974 à 34,3% en 1975. Le Tableau 22 donne le montant des investissements alloués par secteur pour la période 1975-1979.

4.1.4 1976

Par contre, au cours de l'année 1976, le PIB a augmenté au taux de 10,3% en prix constants grâce à un rétablissement de la demande mondiale en minerais de fer dont la production a monté de 8,7 à 9,3 millions de tonnes et la valeur ajoutée au taux de 13,3%

Ceci a été cependant accompagné par une stagnation dans le secteur traditionnel, avec un taux de croissance de 3,7% pour l'élevage et une diminution du taux de croissance de l'agriculture jusqu'à 9,8% par an. Néanmoins dans le même temps, une augmentation de 33,1% dans le développement des services administratifs ainsi qu'un accroissement important dans le domaine du bâtiment et des travaux publics ont favorisé la

Tableau 18

Mauritanie : PIB par Secteur au Prix 1973, 1973-79
(millions DM)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 est.
Secteur traditionnel	2.956	3.561	3.883	3.868	3.457	3.566	4.341
Elevage	(1.831)	(2.318)	(2.844)	(2.948)	(2.565)	(2.571)	(3.248)
Agriculture	(273)	(371)	(388)	(350)	(482)	(548)	(328)
Pêche	(771)	(790)	(350)	(482)	(548)	(664)	(674)
Sylviculture	(47)	(47)	(48)	(49)	(49)	(49)	(49)
Artisanat	(34)	(35)	(37)	(39)	(40)	(41)	(42)
Secteur Industries	3.660	3.961	2.791	3.120	2.716	2.572	2.697
Mines	(3.058)	(3.344)	(2.109)	(2.390)	(1.894)	(1.701)	(1.810)
Industries de la Pêche	(150)	(152)	(146)	(126)	(155)	(188)	(170)
Autres Industries	(452)	(465)	(536)	(604)	(667)	(683)	(717)
Constructions et Travaux Publics	388	543	626	807	823	683	1.037
Transports Commerce et Services	2.543	2.717	2.820	3.010	3.208	3.168	3.354
Administration	1.327	1.433	1.591	2.117	2.413	2.413	2.413
PIB aux Coûts des facteurs	10.874	12.215	11.711	12.922	12.617	12.402	13.842
Impôts indirects - Subventions	1.400	1.970	1.433	1.582	1.361	1.242	1.253
PIB aux Prix du Marché	12.274	14.185	13.144	14.504	13.978	13.644	15.095

Source : Chiffres fournis par les autorités mauritaniennes et estimations du FMI Avril 80.

Tableau 19

Maltritanie : Tendence des Agrégats des Comptes Nationaux 1974-79
(en %) :

	1974	1975	1976	1977	1978	1979 est.
<u>Taux de Croissance en termes réels</u>						
Secteur traditionnel	20,5	9,0	-0,4	-110,6	3,2	21,7
Dont						
Elevage	26,6	22,7	3,7	-13,0	-0,2	26,3
Agriculture	35,9	4,6	-9,8	-27,1	-5,5	36,1
Pêche	2,5	-28,4	-14,8	13,7	21,2	1,5
Secteur Industries	8,2	-29,5	11,8	-12,9	-5,3	4,9
Dont						
Mines	9,4	-36,9	13,3	-20,8	-10,2	6,4
Constructions et T.P.	39,9	15,3	28,9	2,0	-17,0	51,8
Transport, Commerce et Services	6,8	3,8	6,7	6,6	-1,2	5,9
Administration	8,0	11,0	33,1	14,0	—	—
Impôts indirects moins subventions	40,7	-27,3	10,4	-14,0	-8,7	0,9
PIB Total	15,6	-7,3	10,3	-3,6	-2,4	10,6
<u>Taux/PIB</u>						
Secteur traditionnel	24,9	28,6	27,2	26,6	26,5	26,4
Dont						
Elevage	16,7	22,0	22,2	22,0	21,2	21,7
Agriculture	2,2	2,1	1,7	1,2	1,2	1,4
Pêche	5,4	4,0	2,9	2,9	3,6	3,0
Secteur Industriel	28,3	23,6	22,9	18,0	17,2	16,0
Dont						
Mines	23,8	18,9	18,4	12,7	11,2	10,5
Constructions et T.P.	4,0	4,3	5,2	5,5	4,6	6,8
Transports, Commerce et Services	19,3	20,9	20,4	23,5	25,2	25,5
Administration	9,5	11,4	13,3	16,9	18,6	16,7
Impôts Indirects-Subventions	14,1	11,2	11,0	9,5	7,9	8,5
Investissement brut Formation de Capital brut	17,2	34,3	44,7	28,5	22,7	22,4
Consommation	11,3	22,6	41,7	23,6	18,1	18,8
Déficit des ressources	84,6	88,4	96,9	114,3	116,1	109,0
Exportations de biens et de Services non facteurs	1,9	22,7	41,6	42,7	38,8	31,4
Importations de biens et de Services non facteurs	56,4	45,1	40,6	35,0	31,7	32,5
	58,3	67,8	82,2	77,8	70,4	63,8

Sources : Tableaux 2, 3, 4, 5 et 18.

Tableau 20

Mauritanie : Estimation du Cheptel Mauritanien 1970-78

(en milliers de têtes, fin de période)

	Bovins	Ovins et Caprins	Camélines
1970	1.850	6.750	710
1971	1.550	6.500	705
1972	1.500	6.500	700
1973	1.115	5.850	670
1974	1.103	6.137	700
1975	1.146	6.631	707
1976	1.192	6.979	714
1977	1.183	7.209	721
1978	1.186	7.512	728

Source : Chiffres fournis par les autorités mauritanienne,
rapport FMI, Avril 11, 1980.

Tableau 21

Mauritanie : Production de Quelques Produits
1970/71 - 1978/79 1)
(en milliers de tonnes)

<u>Céréales</u>							
	<u>Total</u>	<u>Total</u>	<u>Mil et</u> <u>Sorgho</u>	<u>Riz</u>	<u>Autres</u>	<u>Dattes</u>	<u>Autres</u> <u>Cultures</u>
1970/71	86.57	65.37	50.00	1.37	14.00	15.00	6.20
1971/72	60.75	46.25	37.50	2.50	6.25	10.00	4.50
1972/73	47.11	32.41	25.00	3.00	4.41	10.00	4.70
1973/74	75.15	58.95	50.00	3.00	5.95	10.40	5.80
1974/75	73.99	56.29	45.00	3.84	7.45	10.40	7.30
1975/76	64.41	46.96	36.00	3.96	7.00	10.60	6.85
1976/77	46.70	30.85	21.00	3.60	6.25	10.00	5.85
1977/78	41.70	25.95	17.20	3.50	5.25	11.00	4.75
1978/79	65.55	46.80	35.00	4.00	7.80	12.00	6.75

Source : Chiffres fournis par les autorités mauritaniennes, Rapport FMI du 11 Avril 1980.

1) Les campagnes agricoles se terminent au 31 Juillet.

croissance globale du PIB. Le déficit en ressources s'est élevé jusqu'au taux critique de 41,6% du PIB reflétant à la fois une consommation accrue correspondant à 96,9% du PIB et un effort d'investissement accru qui a atteint 44,7% du PIB.

4.1.5 1977-78

En 1977 et 1978, le PIB a diminué respectivement de 3,6% et 2,4%, la production minière et rurale ayant été la principale cause de cette diminution.

Le revenu du secteur minier a diminué de 20,8% en 1977 et de 10,2% en 1978 en raison de l'aggravation des perturbations dans la production du minerai de fer, due aux hostilités au Sahara. De plus, à Ajout la production de cuivre dut être stoppée puisque, avec l'effondrement des cours mondiaux du cuivre, le procédé d'exploitation minière utilisé par la SOMINA nécessitant un carburant à prix très élevé, ne lui permettait plus de faire de bénéfices.

La croissance réelle dans le secteur industriel a été faible malgré un important effort d'investissement. La raffinerie de pétrole, terminée en 1977, ne fonctionne pas encore car il n'y a pas de marché pour l'excès de production. La raffinerie du sucre est également au point mort puisque l'importation de sucre est plus rentable que le traitement local.

Dans le secteur traditionnel, la valeur ajoutée dans l'agriculture a diminué de 27,1% en 1977 et de 5,5% en 1978 en raison de l'irrégularité des conditions atmosphériques. La situation dans le secteur de l'élevage a été presque aussi mauvaise, particulièrement en 1977 lorsque la valeur ajoutée a brusquement chuté de 13,0%. Les activités dans la construction, les transports et les services ont stagné, puisque le gouvernement tentait de redresser sa situation fiscale, après le changement de gouvernement en 1978. L'activité dans la construction est tombée de 17,0% en 1978 après l'ouverture du premier tronçon de la route Nouakchott-Kiffa.

Devenant brusquement conscient du fait que l'explosion d'investissement et de consommation des années précédentes ne pouvait être maintenue au même rythme, le gouvernement s'est efforcé de contrôler le déficit en ressources qui est passé d'un maximum de 42,7% par rapport au PIB en 1977 à 38,8% en 1978. Le taux d'investissement est retombé à 28,5% en 1977 et à 22,7% en 1978. Le taux de consommation, cependant, a

Tableau 22

Mauritanie : Investissements/Secteur en Milliards UM courants

	1975	1976	1977	1978	1979 Est.	1980 Est.	1981 Proj.
Gouvernement Central	<u>2.762</u>	<u>7.908</u>	<u>3.877</u>	<u>3.064</u>	<u>3.216</u>	<u>5.755</u>	<u>5.527</u>
Infrastructure	140	3.242	3.282	1.230	1.293	2.988	3.000
Dont							
Routes	14	2.416	1.665	300	350	1.840	2.000
Nouakchott-Kiffa	(14)	(2.416)	(1.665)	(300)	(50)	(340)	(—)
Kiffa-Néma	(—)	(—)	(—)	(—)	(300)	(1.530)	(2.000)
Ports	11	426	952	211	943	1.148	1.000
Nouadhibou	(11)	(426)	(768)	(96)	(40)	(74)	(—)
Nouakchott	(—)	(—)	(75)	(110)	(900)	(1.000)	(1.000)
Autres	(—)	(—)	(109)	(5)	(3)	(74)	(—)
Développement Rural	71	74	107	205	768	1.569	1.479
Industries	1.812	1.316	300	591	—	—	—
Services Sociaux	30	228	63	63	213	898	798
Autres	709	3.048	125	975	947	300	250
Entreprises Publiques	<u>1.074</u>	<u>1.038</u>	<u>1.241</u>	<u>613</u>	<u>1.668</u>	<u>5.007</u>	<u>7.843</u>
Dont							
SNIM	500	550	600	695	1.602	4.297	7.308
Projet Gaelb	(—)	(—)	(—)	(—)	(1.125)	(3.879)	(6.867)
Autres projets	(500)	(550)	(600)	(695)	(477)	(418)	(441)
OPT	—	—	—	—	10	160	50
SOCOGIM	100	150	124	50	56	230	230
STPN	39	15	21	—	—	130	65
SONELRC	150	200	250	168	—	190	190
Autres Privés	<u>305</u>	<u>375</u>	<u>388</u>	<u>403</u>	<u>468</u>	<u>501</u>	<u>535</u>
Sous Total	<u>4.141</u>	<u>9.319</u>	<u>5.506</u>	<u>4.520</u>	<u>5.352</u>	<u>11.263</u>	<u>13.905</u>
Variations de Stocks	<u>2.128</u>	<u>684</u>	<u>1.131</u>	<u>1.110</u>	<u>1.000</u>	<u>1.000</u>	<u>1.000</u>
Dont							
Elevage	(800)	(740)	(478)	(654)	(900)	(900)	(900)
Total	<u>6.269</u>	<u>10.003</u>	<u>6.637</u>	<u>5.490</u>	<u>6.352</u>	<u>12.263</u>	<u>14.905</u>

Source : BIRD et estimations, Rapport FMI du 11 Avril 1980.

subi une légère augmentation, reflétant d'une part, combien il est difficile, au niveau politique, de maîtriser l'accroissement de la consommation, et d'autre part, qu'il est plus facile politiquement de réduire les dépenses d'investissement que les dépenses courantes.

4.1.6 1979

Devant la gravité de la situation financière à la fin de l'année 1978, en ce qui concernait les finances publiques, la balance de paiements et le taux du service de la dette, le gouvernement mauritanien a entrepris avec l'aide de la Banque Mondiale de définir un plan financier de stabilisation et de réhabilitation ²⁾. Ce plan comprenait les mesures suivantes :

- a) Rééchelonnement et consolidation de la dette pour en alléger le poids sur les finances publiques et sur la balance des paiements ;
- b) Projet Guelb qui devrait augmenter considérablement la capacité d'exportation de la Mauritanie ;
- c) Contrôle étroit des dépenses publiques, particulièrement les dépenses courantes ;
- d) Changement dans le choix des investissements en éliminant les projets qui ne se justifient pas économiquement ;
- e) Renforcement de l'administration afin de mieux suivre la situation budgétaire et d'alléger le poids du secteur parapublic (en éliminant les opérations non rentables) sur les finances publiques ;
- f) Contrôle du développement du crédit ;
- g) Obtenir un soutien de la balance des paiements et aide pour le budget.

Ainsi, dès le début de l'année 1979, le gouvernement mauritanien s'est rendu compte qu'il était nécessaire de redéfinir une stratégie de développement et avec la fin des hostilités au milieu de l'année 1979, il était prévu que le PIB allait augmenter de 10,6% en termes réels. Cette augmentation a été en grande partie une conséquence de l'amélioration des précipitations qui ont contribué à accroître la production de 26,3% dans l'élevage et de 31,1% dans l'agriculture, ainsi que d'un

2) Ibid., pp. 20-40.

accroissement de 6,4% dans le secteur minier où la production de minerai de fer s'est élevée de 26%. Dans le domaine de la construction, il s'est produit un accroissement de 51,8% dû à la reprise de la construction de logements et de routes, tandis que les activités dans le secteur tertiaire sont restées stationnaires, conformément au souci de réhabilitation financière du gouvernement.²

Ainsi, le déficit des ressources a baissé et représente 31,4% du PIB, le taux de consommation à 10,9% du PIB tandis que le taux d'investissement reste stable et représente au alentour de 22,4% du PIB. Ceci représente la possibilité que le gouvernement puisse contrôler la croissance des dépenses courantes.

4.2 L'Expérience du Développement entre 1973 et 1979

D'après les données ci-dessus, concernant les résultats de l'économie mauritanienne, il est possible de distinguer, dans la stratégie de développement suivie jusqu'à ce jour, les principales caractéristiques suivantes :

- a) Le schéma de croissance a été extrêmement irrégulier et le taux de croissance réel a été négatif au cours d'un nombre excessif d'années ;
- b) La croissance a été fortement dépendante de forces externes, particulièrement des conditions atmosphériques et de la demande mondiale en minerai de fer ;
- c) Les dépenses encourues dans le conflit du Sahara ont sérieusement pesé sur la situation des finances publiques ;
- d) Pour contrebalancer le taux de croissance réel négatif, le gouvernement a entrepris trop d'investissements basés sur des ressources financières externes, hypothéquant ainsi gravement l'avenir de l'économie ;
- e) Le développement des services administratifs et de l'ensemble du secteur tertiaire qui en a résulté, a contribué à l'augmentation du niveau de consommation urbaine, qui a son tour, a aggravé la migration rurale-urbaine ;
- f) Cette migration a provoqué une trop forte pression sur l'infrastructure urbaine et sur la capacité du gouvernement à satisfaire les besoins humains fondamentaux, y compris l'emploi ;
- g) La politique de l'emploi n'a pas été clairement définie et l'augmentation du salaire minimum a limité la capacité du gouvernement à favoriser la création d'emplois ;

22) Rapport FMI, Mauritanie : Recent Economic Developments, op. cit. pp. 1-11.

- b) A partir de 1975, le gouvernement s'est engagé dans une stratégie de développement entraînant à la fois des investissements élevés et une dette externe élevée, afin d'équiper le pays en infrastructures et de développer le secteur industriel et minier ;
- i) Le secteur rural a été fondamentalement négligé, et, à part dans le secteur minier, aucun effort n'a été réalisé pour mettre en valeur les ressources dont dispose le pays ;
- j) Il semble que la sélection des projets n'ait pas été fondée sur une quelconque élaboration précise des priorités et il semble qu'elle se soit nettement faite en faveur de projets à forte intensité de capitaux dans le secteur industriel, projets qui ont connu beaucoup de difficultés à devenir opérationnels (par exemple : les raffineries de sucre et de pétrole).
- k) Les investissements dans le secteur privé ont été faibles et sans conséquence sur le développement tandis que tous les investissements publics ont été financés par l'étranger ;
- l) Cette stratégie de développement a eu pour résultat net une faible croissance au prix d'investissements élevés, ajoutée à de graves implications financières pour l'avenir, et n'a pas été capable d'assurer la réalisation d'un schéma de croissance stable et régulier
- m) Ceci a pour corollaire le fait qu'il est évident que le momentum économique issu de cette stratégie risque de retarder une véritable réorientation de la stratégie de développement jusqu'au moment où, probablement à la fin 4^{ème} Plan, les projets en cours seront terminés et la situation financière stabilisée.

4.3 Proposition d'un Choix de Stratégie Globale

Le choix d'une stratégie globale devra se faire à partir des éléments suivants :

- définition de l'objectif des besoins humains fondamentaux,
- extension de la période normale du moyen terme de 5 ans, à une perspective de 20 ans,
- intégration du plan de Réhabilitation dans la stratégie à long terme,
- expériences négatives du processus de développement actuel, notamment celles notées dans la période 1973-1979,

- évaluation des moyens financiers dont la Mauritanie pourrait bénéficier au cours de la période de planification considérée, et
- dotation des ressources nationales conformément aux documents du gouvernement et à la phase I des études menées par RAMS.

4.3.1 - Objectif à Long Terme

Compte tenu du faible niveau des ressources de l'économie mauritanienne, l'on propose au gouvernement de se fixer pour objectif primordial, la satisfaction des Besoins Humains Fondamentaux (BHF) dans le contexte mauritanien.

Les Besoins Humains Fondamentaux se définissent comme le niveau minimum acceptable des éléments suivants :

- nutrition,
- habillement,
- habitat,
- hygiène et santé,
- éducation/emploi

dont l'ensemble de la population doit disposer d'ici à la fin d'une période donnée. Cette période sera établie en fonction de la stratégie de développement adoptée et des ressources financières dont disposera l'ensemble de la nation mauritanienne. Il faudra toutefois résoudre un certain nombre de problèmes de nature conceptuelle afin de rendre opérationnels, les Besoins Humains Fondamentaux. Les points à élucider sont les suivants :

- définition des Besoins Humains Fondamentaux dans le contexte mauritanien,
- introduction de catégories dans la définition des Besoins Humains Fondamentaux (exemple : besoins ruraux et besoins urbains),
- traduction des besoins humains fondamentaux urbains et ruraux en terme de revenu nécessaire par tête d'habitant, dont on dériverait l'interprétation de la demande. 23)

Le concept de Besoins Humains Fondamentaux ne devient opérationnel qu'après la définition des éléments mentionnés ci-dessus, en ceci qu'il détermine un produit intérieur brut lié au niveau minimum acceptable des composantes des Besoins Humains Fondamentaux.

23) Dans ce sens le revenu per capita BF représente un niveau suffisant pour satisfaire aux besoins minimum acceptables même si les individus ne le font pas.

L'on peut donc écrire :

$$\text{(BHP) dépense} = \bar{Y} \quad \text{équivalente} \quad (1)$$

$$(\bar{Y}) (N) = \overline{DNB} \quad (2)$$

$$N = \text{population}^{24)}$$

\overline{DNB} = Dépense Nationale Brute au niveau des Besoins Humains Fondamentaux,

$$\overline{DNB} = \overline{PIB} + \overline{BR} \quad (3)$$

\overline{PIB} désigne le Produit Intérieur Brut au prix du marché et au niveau des Besoins Humains Fondamentaux,

\overline{BR} = Besoins en Ressources (Ressources extérieures) au niveau des Besoins Humains Fondamentaux,

$$\overline{PIB} = \overline{DNB} - \overline{BR} \quad (4)$$

En substituant l'équation (2) dans l'équation (4) l'on obtient la relation entre BHP et PIB à un niveau opérationnel ainsi qu'il apparaît dans (5) :

$$\overline{PIB} = (\bar{Y}) (N) - \overline{BR} \quad (5)$$

L'équation (5) indique que plus la valeur de \overline{BR} est élevée (contribution des ressources extérieures à la Dépense Nationale Brute \overline{DNB} plus le PIB nécessaire à la satisfaction des Besoins Humains Fondamentaux est faible. Dans le contexte mauritanien, l'on peut avancer, sans craindre de se tromper, que BR continuera à jouer un rôle important dans le processus de développement à long terme.

En supposant qu'à long terme BR soit une proportion constante du PIB, avec l'hypothèse de la fixation d'un plafond du taux du service de la dette, l'on obtient :

$$\overline{PIB} = (\bar{Y}) (N) - a \overline{PIB} \quad (6)$$

a désigné le rapport entre BR et PIB,

la résolution de \bar{Y} donne :

$$\bar{Y} = \frac{\overline{PIB}}{N} (1 + a) \quad (7)$$

La planification de la résolution de \bar{Y} telle que définie dans l'équation (7) peut alors se traduire par sa projection dans le temps en introduisant :

$$Y_t = \frac{PIB_t}{N_t} (1 + a_t) \quad (8)$$

24) Les données sur la population sont prises du Rapport SANS

"Projection Démographiques, mars 1980. L'année de la base est 1977;

Ainsi 1977: 1.399.700 et le taux de croissance reste stable à 2,5% par année

La différence $\bar{Y} - Y_t$ devient alors une fonction du taux de croissance du PIB ; le taux de croissance de N et le facteur "a" représentant l'afflux de ressources extérieures. Il est alors évident que plus le taux de croissance du PIB sera élevé, plus le taux de croissance de N sera faible ; et plus "a" sera élevé, plus rapide sera la croissance de Y_t et moins il faudra d'années pour atteindre \bar{Y} .

Le tableau 23 indique, pour la période 1975-1979, les variations de Y_t en tant que fonction du PIB, N_t et "a", conformément à l'équation (8). Ces données montrent de façon très évidente que le taux de croissance annuel moyen de Y_t a été de 2,7% au cours de cette période, le PIB par tête d'habitant étant de 10.309 Ouguiyas en 1975 à 10.728 ouguiyas en 1979, soit un de croissance annuelle de 1%.

Tableau 23 : Variations de Y_t et Y_t/\bar{Y} au cours de la Période 1975-1979 (en Ouguiyas Constants de 1973) $Y = 20.000$

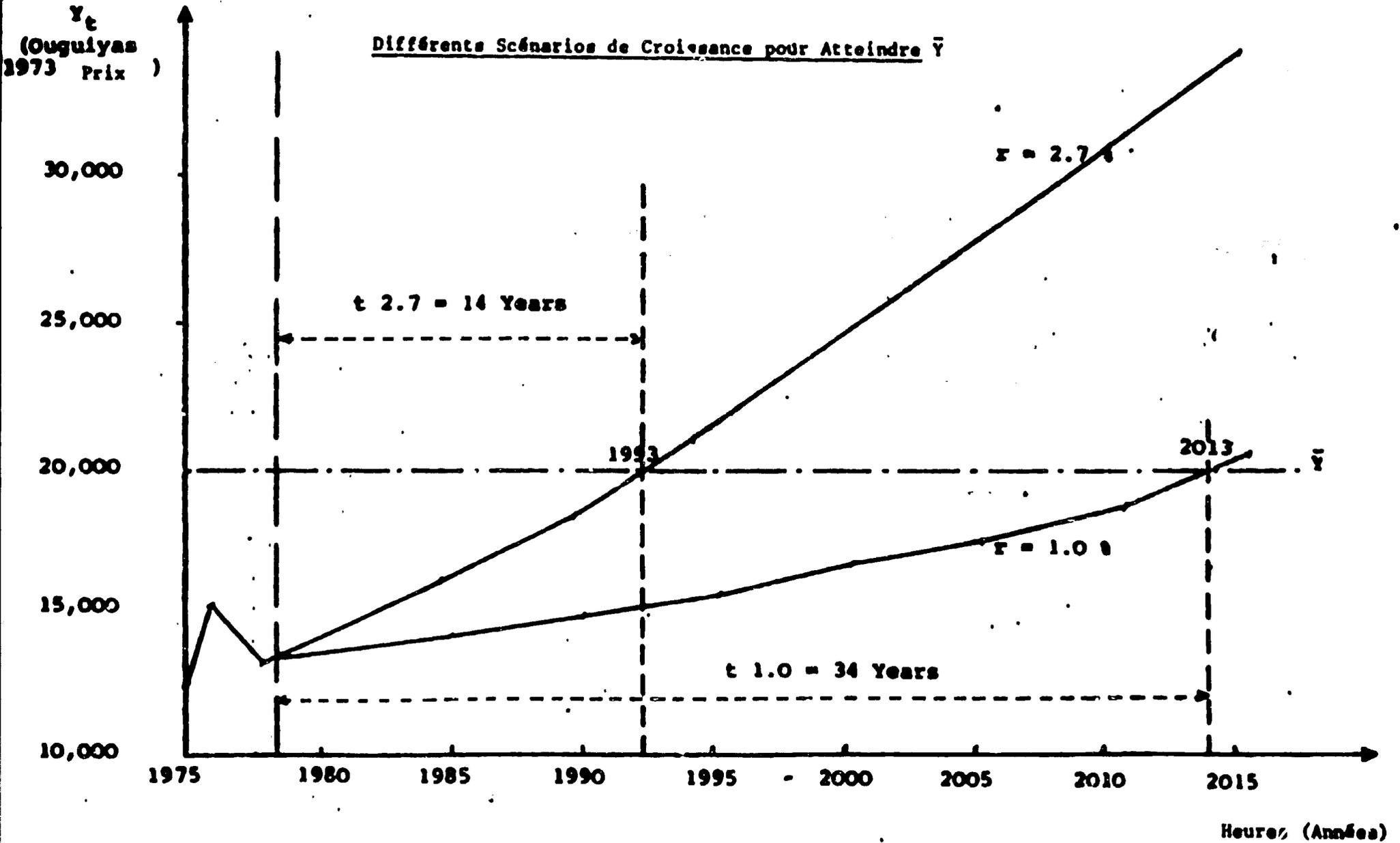
Année	PIB _t	N _t ²⁴	a _t	Y _t	Y _t /Y _c	Y _t /Ȳ
1975	13.144	1.275	0.227	12.649		0.63
1976	14.504	1.307	0.416	15.714	24.2 %	0.78
1977	13.978	1.340	0.417	14.781	-5.9 %	0.74
1978	13.644	1.373	0.388	13.793	-6.7 %	0.69
1979	15.095	1.407	0.314	14.017	2.2 %	0.70

24) Les données sur la population émanent du rapport RIMS sur les Projections Démographiques. L'année de base est 1977 (1.399.700) et le taux de croissance de la population de 2,5% par an, présumé stable pour toute la période.

En d'autres termes, ceci reflète la politique gouvernementale visant à élever le niveau de vie au moyen de la faculté de ce dernier à attirer des ressources extérieures sous formes de prêts et de subventions. En fait, le Produit Intérieur Brut en prix constants de 1973 a connu une augmentation annuelle de 3,5% au cours de la période considérée ; compte tenu d'un taux de croissance démographique de 2,5% par an, ceci devrait se traduire par une croissance annuelle du niveau de vie par habitant de 1%. En variant le taux de a_t , le gouvernement a pu élever la croissance de Y_t à 2,7% par an et tendre plus rapidement vers l'objectif \bar{Y} , comme indiqué ci-dessous (\bar{Y} étant l'équivalent hypothétique de 20.000 Ouguiyas en prix constants de 1973). Toutefois, il apparaît clairement que a_t ne peut croître à volonté car la dette extérieure deviendrait inacceptable, d'où la perte de toute indépendance économique. Par conséquent, la

Graphique 2

Différents Scénarios de Croissance pour Atteindre \bar{Y}



stratégie mauritanienne de développement requiert une faisabilité et une définition raisonnable de a_t à long terme. Une politique continue et constante permettrait d'obtenir une croissance plus régulière dans l'ensemble.

En supposant que la croissance de N_t et la valeur de a_t soient à peu près constantes dans le temps, la vitesse à laquelle l'on atteint l'objectif \bar{Y} devient alors fonction de la croissance du PIB. L'équation (2) illustre la définition du facteur temps selon les différents rythmes de croissance réalisables. Ainsi, si \bar{Y} s'accroît de 2,7% par an et si $\bar{Y} = 20.000$ ouguiyas (de 1973), le temps $t_{2,7} = 14$ ans. Cela signifie qu'il faudra 14 ans pour l'objectif BHP tel qu'il est défini par \bar{Y} . Inversement, si \bar{Y} croît à raison de 1% par an, $t_{1,0} = 34$ ans. Dès lors \bar{Y} ne peut être réalisable avant l'an 2013, soit 20 ans après l'échéance de 993 obtenue dans le scénario utilisant le taux de 2,7%. Si l'on prend 2,7% comme limite supérieure et 1,0% comme limite inférieure, tout taux de croissance intermédiaire produirait un facteur temps nécessaire à la réalisation de BHP situé entre 1973 et 2013 d'après les hypothèses formulées ci-dessus. Pour \bar{Y} supérieur à 20.000 Ouguiyas les valeurs correspondantes de $t_{2,7}$ et $t_{1,0}$ seraient plus élevées. Disons seulement qu'une précision de \bar{Y} de 2,7% devra refléter l'objectif dans le temps d'après les différents rythmes de croissance. Le rythme de croissance sera, lui-même, fonction de la répartition des investissements et du rapport investissement/rendement.

4.3.2 Rapport Investissement/Produit Intérieur Brut : Remarque sur la Politique

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, le modèle de croissance est fonction du rapport global et, par secteur, existant entre investissement et rendement tels qu'ils sont généralement mesurés par le coefficient marginal de capital (CMC). Le coefficient marginal de capital (CMC) sera représenté par un taux constant des prix de 1973 exprimant la relation entre les investissements et les variations de valeur ajoutées pour l'ensemble de l'économie et par secteur, chaque fois que les données nécessaires seront disponibles. Ainsi, le tableau 24 présente, conformément à la classification sectorielle des Tableaux 1, 2 et 18, l'ensemble des données fournies par le Tableau 22 sur les investissements. Le Tableau 26 présente les mêmes données en prix constant exprimant les variations selon les déflateurs consignés dans le Tableau 25.

Tableau 24 Investissements Par Secteur
(en milliards d'Ouguis Actuels)²⁶⁾

SECTEUR	: 1975	: 1976	: 1977	: 1978	: 1979
Traditionnel	871	814	585	859	1668
Mines	1828	494	1253	1151	1702
Industrie	1812	1316	300	591	
Bâtiment et Travaux Publics	429	3607	3677	1448	1359
Administration	1329	3772	822	1441	1623
Secteur Privé					
TOTAL	6269	10003	6637	5490	6352

En raison du manque de données, par secteur, sur les prix, ces déflateurs serviront à exprimer, en prix constants, les informations sur les investissements figurant dans le tableau 24 ; ceci étant basé sur l'hypothèse selon laquelle les prix des biens à l'investissement varient par secteur conformément aux prix de chaque secteur.

La valeur ajoutée en prix constants de 1973 est obtenue à partir du tableau 18, puis reclassée selon les catégories sectorielles des tableaux 24, 25, 26. Le tableau 27 présente les chiffres correspondant à cette valeur ajoutée en prix constants de 1973 pour la période 1975-1979, ainsi que les variations de la valeur ajoutée au cours de la même période. Les données des tableaux 26 et 27 permettent d'obtenir une meilleure évaluation du coefficient marginal de capital (CMC) par secteur et pour l'ensemble de l'économie en divisant tout simplement l'ensemble des investissements exprimés en prix constants, de la période 1975-1979, par la variation de la valeur ajoutée au cours de la même période.

26) Le Tableau 22 est réduit au Tableau 24 dans les hypothèses suivantes :

- Traditionnel : Développement rural moins variations des stocks de l'élevage
- Mines : SNIM moins variations des stocks autre que l'élevage
- Industrie : Industrie
- Construction : Infrastructure moins les entreprises publiques, mines, SNIM.

Tableau 25 - Déflateurs par Secteur du Tableau 2 et 18

Secteur	1975	1976	1977	1978	1979
Traditionnel	134.7	157.2	179.5	179.7	172.9
Mines	163.5	171.8	156.0	159.8	164.6
Industrie	128.3	140.0	149.8	166.6	177.7
Construction et Travaux Publics	126.6	143.0	157.1	164.3	186.0
Administration	133.9	147.0	167.5	190.2	208.0
Secteur Privé					
Déflateur du PIB (Coûts des facteurs)	138.7	154.0	167.2	179.9	187.7

Tableau 26 - Investissements par Secteur en Milliards d'OM, 1973

Secteur	1975	1976	1977	1978	1979	ET 75-78
Traditionnel	646.6	517.8	325.9	478.0	964.7	1.968.3
Mines	1.118.0	287.5	803.2	720.3	1.034.0	2.929.0
Industrie	1.412.3	940.0	200.3	354.7	-	2.907.3
Construction et Travaux Publics	338.9	2.522.3	2.340.5	881.3	730.6	6.083.0
Administration	992.5	2.566.0	490.7	757.6	780.3	4.806.8
Secteur Privé						
Total	4.508.3	6.833.6	4.160.6	3.191.9	3.509.6	18.694.4

Tableau 27 - Valeur Ajoutée par Secteur
(en Milliards d'Ouguiyas de 1973)

SECTEUR						Δ V.A
	: 1975	: 1976	: 1977	: 1978	: 1979	: 1979-1975
Traditionnel	3883	3868	3457	3566	4341	458
Mines	2109	2390	1894	1701	1810	- 299
Industrie	682	730	822	871	887	205
Bâtiment et Travaux Publics	626	807	823	683	1037	411
Administration	4411	5127	5621	5581	5767	1356
Secteur Privé						
TOTAL	11711	12922	12617	12402	13842	2131

L'on suppose, bien entendu, que les investissements entrepris au cours de l'année $t - 1$ affectent la valeur ajoutée enregistrée au cours de l'année t , bien qu'un tel décalage puisse varier d'un secteur à l'autre. Il est cependant nécessaire, à ce stade de l'analyse, et pour des raisons de commodité, d'avoir une idée, fut-elle approximative, du coefficient marginal de capital (CMC) ; il s'agit ici du rapport investissement marginal/taux de valeur ajoutée.

Le tableau 28 montre les résultats de l'expérience de développement de la période 1975-1979 en termes de rapport investissement/rendement. C'est uniquement dans le secteur minier que les données n'ont pas permis d'obtenir ce serait-ce qu'une évaluation approximative du coefficient marginal de capital (CMC) en raison des perturbations dues - la guerre du Sahara qui fut, en fait, un obstacle à la réalisation des projets au cours de la période pour laquelle nous disposons de données. Aussi la stratégie actuelle indique t-elle :

- a. un énorme effort d'investissement de 1975 à 1978 de l'ordre de 35% environ du rapport investissement/PIB (aux cours du marché), pourcentage annuel exprimé en prix constants de 1973 ;

- b. un taux annuel de croissance réelle du PIB (prix du marché) de 3,5% proportionnel à un taux de croissance démographique annuelle de 2,5% soit un gain annuel de 1% sur le PIB par tête d'habitant ;
- c. un effort d'investissement, financé par des ressources étrangères et permettant un accroissement de 2,7% du niveau de vie par habitant au cours de la même période, en raison du rapport besoin en financements/PIB qui a varié de 22,7% en 1975 à 42,7% en 1977 (niveau record). Ce rapport est évalué à 31,4% pour 1979.

Tableau 28 Coefficient Marginal de Capital (CMC) en Prix Constante de 1973

SECTEUR	$\sum I$: 75 - 78	% par secteur	ΔVA : 79 75	CMC
Traditionnel	1.968.3	10.4	458	4.3
Mines	2.929.0	15.6	-299	
Industrie	2.907.3	15.6	205	14.2
Bâtiment et Travaux Publics	6.083.0	32.5	411	14.8
Administration	4.806.8	25.7	1356	3.5
Secteur Privé				
TOTAL	18.694.4	100.0	2131	8.8

- d. un programme d'investissement qui a eu peu d'impact sur la croissance du PIB, comme le montre le tableau 28, en raison de son organisation sectorielle et de la sélection des projets au sein de chaque secteur. La plupart des investissements concernaient des projets d'équipement intensif dans les domaines suivants :
- infrastructure : 15,6% de la totalité des investissements, soit un coefficient marginal de capitale (CMC) de 14,8
 - industrie : 15,6% de la totalité des investissements soit un CMC de 14,2
 - services publics et commerce : 25,7% des investissements, soit un CMC de 3,5 et bien sûr,
 - les mines qui ont reçu 15,6% des investissements, mais où les résultats obtenus ont été négatifs.

Le programme d'investissement favorisait l'infrastructure, les mines, les grands projets de l'industrie et du secteur tertiaire (services publics notamment) au détriment des secteurs productifs.

- e. un secteur rural négligé en matière de fonds, de programmes et de projets bien que le secteur élevage fournisse de nos jours encore, 20% du Produit Intérieur Brut,
- f. une expansion considérable du secteur tertiaire, essentiellement sous forme d'accroissement des dépenses courantes affectées à l'équipement et de dépenses extra-budgétaires du gouvernement, financées par des prêts et des subventions étrangers,
- g. un CMC inutilement élevé et dû à une sélection de projets non conforme aux critères d'affectation et la capacité d'absorption des secteurs.

Il ressort de ces conclusions que la nouvelle stratégie globale devra tenir compte des recommandations applicables à long terme (20 ans) indiquées ci-après et visant à réorienter la stratégie de développement vers un modèle de croissance plus stable, moins dépendant. Ces recommandations sont les suivantes :

- politique d'indépendance économique basée sur une limitation de la dette extérieure à un niveau acceptable, compte tenu des potentialités futures en matière d'exportation ,
- politique d'investissement favorisant des projets requérant une faible intensité de capital afin d'obtenir une croissance plus élevée et assortie d'un rapport investissement/PIB plus faible.
- affectation sectorielle des investissements de manière à valoriser le développement de la production nationale, à promouvoir le secteur traditionnel chaque fois que possible. Le secteur minier, les petites industries dépendant des ressources intérieures s'en trouveront également favorisés
- réduction de l'expansion du secteur tertiaire par rapport au PIB, notamment lorsqu'il s'agit d'emplois improductifs de l'administration : une faible croissance du secteur tertiaire jointe à un taux de croissance rurale élevé pourrait réduire l'exode rural.
- sélection d'un modèle de croissance réduisant au minimum le temps nécessaire à la réalisation de BHF (\bar{Y}), en tenant compte des ressources financières disponibles pour l'élaboration du programme d'investissement.

- administration et planification économique plus efficaces permettant l'adoption de mesures d'affectation adéquates, la coordination de la croissance des différents secteurs, la sélection des projets en fonction de politiques précises à savoir : faible intensité de dépendance de ressources nationales.
- élaboration de l'analyse nécessaire au renforcement et au maintien de la volonté politique permettant de planifier l'économie en fonction de directives politiques précises et de critères techniques objectifs,
- participation accrue de l'individu à la détermination de son avenir économique au moyen d'une meilleure définition des "règles du jeu", tant au niveau du secteur privé où l'épargne et les investissements devraient être encouragés que dans le secteur public où l'on devrait motiver les gens afin d'améliorer l'efficacité de l'administration.

4.3.3 - Stratégie de Mise en Oeuvre

Il est suffisamment clair, à présent, que les considérations concernant les politiques possibles mentionnées dans la section précédente, et préconisant un modèle global de croissance ne peuvent être l'objet d'une application immédiate. En effet, bon nombre de raisons indiquent qu'il serait préférable de séparer l'analyse, les recommandations et l'exécution des projets par des périodes de gestation à cause de l'interaction existant entre processus politiques et processus de planification. Nous suggérons, par conséquent que l'horizon de planification fixé à 20 ans soit divisé en deux périodes distinctes :

- I. Le Moyen Terme : 1980-1985
- II. Le Long Terme : 1986-2000.

4.3.3.1 La Stratégie à Moyen Terme

La stratégie à moyen terme concerne essentiellement une période de cinq ans au cours de laquelle l'économie mauritanienne préparera le terrain en vue du changement de stratégie de développement. Les éléments fondamentaux de cette stratégie sont les suivants :

- a. rapport service de la dette/exportations n'excédant pas 18%;
- b. réduction du déficit des finances à zéro afin de résorber entièrement le déficit des recettes et des dépenses courantes d'ici à 1985

- conclusion de tous les projets en cours dans tous les secteurs et représentant la fin d'une phase de développement nécessitant des capitaux massifs ,
- revalorisation des usines et des équipements existant (stock de capital actuel) avec une insistance particulière sur le relancement de la production des usines et des raffineries ne fonctionnant pas actuellement, raffineries de sucre et de pétrole ,
- conclusion de la Phase I du Projet Guelb afin de compenser la baisse de production des mines de Kadia par la mise en production de Guelb dès 1983 ,
- admettre que les principaux moteurs de l'économie mauritanienne sont constitués par la production du minerai de fer et la pêche, à moyen terme du moins, et sous réserve d'importantes découvertes de richesses naturelles,
- examiner les réalisations du secteur para-public en veillant à éliminer les opérations onéreuses et économiquement inopérantes ; éviter le développement excessif d'un secteur qui n'aurait, en fin de compte, qu'une faible productivité et qui serait source de crise financière pour le gouvernement,
- réduire les principaux obstacles administratifs à la réorientation de la stratégie de développement en créant :
 - a. avec ou sans assistance technique, une structure de planification capable de coordonner la croissance des secteurs complémentaires, d'élaborer et exécuter des projets économiquement et techniquement viables,
 - b. une volonté politique permettant de réorienter les efforts de développement vers une production nationale fondée sur la dotation des ressources mauritaniennes.

4.3.3.2 La Stratégie à Long Terme

Après la réalisation, d'ici à 1985 environ, de l'essentiel de cette transition, grâce à l'application de la stratégie à moyen terme décrite ci-dessus, la politique préconisée dans le paragraphe 4.3.2 et intitulée "Rapport Investissement/Production, sera, comme nous l'avons indiqué mise en oeuvre presque au fin du siècle. Cette politique a pour objet d'atteindre les BHF en une période limitée et compatible avec les ressources disponibles. L'on doit par conséquent :

Maximiser le Produit Intérieur Brut

en tenant compte d'une Limitation du Service de la Dette à 18%

Pendant le temps que durera le long terme : 1986-2000. Ce processus de maximisation implique l'adoption d'un scénario d'affectation des investissements favorisant la production nationale à l'aide de capitaux peu intensifs, d'où un coefficient marginal de capital: plus faible. Ce processus implique également que l'affectation sectorielle des investissements n'excède pas la capacité d'absorption des secteurs, condition qui, théoriquement, devrait donner un CMC illimité et déboucher, concrètement, sur des pertes de fonds d'investissements assortis de projets inutiles. Il est tout à fait clair que les autorités mauritaniennes ont appris, à leurs dépens, qu'un nombre restreint de projets mal préparés et dotés de capitaux massifs peuvent avoir des effets dévastateurs sur une petite économie. 27)

5. Les Scénarios de Croissance

L'établissement de projections socio-économiques d'une économie donnée requiert une définition préalable, à moyen et à long termes, du volume des fonds que l'on pourra emprunter à l'étranger, ainsi qu'une détermination de la proportion des fonds que l'on pourra emprunter à l'étranger, ainsi qu'une détermination de la proportion des fonds réservés aux investissements.

5.1 Le Moyen Terme (1981-1985)

Les estimations de la Banque Mondiale concernant l'encours de la dette publique extérieure (montant non déboursé au 31 décembre 1979 inclus) apparaissent dans le tableau 29. Les engagements se rapportant au paiement des services, aux décaissements et à l'encours de la dette publique extérieure, provenant également des estimations de la Banque Mondiale, sont indiqués dans le tableau 30. Il convient d'y incorporer les décaissements, le principal et le règlement des intérêts de la dette contractée en 1980. Ces éléments figurent dans le tableau 31, établi selon les calculs de la "Direction de la Dette Publique" tels qu'ils sont utilisés dans les projections préliminaires du Ministère de l'Economie et des Finances. 28) Les autres emprunts contractés en 1980 comprennent

27) "Islamic Republic of Mauritania : Recent Economic Developments and Capital Requirements", op. cit., p. 38.

28) La plupart des données pour les projections de moyen terme est basée sur le rapport "Rapport de la Commission Financière et Monétaire du IVème Plan de Développement Economique et Social (1981-1985)" est sur son utilisation par le Ministère de l'Economie et des Finances en coopération avec l'équipe de l'assistance technique de la BIRD dans un mémorandum daté du 20 février 1981. US\$ = 45 UM.

essentiellement un prêt de l'Irak et de l'OPEC pour la balance des paiements, des prêts destinés au Projet Guelbs, des crédits-fournisseurs destinés à SNIM, ainsi que des emprunts contractés auprès du Fonds Fiduciaire²⁹⁾ du FMI. Les paiements, intérêts et principal compris, remis à jour, c'est-à-dire comprenant les engagements contractés en 1980 apparaissent dans le tableau 32. Au nombre de ces données figurent :

- a. un réaménagement de la dette du KFCIC qui comprendra un paiement global d'intérêts sur les arriérés, en 1986, correspondant à 13.4 millions de dollars et un remboursement du principal en six versements bi-annuels de 5.13 millions de dollars,
- b. un solde de 460 millions d'UM à verser aux anciens actionnaires de la MIFERMA,
- c. un réaménagement du prêt Voest Alpine étalé jusqu'en 1984, principal et intérêts s'élevant à 405 millions d'UM,
- d. trois dépôts koweïtiens initialement remboursables en 1980 et réaménagés comme suit : 1980 : 10 millions de dollars, 1983 : 10 millions de dollars, 1984 : 15 millions de dollars ; et enfin deux dépôts libyens remboursables comme prévu en 1983 et 1985.

5.1.1 Projection des Exportations

La détermination de la capacité d'endettement en fonction de la politique préconisant la limitation du service de la dette à 18% nécessite la constitution préalable d'une bonne série de projections des exportations. Les chiffres les plus probables sont fondés sur les études effectuées sur le potentiel mauritanien d'exportation du minerai de fer (projet Guelb), les estimations de la demande établies par la Banque Mondiale, donc sur les cours mondiaux de minerai de fer, et les royalties tirés des exportations de poisson. Les données du tableau 33 sont basées sur les hypothèses suivantes :

- a. fixation de la limite supérieure des exportations du minerai de fer à 14 millions de tonnes comme l'indique le rapport de la Banque Mondiale sur le Projet Guelb,
- b. cours du minerais de fer spécifié par le Ministère de l'Economie et des Finances, en fonction de la qualité, et ayant un taux de croissance annuel de 10% ainsi que le précisent les experts de la Banque Mondiale,
- c. l'on suppose que les exportations de services connaîtront une croissance annuelle de 10%³⁰⁾

29) Les renseignements sur le prêt supplémentaire sont pris du mémorandum du 20/2/81, Tableau 8.

30) Ibid, Mémorandum du Ministère de l'Economie et des Finances du 20/2/81.

Tableau 29

Mauritanie : Encours de la Dette Publique Extérieure

au 31 Déc. 1979

Dettes Engagées Jan.1900 - 31 Déc. 79 incluses

Dette Payable en Devises Etrangères et en biens Arriérés

(milliers US \$)

Type de Créancier Pays créancier	Dette		Total	Arriérés	
	Encours de la dette			Principal	Intérêts
	Montants déboursés	Montants non-déboursés			
Crédits fournisseurs					
Autriche	60.840	-	60.840	-	-
France	2.297	2.756	5.053	1.195	255
Suisse	362	-	362	-	-
Royaume Uni	1.116	-	1.116	-	-
Etats-Unis	319	-	319	-	-
Total Crédits fournisseurs	64.934	2.756	67.690	1.195	255
Institutions Financières					
Brésil	10.314	7.186	17.500	-	-
France	25.724	4.415	30.139	191	122
Suisse	7.908	221	8.129	-	-
Etats-Unis	2.311	387	2.698	-	-
Prêteurs Multilatéraux	12.000	-	12.000	-	-
Total Institutions Financières	58.257	12.209	70.466	191	122
Obligations					
France	5	-	5	-	-
Total Obligations	5	-	5	-	-
Nationalisation					
Prêteurs Multilatéraux	10.000	-	10.000	-	-
Total Nationalisation	10.000	-	10.000	-	-

Tableau 29 (suite)

Prêts Multilatéraux						
Banque Africaine de Développement (BAD)	1.622	6.587	8.209	-	-	-
Fond Alim. de Développement (FAD)	3.297	19.298	22.598	22	12	-
Fonds Arabe de Développement Eco. et Soci. (FADES)	55.438	37.385	92.823	-	513	-
FRD	2.187	-	2.187	-	-	-
BIRD	-	60.000	60.000	-	-	-
IDA	34.054	13.323	47.377	-	-	-
Fonds Fiduciaire du FMI	11.018	-	11.018	-	-	-
Banque Islamique de Développement	-	851	851	-	12	-
Fonds de l'OPEC	1.600	5.000	6.600	-	-	-
Union Mondt. Ouest Africain (UMOA)	384	-	384	-	-	-
Total Prêts multilatéraux	109.600	142.444	252.044	22	537	-
Prêts Bilatéraux						
Abou Dhabi	4.232	21.158	25.390	-	-	-
Algérie	4.663	-	2.663	-	-	-
Canada	3.219	377	3.596	-	-	-
Chine	18.003	73.209	91.212	-	-	-

Tableau 29 (suite) II

Type de créancier Pays créancier	Dettes Encours de la dette			Arrière	
	Montants Déboursés	Montants non Déboursés	Total	Principal	Intérêts
France	17.546	39.746	57.292	596	175
Allemagne de L'Ouest	22.668	2.029	24.697	137	203
Irak	17.040	-	17.040	-	37
Corée, Rép. Pop. Démocratique	-	710	710	-	-
Koweït	108.839	73.395	182.234	9.250	4.713
Libye	47.729	-	47.729	-	-
Maroc	24.000	-	24.000	-	-
Qatar	7.921	-	7.921	-	-
Arabie Saoudite	61.793	142.562	204.355	-	-
Espagne	8.184	14.816	23.000	-	-
Etats-Unis	3.519	-	3.519	-	-
Total Prêts Bilatéraux	347.356	368.002	715.358	10.674	5.377
Total Dette Publique Extérieure	590.152	525.411	1.115.563	12.082	6.291

Remarque : 1) Seules les dettes avec une maturité supérieure à 1 an sont incluses dans ce tableau.
 2) Encours des dettes comprend le principal sur les arriérés mais les intérêts sur les années sont inclus.

Division de la dette extérieure Département de l'Analyse
 Economique et des Projections 14 Août, 1980.

Tableau 30

Service de la Dette, Engagements, Déboursement et Encours de la
Dette Publique Extérieure

Les Projections reposent sur l'Encours de la Dette y compris les
montant non déboursés dettes engagées Janv. 1900 - Déc. 1979 comprises
les montants non déboursés-

Dettes Engagées 1/1/1900 - 31 déc. 1979 comprises

Dette Repayable en Devises Etrangères et en biens
(milliers US \$)

Année	Encours de la Dette au début de l'année		Transactions totales pendant la période				Autres Changements		
	Montants déboursés seulement	Y compris non déboursés	Engagements	Débourse- ments	Service de la Dette		Annulations	Ajustements	
	(1)	(2)	(3)	(4)	Principaux	Inté. Ité	Total	(8)	(9)
1975	168.370	373.282	86.166	55.008	34.065	5.538	39.603	820	- 10.497
1976	188.069	414.066	181.031	184.969	69.517	7.839	77.356	35	94.568
1977	392.819	620.113	75.000	87.461	32.053	9.080	41.133	3	17.626
1978	459.815	680.683	117.240	111.003	16.629	9.614	26.243	59	25.609
1979	574.661	806.444	396.420	78.576	50.699	15.509	66.208	46.399	9.699
1980	590.152	1.115.565							

Tableau 30 (suite)

Ces Chiffres suivants sont des Projections

1980	590.152	1.115.565	-	164.265	85.479	17.191	102.670	-	12.081 ¹⁾
1981	656.856	1.018.005	-	158.911	40.318	15.585	55.903	-	-
1982	775.448	977.687	-	89.132	42.365	17.391	59.756	-	-
1983	822.212	935.322	-	63.470	57.110	18.283	75.393	-	12
1984	828.581	878.224	-	25.009	40.963	20.572	61.535	-	5
1985	812.632	837.266	-	10.967	53.881	21.360	75.241	-	-2
1986	769.716	783.383	-	7.298	58.664	19.977	78.641	-	-1
1987	718.349	724.718	-	4.217	57.876	18.329	76.205	-	5
1988	661.695	666.847	-	1.727	59.190	16.561	75.751	-	-2
1989	607.231	607.655	-	419	57.526	14.694	72.220	-	5
1990	550.129	550.134	-	5	56.797	12.784	69.581	-	1
1991	493.338	493.338	-	-	55.154	10.867	66.021	-	1
1992	438.185	438.185	-	-	54.026	8.964	62.990	-	-2
1993	384.157	384.157	-	-	53.760	7.128	60.888	-	5
1994	330.402	330.402	-	-	46.172	5.361	51.533	-	-
1995	284.230	284.230	-	-	30.186	4.026	34.212	-	-2
1996	254.042	254.042	-	-	29.299	3.384	32.683	-	-1
1997	224.742	224.742	-	-	28.945	2.794	31.739	-	5
1998	195.802	195.802	-	-	28.843	2.215	31.058	-	-3
1999	166.956	166.956	-	-	24.243	1.637	25.880	-	5

1) Arriérés sur le principal.

Note : Service de toutes les dettes du Tableau inclus- préparé le 14 Août 1980

Cette colonne montre le montant du déséquilibre dans le montant encours les montants non encore remboursés d'une année à l'autre- La cause des déséquilibres est les changements dans le taux de change et les transferts des dettes d'une catégorie à l'autre.

Division de la dette extérieur-
Département de l'Analyse Economique et des Projections
14 Août 1980.

Tableau 31 : Déboursements de la Dette Publique Mauritanienne au 31/12/80 (millions UM)

Année	12/31/79	Déboursements 12/31/80	1980 Additions
1981	7150	7540	390
1982	4010	5450	1440
1983	2855	4045	1190
1984	1125	2275	1150
1985	495	1180	-685

Tableau 32 : Paiement du Service de la Dette Mauritanienne Principal et Intérêts au 31/12/80 (en millions UM)

	Paiement du Principal			Paiements des Intérêts		
	:31.12.79	:31.12.80	:Variations	:31.12.79	: 31.12.80	: Variations
1981	: 1814	: 2030	: 216	: 701	: 650	: 149
1982	: 1906	: 2130	: 224	: 806	: 910	: 104
1983	: 2570	: 2940	: 370	: 823	: 1050	: 227
1984	: 1843	: 3280	: 1436	: 926	: 1130	: 204
1985	: 2371	: 4240	: 1869	: 961	: 1230	: 269

- d. l'on estime que la production de poisson se situera autour de 28 à 30 milliards d'UM en 1985, la proportion des exportations transitant par la Mauritanie étant estimée prudemment à 1/3 du total, soit 9.600 millions d'UM.

Il convient de noter que de grandes variations des prix du minéral de fer ou du potentiel des exportations de poisson peuvent avoir des incidences sur la configuration des projections consignées dans le tableau 33. De même, des retards dans l'achèvement du projet Quelb pourraient changer les projections du Tableau 33. Il serait donc prudent d'examiner les projections exposées ci-dessous en tenant compte de ces suppositions importantes.

5.1.2 La Capacité d'Endettement : 1981-1985

L'on peut maintenant évaluer approximativement la capacité d'endettement de la Mauritanie à partir de la limitation du service de la dette à 18% mentionnée dans les sections précédentes, laquelle limitation s'applique à toute la période 1981-1985. Il est bien sûr important de tenir compte des conséquences de cet endettement maximal sur les périodes à venir, en termes de charges qui pèseront sur les exportations futures par rapport à l'investissement et à la consommation actuels.

Le tableau 34 montre la capacité d'endettement selon les hypothèses suivantes :

- a. les projections des exportations sont consignées dans le table 33, les charges dues au service de la dette courante figurant au tableau 32. Ce dernier comporte les deux paiements dus à la Lybie en 1985, et les trois paiements globaux à verser au Koweït en 1982, 1983 et 1984. Il convient de noter que ces paiements limitent sévèrement la capacité d'endettement au cours de la période considérée.
- b. La limitation du service de la dette à un taux de 18% est une contrainte imposée sur l'ensemble de la période analysée (1981-85) et non sur une année en particulier. Aussi, les chiffres annuels varient-ils de 16,8% en 1982 à 19,2% en 1985, reflètent les charges inégales dues aux emprunts antérieurs.
- c. L'on suppose que les nouveaux déboursements sont assortis de conditions de prêt identiques et égales à la moyenne de tous les prêts comme l'indique le rapport du FMI du 15 avril 1980 (tableau II, p. 41), ce qui donnerait un taux annuel de 4%, 20 ans de maturité et une période de grâce de 5 ans.

Tableau 33 - Projections des Exportations 1981-1985

(en millions UM Prix Courants)

	1981	1982	1983	1984	1985
Exportations de Biens	12.955	15.525	19.809	24.550	27.595
Mineral de fer (Millions de tonnes)	10.0	10.7	12.4	14.0	14.0
Prix FOB/UM/Tonne	864	950	1060	1170	1280
Exportations de Mineral de fer	8640	10165	13144	16380	17920
Exportations de la Pêche	4300	5300	6600	8100	9600
Autres	55	60	65	70	75
Exportations des Services	3175	3495	3840	4230	4650
Total Exportations	16.130	19.020	23.649	28.780	32.245

Tableau 34 - Détermination des Possibilités de Déboursements Annuels Capex Tenus de La Contrainte de 18% en Millions UM pour la Période 81-85

	1981	1982	1983	1984	1985	Total
1. Total des Export.	16130	19020	23649	28780	32245	119.824
2. Service de la Dette	2880	3040	3990	4410	5470	19.790
3. Taux SD/E (3 = 2/1)	17,8%	16,0%	16,9%	15,3%	17,0%	16,5%
4. Marge en % 4 = 18,0% - 3	0,2%	2,0%	1,1%	2,7%	1,0%	1,5%
5. Marge en million(UM)	32	381	261	779	327	1780
6. Nouveaux Déboursement	800	3000	4500	5000	5000	18.300
7. Nouveau Service de la Dette (Intérêts)	32	152	332	532	732	1780
8. Total Service de la Dette 8 = 2+7	2912	3192	4322	4942	6202	21.570
9. Taux de Service de la Dette 9=8/1	18,0%	16,8%	18,3%	17,2%	19,2%	18,0%

- d. l'étalement des remboursements - ligne 6 du tableau 34- est déterminé par la marge du service de la dette - ligne 5, 1780 millions de dollars U.S., de même que la ligne 7. Aussi le taux moyen du service de la dette demeure t-il de 18% pendant toute cette période, les années, prises isolément, ne présentant aucune fluctuation radicales les unes par rapport aux autres.
- e. les nouveaux déboursements - capacité d'endettement- sont simplement les paiements éventuels d'intérêts, en millions d'UM, consignés à la ligne 7, divisés par un taux d'intérêt de 4%. Ce qui donne la ligne 6, soit un total de 18.300 millions d'UM pour la période 1981-1985.
- f. l'on suppose, d'autre part, que le service de la dette de la totalité des nouveaux déboursements concernant les prêts de 1981-85, ajouté au service de la dette contractée au 31 décembre 1980 dont l'étalement dépassera 1986, sont soumises à la limitation de 18% qui doit être maintenue jusqu'en l'an 2000.

Dans ces conditions, les principales hypothèses étant, bien entendu, la limitation à 18%, la moyenne de nouvelles conditions de prêt 3)).

Tableau 35 Projection du Déboursement et du Service de la Dette(en millions)

Année	DEBOURSEMENT			SERVICE DE LA DETTE		
	Jusqu'au 31/12/80	Nouveau	Total	Jusqu'au 31/12/80	Nouveau	Total
1981	7540	800	8340	2880	32	2912
1982	5450	3000	8450	3040	152	3192
1983	4045	4500	8545	3990	332	4322
1984	2275	5000	7275	4410	532	4442
1985	1180	5000	6180	5470	732	6202
TOTAL	20490	18300	38790	19790	1780	21570

Le montant global des déboursements annuels des anciennes et des nouvelles dettes contractées apparaissent dans le tableau 35, de même que le service de la dette, intérêt et principal inclus.

31) Un taux moyen de 2% contre 4% augmenterait la nouvelle capacité d'emprunter sur la période de 18.300 millions UM à 36.300 millions UM.

5.1.3 Projections Fiscales 1981-1985

Les projections fiscales, à savoir, les revenus et dépenses courants du gouvernement mauritanien sont consignés dans le Tableau 36. Ces projections sont fondées sur les mêmes hypothèses que celles utilisées par le Ministère de l'Economie et des Finances dans sa note du 20 février 1981, et sur le "Rapport de Synthèse de la Commission Financière et Monétaire du IV^{ème} Plan de Développement Economique et Social". L'on suppose que l'hypothèse principale, c'est-à-dire, l'objectif visant à équilibrer la balance courante est réaliste et réalisable compte tenu des conditions suivantes :

- a. détermination du gouvernement à accorder la priorité à la stabilisation financière
- b. augmentation de la contribution de la SWIN aux recettes
- c. augmentation des royalties en provenance de la pêche
- d. effort réel visant à accroître la collecte des taxes au moyen de méthodes plus efficaces
- e. détermination à ne pas augmenter les dépenses courantes.

A partir de ces hypothèses ³²⁾ l'on prévoit que le déficit budgétaire passerait de 3.7 milliards d'UM en 1981 à 1 milliard d'UM en 1985. Ceci est conforme aux politiques de stabilisation financière amorcées au cours du moyen terme et représente un effort réel dans ce sens. Toutefois, lorsque l'on ajoute les dépenses d'équipement extra-budgétaires, notamment les investissements programmés apparaissant dans le Tableau 36, l'on obtient dans le Tableau 37 un déficit qui englobe les investissements programmés comme à la (ligne 2 de la Note du Ministère de l'Economie et des Finances du 20 février 1981). Le financement de ce déficit est montré par :

- a. ligne 4 : déboursement éventuel à titre de prêt selon les modalités du Tableau 35,
- b. ligne 6 égale à la ligne 4 moins ligne 5 (financement des projets Guelbe) ; l'on obtient le montant qui servira à financer le déficit fiscal,
- c. la somme disponible pour le financement du déficit correspondant à la ligne 6 plus ligne 7 (subventions) et,
- d. le déficit global s'élevant respectivement à 4,5 milliards d'UM en 1981 et 2.3 en 1982 avec un excédent de 6.1, 6.4 et 5.8 milliards d'UM respectivement pour les années 1984, 1984 et 1985.

Le Tableau 37 met en évidence les charges imposées par les projets en cours de réalisation pendant le IV^{ème} Plan, notamment au cours des premières années où tous les fonds disponibles pour les investissements ont été alloués aux mines et aux infrastructures : projets Guelbe, routes Nouakchott-Kiffa, et Kiffa-Néma, ports de Nouakchott et de Nouadhibou, et grands projets d'irrigation. Dans ces conditions, l'on suppose que les 4,5 et 2,3 milliards d'UM peuvent être financés à 2% par an, et qu'ils arriveront à maturité au bout de 35 ans, avec une période grâce de 5 ans sur le principal et les intérêts, et que les fonds dont l'Etat disposera pour effectuer de nouveaux investissements s'élèveront à 6.1 milliards d'UM en 1984 et 5,8 milliards d'UM en 1985.

Tableau 36 - Situation du Budget en milliards UK

	1981	1982	1983	1984	1985	Moyen Taux Annuel de Croissance
Recettes courantes	6.9	8.0	9.4	11.3	12.9	13,2%
Dépenses courantes	10.1	10.9	11.2	12.2	12.9	5,0%
Déficit courant	-3.2	-2.9	-1.8	-0.8	0.0	-
Investissements du Budget	0.5	0.6	0.8	0.9	1.0	-
Déficit Budgé- taire	-3.7	-3.5	-2.6	-1.7	-1.0	-

Tableau 37 - Déficit et Surplus Global du Gouvernement Compte tenu de la Contrainte de 18% en milliards UK

	1981	1982	1983	1984	1985
1. Déficit Budgétaire	-3.7	-3.5	-2.6	-1.7	-1.0
2. Investissement Extra-Budget Programmes	5.7	5.4	0.9	1.0	0.9
3. Déficit Global	-9.4	-8.9	-3.5	-2.7	-1.9
4. Déboursements paiements (Tableau 35)	8.4	8.5	8.6	7.3	6.2
5. Financement projet Quelbs	5.9	4.2	1.1	-	-
6. Déboursements pour le financement du Gouvernement	2.5	4.3	7.5	7.3	6.2
7. Aide ^a	2.4	2.3	2.1	1.8	1.5
Déficit ou Surplus Global	-4.5	-2.3	6.1	6.4	5.8

a) Les aides sont supposées égales aux investissements prévus par le budget.

**Tableau 38 - Investissement du Gouvernement Financé
Par les Emprunts et Aides en Milliards**

	1981	1982	1983	1984	1985	Total
Investissement du Budget	0.5	0.6	0.8	0.9	1.0	3.8
Investissement Extra-Budget	5.7	5.4	7.0	7.4	6.7	32.2
Total	6.2	6.0	7.8	8.3	7.7	36.0
Déboursements (Tableau 35)	8.4	8.5	8.6	7.3	6.2	39.0
Additions	4.5	2.3	-	-	-	6.8
Total	12.9	10.8	8.6	7.3	6.2	45.8
Investissements	0.5	0.6	0.8	0.9	1.0	3.8
Aide budgétaire	1.9	1.7	1.3	0.9	0.5	6.3
Déficit						
Total	2.4	2.3	2.1	1.8	1.5	10.1
Total Emprunts et Aides	15.3	13.1	10.7	9.1	7.7	55.9

**Tableau 3C - Projections de la Balance des Paiements
1981-85 en Milliards UN**

	1981	1982	1983	1984	1985
Revenu de Capitaux	15.7	13.9	11.7	10.3	9.2
Aides	2.4	2.3	2.1	1.8	1.5
Emprunts	12.9	10.8	8.6	7.3	6.2
Direct	0.4	0.8	1.0	1.2	1.5
Sortie de Capitaux	-2.9	-3.2	-4.3	-4.9	-6.2
Service de la Dette	-2.9	-3.2	-4.3	-4.9	-6.2
Compte Courant Net	12.8	10.7	7.4	5.4	3.0
Exportations	17.0	20.1	24.9	30.4	34.1
Exportations de biens et Services	16.1	19.0	23.6	28.8	32.2
Royalties de la Pêche	0.9	1.1	1.3	1.6	1.9
Importations	29.8	30.8	32.3	35.8	37.1
SMIM	3.9	4.6	5.9	7.3	8.0
Pêche	3.6	4.5	5.6	6.9	8.1
Investissements liés aux projets	14.1	12.5	10.5	9.3	8.3
Transferts Nets	0.8	0.9	1.0	1.1	1.2
Capacité nette d'impor- tation	7.4	8.3	9.3	11.2	11.5
Compte courant solde	-12.8	-10.7	-7.4	-5.4	-3.0

5.1.4 Projection de la Balance des Paiements (1981-1985)

Les projections de la balance des paiements sont fondées, comme les évaluations préliminaires du Ministère de l'Economie et des Finances du 20 février 1981, sur une détermination de la capacité d'importation en tant que fonction de l'afflux de devises lié aux exportations de biens et de services, et à l'afflux de capitaux. Les importations imputables aux investissements de la SNIM et aux sorties de devises au titre du service de la dette sont déduites de cette capacité, ce qui fait ressortir une capacité nette d'importation destinés à la consommation et aux investissements mauritaniens qui ne sont pas liés aux prêts et subventions étrangers.

Le tableau 39 montre les projections de la balance des paiements et les évaluations préliminaires des besoins en financement fondés sur l'hypothèse que le solde du compte courant est à peu près égal aux besoins en financement. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour l'élaboration du tableau 39 :

- a. les subventions et prêts sont ceux du tableau 38,
- b. les investissements directs figurent dans la note du MEF du 20 février 1981,
- c. le service de la dette se présente tel qu'au tableau 35,
- d. les exportations de biens et de services et les royalties provenant de la pêche sont utilisés dans le calcul du solde du compte courant,
- e. l'on suppose que les importations de la SNIM sont égales à 45% des ventes (carburant, pièces détachées, autres fournitures, etc.).
- f. l'on suppose que les dépenses liées à l'exportation du poisson sont équivalentes à 85% de la valeur des exportations de poisson et représentent des règlements de services. Pour des raisons de commodité ces dépenses ont été classées dans les importations,

- g. l'on suppose que les importations liées aux investissements financés par des prêts et des subventions, l'aide budgétaire et les investissements directs sont équivalentes à 90% des rentrées de capitaux.
- h. l'on suppose que les transferts nets, notamment ceux au titre de l'assistance technique augmenteront au rythme de 10% par an.
- i. la capacité nette d'importation se résume par conséquent à la différence entre le compte de capitaux nets et les exportations d'une part, et l'ensemble des divers éléments d'importations, d'autre part.
- j. par définition, la capacité d'importation n'entraîne aucun excédent dans la balance globale des paiements.

Comme on peut le constater sur le tableau 39, les mesures strictes du programme de stabilisation fiscale et la contrainte imposée au service de la dette auront tendance, d'ici à 1985, à améliorer la position du compte courant de la balance des paiements sans entraîner une grande réduction de la consommation nationale comme l'indique le chiffre montrant la capacité nette d'importation.

En 1979, ce chiffre était de 5.7 milliards d'UM et en dépit de l'importance des charges imposées à la capacité d'emprunt par le projet Guelb, le chiffre prévu pour 1981 n'est que de 7.4 milliards d'UM, ce qui correspond à une détérioration reflétant le taux d'inflation de 1980-1981. A partir de 1981, ce chiffre connaît un accroissement annuel de 9.2% pour la période 1981-1985 qui devrait légèrement dépasser le taux d'inflation.

5.1.5 Projection des Investissements au Cours du IV^{ème} Plan 1981-1985

Pour évaluer le taux de croissance du PIB et de ses principales composantes, il est nécessaire de procéder, au préalable, à l'évaluation de l'ensemble des possibilités d'investissement de l'économie mauritanienne au cours de la période concernée, soit 1981-85. Les principales composantes des investissements sont les suivantes :

- investissements du gouvernement central,
- investissements des entreprises publiques essentiellement la SNIM,
- investissements du secteur privé,
- variation des stocks, cheptel, notamment ;

Le tableau 40 montre l'enveloppe des investissements telle qu'elle a été évaluée pour le VIème Plan de Développement.

Tableau 40 Investissements Globaux en Milliards d'UM
(1980-1985)

Catégories d'Investissements	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL
Investissements de l'Etat	6.2	6.0	7.8	8.3	7.7	36.0
Investissements de la SNIM	7.3	6.3	2.0	0.6	1.3	17.5
comprenant (Prêts)	(5.9)	(4.2)	(1.1)			(11.2)
Investissements Privés	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	3.5
Variations des Stocks	1.0	1.1	1.2	1.3	1.5	6.1
Total	15.0	14.0	11.7	11.0	11.4	63.1

Les investissements de l'Etat sont financés par des prêts et subventions sur la base de l'hypothèse implicite du tableau 38. Les investissements de la SNIM sont ceux indiqués dans le "Staff Appraisal Report", Mauritanie : Project Quelb sur le Minéral de Fer, Banque Mondiale, 20 juin 1979. L'on suppose que les investissements privés augmenteront de 10% chaque année et qu'ils ne constitueront pas une composante essentielle des investissements tant qu'un véritable effort de promotion du secteur privé ne sera pas fourni, et tant que l'on n'établira pas des facilités de crédit pour les investissements productifs. Il est peu probable que cela se produise au cours du VIème Plan, bien que l'importance de ce fait soit prévisible. Les variations des stocks augmenteront à raison de 10% par an.

5.1.6 Scénario d'Affectation des Investissements (1981-1985)

L'expérience du gouvernement mauritanien en matière d'affectation des investissements révèle un manque de coordination entre les différents secteurs, une négligence des secteurs traditionnels (et productifs) et une préférence accordée aux projets industriels et d'infrastructure requérant des capitaux massifs. C'est sur cette base que les CMC ont été enregistrés pour la période 1975-1979 (voir tableau 28) pour tous les secteurs exception faite du secteur minier. Ces CMC ne sont, bien sûr, que des approximations des rapports existants entre les investissements et la production (la valeur ajoutée, dans ce cas précis). Ces CMC vont d'un minimum de 3.5 et 4.3 respectivement pour l'administration et les secteurs traditionnels à un maximum de 14.2 et 14.8 pour les secteurs industriels et d'infrastructure. Au cours de cette période, le pourcentage d'affectation s'élevait à 32.5% pour les infrastructures, 25.7% pour l'administration, 10.4% pour le secteur traditionnel et 31.4% pour les secteurs industriels et miniers. La conséquence d'une telle répartition a été un taux de croissance annuel du PIB de 3.5% seulement (en prix constants de 1973).

Comme cela a été souligné plus haut, la stratégie fondamentale à moyen terme consistera à mettre en application un plan de stabilisation financière, à achever les projets d'infrastructure en cours d'exécution, à conclure le projet Guelb et à amorcer un processus de mise en valeur tant des secteurs de production que des BHP. La mise en oeuvre d'une telle stratégie se reflète dans le scénario d'affectation des investissements pour la période 1981-85. Ce scénario tient compte des investissements engagés et se limite à l'hypothèse fondamentale (et simplifiée dans une certaine mesure) que les investissements au cours de l'année 't' auront une incidence sur le PIB de l'année 't + 1'. Nous sommes donc obligés d'inclure les investissements de 1980 dans les tableaux d'affectation afin d'évaluer les taux de croissance. Les investissements engagés par secteur sont indiqués au tableau 41 en milliards d'UM courants. Le tableau 42 présente le scénario d'affectation basé sur les considérations portant sur la stratégie à moyen terme qui met l'accent sur le secteur traditionnel, l'administration et le secteur privé (politique des BHP : santé, éducation et habitat) et la conclusion des projets d'infrastructure. La priorité est bien sûr accordée au secteur minier du fait de sa contribution aux exportations et partant, à la capacité d'endettement. Au total, les investissements du IV^{ème} Plan (1981-85) s'élèvent à 63.1 milliard d'UM contre 40.8 pour le III^{ème} Plan (1976-80) soit un accroissement en termes réels d'environ 55%.

5.1.7 Accroissement du Produit Intérieur Brut (1981-1985)

Avec le scénario d'allocation des investissements dans le Tableau 42, il est possible d'estimer le PIB à travers les coefficients marginaux de capital CMC du Tableau 28 (hypothèse CMC fixé pour 1975-1985), les valeurs ajoutées par secteur comme une fonction de l'investissement dans chaque secteur. Selon

**Tableau 41 - Fonds Engagés pour les Investissements et Montant à allouer
en Milliards de Coudras**

Secteurs	1980 ^a	1981 ^a	1982	1983	1984	1985	Total 1980-84	Total 1981-85
Traditionnel	2.5 ^c	2.2	2.3	1.2	1.3	1.5	9.5	8.5
Mines ^b	4.4	7.3	6.3	2.0	0.6	1.3	20.6	17.5
Industrie	-	-	-	-	-	-	-	-
Construction et T.P.	3.7	3.0	2.5	-	-	-	9.2	5.5
Administration Secteur Privé	1.7	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	4.3	3.5
Total^c (engagés)	12.1	13.0	11.7	3.9	2.7	3.7	43.6	35.0
Total (disponible)	12.3	15.0	14.0	11.7	11.0	11.4	64.0	63.1
A allouer	-	2.0	2.3	7.8	8.3	7.7	20.4	28.7

a) Rapport FMI du 11 Avril 1980.

b) Projet Guelb- Rapport BIRD, 20 Juin 1979.

c) L'élevage et les projections du secteur privé inclus.

**Tableau 42 - Scénario d'Allocation des Investissements
1981-85 en Milliards de CFA francs**

Secteurs	1980	1981	1982	1983	1984	1985	Total 1980-84	Total 1981-85
Traditionnel	2.4	2.7	3.0	3.4	4.0	4.4	15.5	17.5
Mines	4.4	7.3	6.3	2.0	0.6	1.3	20.6	17.5
Industrie	-	-	-	0.6	0.8	2.0	1.4	2.4
Construction et T.P.	3.7	3.0	2.5	3.0	2.5	1.5	14.7	12.5
Administration Secteur Privé	1.7	2.0	2.2	2.7	3.1	3.2	11.8	13.2
Total	12.3	15.0	14.0	11.7	11.0	11.4	64.0	63.1

Tableau 43 - Déflateurs Sectoriels et du PIB 1980-85

Secteurs	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Traditionnel	185.0	197.6	211.8	226.6	242.5	259.5
Mines	181.1	199.2	219.0	241.0	265.1	291.6
Industrie	190.1	203.4	217.7	232.9	249.2	266.7
Construction et T.P.	199.0	212.9	227.9	243.8	260.9	279.1
Administration Secteur privé	222.6	238.1	254.8	272.6	291.7	312.2
PIB (Coûts et facteurs)	201.6	216.5	232.5	249.7	268.2	288.1

**Tableau 44 - Scénario d'Allocation des Investissement 1981-85
en Milliards UN Constants 1973**

Secteurs	1980	1981	1982	1983	1984	1985	Total 1980-81	Total 1981-85
Traditionnel	1.3	1.4	1.4	1.5	1.6	1.7	7.2	7.6
Mines	2.4	3.7	2.9	0.8	0.2	0.4	10.0	8.0
Industrie	-	-	-	0.3	0.3	0.4	0.6	0.7
Construction et T.P.	1.9	1.4	1.1	1.2	1.0	0.5	6.6	5.2
Administration Secteur Privé	0.8	0.8	0.9	1.0	1.1	1.0	4.6	4.8
Total	6.4	7.3	6.3	4.8	4.2	4.0	29.0	26.6

**Tableau 45 - Projections du PIB aux Coûts des Facteurs et
Valeur Ajoutée/Secteur en Milliards UN Constants 1973**

Secteurs	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Traditionnel	4565	4867	5193	5519	5868	6240
Mines	1946	1946	2082	2413	2724	2724
Industrie	914	932	932	932	953	974
Construction et T.P.	1086	1214	1309	1383	1464	1532
Administration Secteur Privé	5990	6219	6448	6705	6991	7305
PIB (Coûts des facteurs)	14501	15178	15964	16952	18000	18775

Tableau 46 - Taux de Croissance par Secteur et PIB aux Coûts des Facteurs Prix Constants 1973

Secteurs	1981	1982	1983	1984	1985	Moyenne 1980-85
Traditionnel	6.6	6.7	6.3	6.3	6.3	6.4
Mines	0.0	7.0	15.9	12.9	0.0	7.0
Industrie	2.0	0.0	0.0	2.3	2.2	1.2
Construction et T.P.	11.8	7.8	5.7	5.9	4.6	7.0
Administration Secteur privé	3.8	3.7	4.0	4.3	4.5	4.1
PIB (Coûts des Facteurs	4.7	5.2	6.2	6.2	4.3	5.3

Tableau 47 - Résultats Sommaires du 4ème Plan et Contribution au PIB en Prix Constants 1973

Secteurs	1980 Valeur Ajoutée	1980 Pour- centage	1981-85 Investis- sements	1981-85 %	1985 Valeur Ajoutée	1985 %
Traditionnel	4565	31.5	7.6	28.6	6240	33.2
Mines	1946	13.4	8.0	30.0	2724	14.5
Industrie	914	6.3	0.7	0.3	974	5.2
Construction et T.P.	1086	7.5	5.2	19.5	1532	8.2
Administration Secteur Privé	5990	41.3	4.8	21.6	7305	38.9
Total	14501	100.0	26.6	100.0	18775	100.0

la méthodologie proposée (c'est-à-dire, CMC constants en prix de 1973), il convient tout d'abord de traduire le scénario des investissements en prix constants en ayant recours aux déflateurs d'investissements présentés au tableau 43. Ceci constitue, en fait, l'hypothèse clé dans la mesure où les taux de croissance sectoriels sont fonction des taux d'inflation mesurés à l'aide des déflateurs. Pour des raisons de commodité, l'on suppose que les variations de prix sont de :

- a. 7% par an pour tous les secteurs exception faite du secteur minier,
- b. 10% par an pour les mines.

Ainsi, sur la base des hypothèses formulées ci-dessus pour les années 1980-1985, les résultats du tableau 43 sont des prolongements de ceux du tableau 45, tandis que le tableau 44 présente le scénario d'affectation des investissements exprimés en prix constants pour la période 1980-85. Les prévisions concernant la valeur ajoutée par secteur et aux coûts des facteurs sont indiqués dans le Tableau 45, les augmentations annuelles de valeur ajoutée étant essentiellement constituées par le montant des investissements d'une année et d'un secteur donné, divisés par le CMC du secteur considéré. Toutefois, en ce qui concerne le secteur minier, il convient de noter que la valeur ajoutée est strictement fonction du produit.

Les taux de croissance du PIB et de chaque secteur sont donc calculés sur une base annuelle et consignés au tableau 46 pour la période englobant le IV^{ème} Plan (1981-1985). Ces résultats indiquent que le taux de croissance du PIB est de 5,3% contre 3,5% au cours de la période précédente. Ils montrent également que le scénario d'affectation des investissements contribue manifestement à l'amélioration de la production nationale. Le tableau 47 présente un résumé des résultats obtenus entre 1981 et 1985, et partant, les améliorations enregistrées dans les secteurs productifs qui contribuent à la formation de PIB, à savoir les secteurs traditionnel et minier.

5.1.8 Disponibilité et Utilisation des Ressources (1981-1985)

L'on peut prévoir la disponibilité et l'utilisation des ressources de l'économie mauritanienne comme indiqué au tableau 48. Comme on peut le constater, l'effet d'un taux de croissance plus élevé du PIB combiné à la limitation stricte des emprunts imposée par la contrainte de 10% concernant le service de la dette contribuent au redressement de l'équilibre financier. Le rapport consommation/PIB qui s'élevait à plus de 100% en 1981, tombe progressivement à un taux plus acceptable de 85,8%. De même, le rapport investissement/PIB également très élevé au cours de la période 1975-1982 commence à baisser de façon considérable pour se stabiliser aux alentours

de 20% en 1985. Ceci correspond aux grands efforts d'investissement fournis au cours des premières années du IV^{ème} Plan pour le projet Ouelbs et pour les infrastructures.

Conformément à ces résultats, le rapport déficit en ressources/PIB passe d'un taux record de 42,7%, enregistré en 1977, à 37,5% en 1981, puis à un taux plus acceptable de 5,1% en 1985, selon la stratégie du IV^{ème} Plan. La priorité accordée à la stabilisation financière au cours du moyen terme tient compte de toutes les hypothèses et se réalise ouvrant la chemin à une autre stratégie de croissance pour le reste du siècle.

5.1.9 Besoins Humain/Fondamentaux

L'application de l'équation (8) à la période étudiée montre les variations de Y_c comme dans le table 49. En fait, l'effet du programme de stabilisation et la baisse rapide du déficit des ressources (comme fournis par a_c et que Y_c semble baisser pendant toute cette période à un taux de 2,2% quoique le PIB croît à un taux de 5,3%

Tableau 48 - Offre et Emploi des Ressources 1981-85
en Milliards de Dinars

	1981	1982	1983	1984	1985
PIB Coûts des Facteurs	15178	15964	16952	18000	18775
Impôts Indirects	1366	1437	1526	1620	1690
PIB Prix du Marché	16544	17401	18478	19620	20465
Déflateur du PIB ^a	216.5	232.5	249.7	268.2	286.1
PIB Courant	35818	40457	46140	52621	58960
Déficit des Ressources ^b	12800	10700	7400	5400	3000
Dépense Intérieure Brute	48618	51157	53540	58021	61960
Investissements Bruts	15000	14000	11700	1100	11400
Consommation	33618	37157	41840	47021	50560
Privé ^d	2537	24472	28521	33036	35876
Publique	12081	12685	13319	13985	14634
Taux du PIB					
Investissement	41.9	34.6	25.4	20.9	19.3
Consommation	93.9	91.8	90.7	89.4	85.8
Déficit des ressources	35.7	26.4	16.0	10.3	5.1

a : Source : Tableau 43, Croissance 7%/an

b : Source : Tableau 39

c : Source : Tableau 42

d : Source : 5% de Croissance comme dans le Tableau 36.

Tableau 49 : Variations de Y_t et Y_t/\bar{Y} pour la période 1980-85
en Prix UN Constant

Année	PIB ^a _t	N _t ^b	a _t	Y _t	Y _t /Y _t	Y _t /Ȳ
1980	15806	1.442	0.410	14751	3,0%	0.74
1981	16544	1.478	0.357	15189	-4,4%	0.76
1982	17401	1.515	0.264	14518	-4,9%	0.73
1983	18478	1.553	0.160	13802	-1,5%	0.69
1984	19620	1.592	0.103	13594	-3,0%	0.68
1985	20465	1.632	0.051	13179		0,66

Ainsi le taux de croissance rapide de la population et la moindre dépendance sur les ressources extérieures font baisser Y_c parallèlement à une amélioration substantielle de la croissance du produit intérieur. Ceci peut être prévu car tout programme d'austérité est appelé à avoir quelques effets négatifs sur le niveau de vie.

Cependant dans la stratégie globale jusqu'en l'an 2000, la stratégie du moyen terme est définie en terme de stabilisation et de moindre dépendance sur les ressources extérieures. Cet objectif ne peut pas être atteint sans payer un prix à court terme, pour obtenir un gain à long terme. En fait, avec un déficit des ressources de 5,1% et avec le taux de croissance de la population en cause, l'économie mauritanienne est tenu de passer des accroissements du PIB aux accroissements de Y_c .

5.2 Le Long Terme 1986-2000

Comme pour l'analyse du moyen terme, la première chose à établir dans les projections à long terme sera le profil du principal et du paiement des intérêts (de 1986 à 2000), résultant du financement du IVème Plan tel qu'établi ci-dessus. Il faudra donc ajouter les données suivantes à celles du Tableau 30.

- a. les principaux règlements liés au nouveaux déboursements du IVème Plan, à savoir 800 en 1981, 3.000 en 1982, 4.500 en 1983, 5.000 en 1985 (voir Tableau 35) qui arriveront à maturité en 1986, 1987, 1989 et 1990 ³⁵⁾ (l'on a supposé que les modalités seront de 4%, 20 ans de maturité et une période de grâce de 5 an
- b. le remboursement de la différence entre les déboursements du tableau 35 (jusqu'au 21.12.80) et ceux du tableau 30 (jusqu'au 31.12.79) représentant l'endettement de 1980.
- c. les deux prêts de 4.500 et 2.300 millions d'UM destinés à financer les déficits du Tableau 37 et supposés très favorables (la mesure où les modalités sont de 2%, une maturité de 35 ans et une période de grâce de 5 ans, sur les intérêts et le principal
- d. les règlements de la Voest Alpine évalués à 405 millions d'UM (principal et intérêts) sont dûs en 1985, 1986 et 1987.
- e. le règlement des arriérés d'intérêts de la KPTCIC s'élève à 605 millions d'UM en 1986 et le principal à 460 millions d'UM par an pour la période 1986-1988. Sur la base de ces hypothèses, le profil du service de la dette au 31.12.85 se présente comme indiqué au Tableau 50.

35) Tous les prêts sont exprimés en millions UM.

5.2.1 Projections des Exportations (1986-2000)

Pour déterminer la capacité d'emprunt du pays selon la limitation du rapport du service de la dette/exportation à 18%, il est nécessaire dans un premier temps, d'avoir une idée approximative sur les exportations sur la période 1986-2000. Ceci va s'en dire que plus les hypothèses de projections concernant le long terme, plus elles sont moins précises.

Les hypothèses suivantes sont cruciaux pour l'analyse :

- a. Il n'y aura pas de découverte de pétrole ou d'uranium entre 1986 et l'an 2000. Si ces découvertes sont faites, l'analyse du moyen et long terme doit être refaite au moment de ces découvertes entre en production.
- b. les exportations de minerai de fer se présentent comme indiqué dans le rapport Guelbs, en supposant que les Phases I et II soient achevées dans les limites prévues. En 1979, les réserves connues étaient de 661 millions de tonnes dont 95 millions seraient épuisées d'ici à 1985, pour ce qui est des mines de Kadia. Selon les prévisions de production présentées au tableau 51, les réserves seront de 580 millions de tonnes en 1985 et d'environ 387 millions de tonnes de réserves éventuellement mentionnées dans le rapport Guelbs.
- c. l'on suppose que les prix du minerai de fer continueront d'augmenter à raison de 10% par an d'ici à la fin du siècle, ce que confirment les dernières prévisions de la Banque Mondiale qui s'arrêtent à 1990. Il est peu probable, compte tenu de l'inflation mondiale, que cette tendance ne se maintienne pas.
- d. l'on prévoit que le produit de la pêche qui était évalué à 28-30 milliards d'UM pour 1985, atteindra en 1990, 60 milliards d'UM dont un tiers sera destiné à l'exportation. L'on prévoit qu'à partir de 1990, les exportations mauritaniennes augmenteront à raison de 10% par an jusqu'à ce que l'on atteigne le plafond de 40.000 millions d'UM, en 1998, représentant la capacité d'exportation maximale du pays.
- e. les exportations de services sont supposés croître à 10%/an entre 1986-1995 et à 5% pour les années suivantes jusqu'en l'an 2000.

Ces prévisions et hypothèses sont présentées au Tableau 51. A partir de ce scénario, et comme le montrent les totaux, l'on prévoit une diminution des exportations au cours de la dernière période à savoir 1995-2000,

lorsque la production de la pêche et celle du projet Ouelbe atteindront leur capacité maximale. Cette diminution se repercutera sur la capacité d'endettement du pays au cours des dernières années du siècle ; aussi le scénario pré suppose-t-il que les périodes grand endettement (1986-1995) contribuent suffisamment à l'essor de la production nationale qui permettra de réduire la dépendance de l'économie vis-à-vis des emprunts étrangers, de façon radicale.

5.2.2. Capacité d'Endettement 1986-2000

Ce qui concerne la période 1986-2000, la capacité d'emprunt de l'économie mauritanienne a été établie sur la base de la limitation du rapport service de la dette/exportations à 18%. Les années, prises isolément, varieront peu en dessous et en deçà de 18% : l'on prévoit, à titre exemple, un minimum de 16,60% en 1990 et un maximum de 19,4% en 1986) ; en revanche, le taux moyen au cours de la période 1986-2000 se situera autour de 18%. Ce constat établi, la politique à adopter devra consister à emprunter au maximum au cours des premières années afin de donner une impulsion maximale au développement tout en poursuivant une politique de stabilisation financière et en réduisant la dépendance vis-à-vis des ressources étrangères, il s'agira, ici, de réduire le rapport déficit en ressources/PIB.

Le tableau 52 présente un scénario possible des déboursements à titre de nouveaux prêts pour la période 1986-2000. Il conviendrait de noter que bien d'autres scénarios seraient possibles tant que le taux de service de la dette ne dépassera pas 18%. Nos critères de base ont été : le taux de 18% retenu pour l'ensemble de la période et des taux annuels aussi proche que possible de 18% compte tenu des implications futures du service de la dette. Les principales hypothèses du Tableau 52 ont été les suivantes :

- a. un rapport service de la dette/exportation égal à 18% pour la période considérée,

- b. l'on a supposé que les nouveaux déboursements se feront selon des conditions analogues à savoir : 5% ar an, une maturité de 20 ans et une période de grâce de 5 ans sur le principal. Le taux d'intérêt retenu est supérieur à celui qui a été envisagé pour le IVème Plan (12% de plus) parce que l'on a supposé qu'en améliorant ses recettes d'exportation, la Mauritanie aura à faire face à des modalités proches de la norme commerciale. Toutefois, le taux de 5% reste favorable et ne tient pas compte du caractère cyclique des taux d'intérêt sur la plupart des marchés monétaires mondiaux.
- c. Les déboursements à titre de prêt atteindront le maximum aux alentours de 1995 lorsque le poids du service de la dette de la période de 1981-1990, en termes d'intérêts et de principal, ira de pair avec une réduction de la croissance des exportations, ce qui limitera la capacité d'endettement de la Mauritanie. L'on aurait pu choisir un scénario de déboursements moins élevés pour la période 1986-1995, mais l'on a estimé plus réaliste du point de vue de l'administration et de la planification, d'emprunter le maximum possible.

5.2.3 Projections Fiscales 1986-2000

Les projections fiscales jusqu'en l'an 2000 constituent un facteur nécessaire à la détermination du montant des investissements de l'Etat. Etant donné la capacité d'endettement décrite au tableau 52, la première tâche à effectuer est de tenter d'avoir une idée du scénario éventuel des recettes et des dépenses courantes. Le tableau 53 indique les profils temporels de ces variables sur la base des hypothèses ci-après :

- a. détermination des autorités mauritaniennes à poursuivre une politique d'équilibre financier, c'est-à-dire à veiller à ce que les dépenses n'excèdent pas les recettes courantes.
- b. continuation des contributions de la SNIM, des royalties provenant de la pêche et de l'amélioration des méthodes de collecte de taxes.
- c. maintien de l'objectif visant d'ici à 1990, le niveau des dépenses d'investissement prévu.
- e. maintien des investissements prévus à concurrence de l'excédent enregistré afin d'obtenir un déficit budgétaire nul de 1990 à l'an 2000.

Dans ce tel contexte, les dépenses de capital extra-budgétaires peuvent être entièrement financées par de nouveaux prêts et subventions. Le tableau 54 présente par conséquent les dépenses de capital extra-budgétaires de l'Etat, sur la base des fonds disponibles établis en fonction de la capacité d'endettement.

Tableau 50 - Projections du Service de la Dette Résultant
de toutes les Dettes Contractées jusqu'au 31.12.85
(en millions d'UM)

Palements de la Dette

Année	Principal	Intérêt	Total
1986	3711	2553	6264
1987	4037	1869	5906
1988	4073	1769	5842
1989	3949	1651	5630
1990	3994	1514	5508
1991	4220	1363	5583
1992	4169	1217	5380
1993	4157	1064	5221
1994	3816	918	4734
1995	3096	793	3899
1996	3056	698	3754
1997	3040	607	3647
1998	3036	515	3551
1999	2829	427	3256
2000	2638	345	2983

Tableau 51 - Projections des Exportations 1986-2000
(en millions UM (Prix Courants))

Année	Millions tonnes	Mineral de fer		Exportation de la Pêche	Autres Exportations	Exportation des services	Exportations totales
		Prix UM	Exportation de Mineral de fer				
1986	13.0	1400	18304	11040	80	5115	34539
1987	12.0	1549	18558	12096	100	5626	37010
1988	12.0	1704	20448	14600	110	6189	41347
1989	12.0	1874	22488	16790	130	6800	46099
1990	13.0	2061	26793	19200	150	7489	53632
1991	14.0	2267	29471	21120	170	8238	58999
1992	14.0	2494	34916	23232	190	9061	67399
1993	14.0	2744	38416	25555	220	9968	74159
1994	13.0	3018	39234	28110	250	10965	78559
1995	13.0	3320	43160	30921	280	12061	86422
1996	13.0	3652	47476	34014	320	12664	94474
1997	12.5	4017	50212	37415	360	13297	101284
1998	12.5	4419	55237	40000	400	13962	109599
1999	12.5	4861	60762	40000	440	14660	115862
2000	12.5	5347	66837	40000	480	15393	122710

**Tableau 52 - Scénario Déboursements des Dettes 1986-2000
avec la Contrainte de 18% en millions UM**

Année	Nouveaux Débourse- ments	Service de la Dette 31/12/85	Nouveaux Services de la Dette			Total	Total du Ser- vice de la Dette	Total Expor- tations	Taux du Ser- vice de la Dette
			Princi- pal	Intérêt					
1986	9000	6264	-	450	450	6714	34539	19,4%	
1987	11000	5906	-	1000	1000	6906	37010	18,6%	
1988	13000	5842	-	1650	1650	7492	41347	18,1%	
1989	16000	5630	-	2450	2450	8080	46099	17,5%	
1990	19000	5508	-	3400	3400	8908	53632	16,6%	
1991	15000	5583	600	4150	4750	10333	58999	17,6%	
1992	16000	5380	1333	4920	6253	11633	67399	17,3%	
1993	17000	5221	2200	5713	7913	13134	74159	17,7%	
1994	18000	4734	3267	6523	9790	14524	78559	18,5%	
1995	19000	3899	4334	7316	11850	15739	86422	18,2%	
1996	16000	3754	5534	7908	13472	17116	94474	18,2%	
1997	13000	3647	6601	8372	14973	18620	101284	18,4%	
1998	10000	3551	7734	8635	16369	29920	109599	18,1%	
1999	7000	3256	8934	8668	17602	20858	115862	18,0%	
2000	5000	2983	10201	8577	18778	21761	122710	17,7%	

Tableau 53 - Projections 1986-2000 : Situation du Budget en Milliards d'UM

Année	Recettes Courantes	Dépenses Courantes	Surplus Courants	Investis- sments (Budget)	Surplus (+) ou Déficit (-) Budgétaire
1986	14.6	14.2	0.4	1.2	-0.8
1987	16.5	15.6	0.9	1.3	-0.4
1988	18.6	17.1	1.5	1.4	-0.1
1989	21.0	18.9	2.1	2.1	0.0
1990	23.8	20.8	3.0	3.0	0.0
1991	26.2	22.9	3.3	3.3	0.0
1992	28.8	25.2	3.6	3.6	0.0
1993	21.7	27.7	4.0	4.0	0.0
1994	34.8	30.4	4.4	4.4	0.0
1995	38.3	33.5	4.8	4.8	0.0
1996	42.1	36.7	5.4	5.4	0.0
1997	46.3	40.5	5.8	5.8	0.0
1998	51.0	44.6	6.4	6.4	0.0
1999	56.1	49.0	7.1	7.1	0.0
2000	61.2	53.9	7.3	7.3	0.0

De ces fonds il faut couvrir les besoins fondamentaux de la phase II du projet Guelb et les déficits budgétaires des premières années 1986-88 et ajoutée les aides estimées à 10 milliards d'UM pour les cinq ans et les investissements prévus du tableau 53 pour obtenir la masse globale des investissements de l'Etat.

Comme l'indiquent les résultats du tableau 54, la période 1986-1990 se caractérise (déficits budgétaires non compris) par un fonds d'investissements modestes puisque le plan de stabilisation financière est achevé à ce moment-là ; les investissements prévus commencent à jouer un rôle important, les besoins en financement du projet Guelb sont satisfaits. En revanche, au cours de la période 1991-1995, l'on pourra utiliser la totalité des fonds empruntés, et la contribution accrue des investissements prévus. Au cours de la période 1996-2000, enfin, on constate une diminution des nouveaux déboursés étant donné que la capacité d'endettement commence à se réduire et n'est que partiellement compensée par l'accroissement des investissements prévus. Cet accroissement commence à prendre de l'ampleur au cours de cette période et correspond à un effort supplémentaire dans la voie de l'indépendance économique.

5.2.4 Projection de la Balance des Paiements : 1986-2000

Les projections de la balance des paiements de la période 1986-2000 figurent au tableau 55. La méthodologie de projection est identique à celle utilisée pour le tableau 39. L'objectif visé, encore une fois, consiste à déterminer la capacité nette d'importation destinée à la consommation et aux investissements de la Mauritanie, indépendamment des prêts et subventions étrangers. Le déficit en ressources est le déficit en ressources est calculé approximativement par la balance du compte courant net.

Dans le tableau 55, l'effort énorme d'investissement basé sur les emprunts extérieurs entre 1986 à 1995 contribue à accroître le déficit des ressources jusqu'à 13,7 milliards d'UM en 1990, pour tomber à 8,8 milliards UM en 1995 et finalement à un surplus de 10,2 milliards en l'an 2000. Les politiques prises en considération pour le moyen et long terme sont supposées restaurer l'équilibre fiscal et de la balance des paiements pour l'an 2000. Au moment où la capacité d'emprunter devient limitée par la contrainte du service de la dette, les recettes des exportations sont assez importantes pour permettre les importations et le service de la dette alourdi par les emprunts de la période 1981-95.

5.2.5. Les Projections des Investissements 1986-2000

La même méthodologie est employée pour estimer les possibilités d'investissements de l'économie mauritanienne dans le scénario du moyen terme comme le montre le tableau 40. Les composantes principales de

**Tableau 54 : Investissements de l'Etat Financés par les Emprunts et Aides
en milliards DM 1986-2000**

Année	Déficit Budgetaire	Aide	Débourse- ments des nouveaux Prêts	Besoins du Pro- jet Cuelbs	Investis- sements Extra Budget	Investis- sements du budget	Investis- total
1986	-0.8	2.0	9.0	-	10.2	1.2	11.4
1987	-0.4	2.0	11.0	2.2	10.4	1.3	10.9
1988	-0.5	2.0	13.0	5.4	9.5	1.4	10.9
1989	-	2.0	16.0	3.2	14.5	2.1	16.9
1990	-	2.0	19.0	0.5	20.5	3.0	23.5
1991	-	2.0	15.0	-	17.0	3.3	20.3
1992	-	2.0	16.0	-	18.0	3.6	21.6
1993	-	2.0	17.0	-	19.0	4.0	23.0
1994	-	2.0	18.0	-	20.0	4.4	24.4
1995	-	2.0	19.0	-	21.0	4.8	25.8
1996	-	2.0	16.0	-	18.0	5.4	23.4
1997	-	2.0	13.0	-	15.0	5.8	20.8
1998	-	2.0	10.0	-	12.0	6.4	18.4
1999	-	2.0	7.0	-	9.0	7.0	16.1
2000	-	2.0	5.0	-	7.0	7.3	14.3

Tableau 55 : Projections de la Balance des Paiements 1986-2000 en milliards UM

	1985	1990	1995	2000
Rentrée de Capitaux	9.2	23.5	24.5	11.5
Dons	1.5	2.0	2.0	2.0
Prêts	6.2	19.0	19.0	5.0
Investis. Directs	1.5	2.5	3.5	4.5
Rentrée de Capitaux (Service de la Dette)	-6.2	-10.3	-15.7	-21.7
Compte Capital Net	3.2	13.2	8.8	-10.2
Exportations	34.1	57.0	91.8	130.6
Exportations des Biens et Services	32.2	53.6	86.4	122.7
Royalties de la Pêche	1.9	3.4	5.4	7.9
Importations	37.1	70.2	100.6	120.4
SNIM	8.0	12.1	19.4	30.1
Pêche	8.1	16.3	26.3	34.0
Investissements des projets	6.3	21.0	22.0	12.9
Transferts Nets	1.2	2.0	3.0	4.0
Capacité Nette d'importation	11.5	13.8	29.9	39.4
Capacité Courant Nette	-3.0	-13.2	-8.8	+10.2

Tableau 22 : Investissements et variations de stocks, 1986-2000

Année	Investissements Publics	Investissements SEI	Investissements Secteur Privé	Variations de stocks	Investissements Total
1986	11.4	6.2	1.0	1.7	20.3
1987	11.7	6.7	1.2	1.9	21.5
1988	10.9	5.8	1.4	2.1	20.2
1989	16.9	3.1	1.6	2.3	23.9
1990	23.5	1.9	1.8	2.5	30.9
1991	20.3	1.3	2.1	2.7	26.4
1992	21.6	1.8	2.4	2.9	28.7
1993	23.0	2.7	2.7	3.1	31.5
1994	24.4	1.6	3.0	3.3	32.3
1995	25.8	1.6	3.3	3.5	34.2
1996	25.4	1.6	3.7	3.7	34.4
1997	20.8	1.6	4.1	3.9	30.4
1998	20.4	1.6	4.5	4.1	28.6
1999	16.1	1.6	4.9	4.3	26.9
2000	14.3	1.6	5.3	4.5	25.7

l'investissement sont :

- les investissements du gouvernement
- les investissements des entreprises publiques surtout la SNH
- les investissements du secteur privé
- les variations des stocks surtout de l'élevage.

Les projections sont dans le Tableau 56 et les hypothèses fondamentales sont :

- a) investissements de l'état viennent du tableau 54
- b) investissements de la SNH viennent du rapport de la banque mondiale sur le projet Ouelb - annexes 8-3 jusqu'en 1974 tandis que pour la période 1995-2000, le taux de 1,6 milliards d'UM de 1974 est supposé s'appliquer uniformément pour toute la période.
- c) investissements du secteur privé croissent d'une façon modérée comme dans le tableau 56 et ne constituent pas une proportion importante des investissements totaux en l'an 2000 quoique le Z croît de 5% en 1986 à 21% en l'an 2000.
- d) variations des stocks sont du tableau 56 et sont limitées par la contrainte des pâturages.

5.2.6 Allocation des Investissements 1986-2000

L'allocation des investissements du tableau 57 représente une allocation hypothétique basée sur une stratégie de développement à long terme qui permet :

- a) une indépendance économique plus grande par la limitation des emprunts à un taux du service de la dette donné et par la croissance de la production intérieure basée sur les ressources mauritaniennes
- b) l'investissement dans les projets à intensité de capital peu élevée pour permettre un accroissement du PIB
- c) de développer le secteur traditionnel ou rural tout en mettant l'accent sur l'objectif primordial des NEZ,
- d) de développer le secteur minier (première charge des ressources d'investissement) afin d'assurer une croissance respectable des recettes d'exportation. Ceci s'applique également à l'exportation des produits de la pêche.

Compte tenu des ressources d'investissement disponibles, le scénario hypothèse du tableau 57 considère les investissements du secteur minier comme acquis et nécessaires et répartit la reste des fonds³⁶⁾ pour 1986-1990 comme suit :

- secteur traditionnel, 45%
- secteur industriel 10%
- administration et secteur privé, 25%
- Bâtiment et Travaux Publics, 20%

Pour la période 1991-1995, la répartition est la suivante :

- secteur traditionnel, 45%
- secteur industriel, 15%
- Bâtiment et Travaux Publics, 25%

Pour la période 1996-2000, les chiffres sont respectivement de 35%, 20%, 20% et 25%.

Les investissements en infrastructure sont destinés à équilibrer la croissance et les secteurs productifs, à savoir, les mines, les secteurs traditionnels et industriels qui sont extrêmement favorisés. Un changement d'un tiers du CNC pour toute la période se traduit par une augmentation nette de 1% du taux de croissance annuelle pendant 20 ans.

En conséquence il est important de noter que la réalisation de la croissance dépendra fortement du choix des projets et des technologies qu'on utilisera pour leur mise en oeuvre. Pour corroborer les résultats globaux il convient de disposer de micro-données concernant le projet.

5.2.7 Scénario de Croissance : 1986-2000

La même méthodologie pour estimer les projections à moyen terme est employée pour la projection de la période 1986-2000 qui consiste dans le montant total des investissements déflatés selon certaines hypothèses de prix et d'allocation aux prix de 1973 et les taux de croissance par secteur qui sont calculés sur la base des CNC estimés. Il est possible d'autre part de spécifier le taux de croissance par secteur, de déterminer les besoins d'investissements et vérifier si les ressources financières sont suffisantes pour confirmer ou rejeter. Pour le moyen terme, les taux d'inflation sont supposés être de 7%/an et les CNC constant pendant toute la durée de la période.

Pour le long terme, le taux d'inflation de 7% est maintenu et distribué uniformément dans tous les secteurs pour la période 1986-2000. Ainsi le

36) Les montants restants = investissements totaux/an pendant la période - les investissements dans le secteur minier - c'est le chiffre qui est alloué selon les pourcentages du texte.

**Tableau 57 : Scénario Proposé pour l'Allocation des Investissements
1985-2000 en milliards UN Courants**

Année	Traditionnel	Mines	Industrie	Construction et T.P.	Adminis- tration Secteur Privé	Total
1985	4.4	1.3	1.0	1.5	3.2	20.3
1986	6.3	6.2	1.4	2.8	3.6	20.3
1987	6.7	6.7	1.4	2.9	3.8	21.5
1988	6.5	5.8	1.4	2.9	3.6	20.2
1989	9.4	3.1	2.1	4.2	5.1	23.9
1990	13.0	1.9	2.9	5.8	7.3	30.9
1985-89	33.3	23.1	7.3	14.3	19.3	97.3
1986-90	41.9	23.7	9.2	18.6	23.4	116.8
1991	11.3	1.3	3.8	3.8	6.2	26.4
1992	12.1	1.8	4.0	4.0	6.8	28.7
1993	13.0	2.7	4.3	4.3	7.2	31.5
1994	13.8	1.6	4.6	4.6	7.7	32.3
1995	14.7	1.6	4.9	4.9	8.1	34.2
1990-94	63.2	9.3	19.6	22.5	35.2	149.8
1991-95	64.9	9.0	21.6	21.6	36.0	153.1
1996	10.8	1.6	6.2	6.2	7.6	32.4
1997	10.1	1.6	5.8	5.8	7.1	30.4
1998	9.5	1.6	5.4	5.4	6.7	28.6
1999	8.9	1.6	5.1	5.1	6.2	26.9
2000	8.4	1.6	4.8	4.8	6.1	25.7
1995-99	54.0	8.0	27.4	27.4	35.7	152.5
1996-2000	47.7	8.0	27.3	27.3	33.7	144.0

déflateur du PIB est projeté à 7%/an et utilisé dans la déflation des investissements alloués dans le scénario du tableau 57.

Le tableau 58 présente les résultats sommaire de la procédure de déflation en milliards UM 1973. La sommation sont pour 2 périodes :

- a. ceux correspondant aux périodes du plan 1986-90 ; 1991-95 1996-2000.
- b. ceux correspondant à l'hypothèse selon laquelle l'investissement en l'an t aurait un impact sur le PIB en l'an t+1.

Tableau 58 : Scénario Proposé pour l'Allocation des Investissements en UM Constants 1973 pour la période 1986-2000

Secteurs	Périodes du Plan			Périodes d'investissement		
	1986-90	1991-95	1996-2000	1985-89	1990-94	1995-99
Traditionnel	11.5	13.4	7.1	10.0	13.9	8.7
Mines	6.8	1.9	1.1	6.7	2.1	1.2
Industrie	2.5	4.5	4.0	4.2	5.0	4.3
Constructions et Travaux Publics	5.1	4.5	4.0	4.2	5.0	4.3
Administration Secteur Privé	6.7	7.2	5.3	6.0	7.5	5.9
Total	32.6	31.5	21.5	29.1	32.8	24.4

Etant donné qu'il s'agit, ici de long terme et que les CMC ne peuvent être considérés comme constants, il convient de suggérer trois scénarios de croissance de rechange basés sur trois hypothèses de rechange concernant les CMC de la période concernée. Bien que de nombreuses combinaisons soient possibles, les limitations spatiales et temporelles n'ont pas permis de faire plus de permutations. La vérification de ces hypothèses une analyse approfondie des projets et de leur mise en oeuvre en priorité, afin de contre-vérifier les hypothèses dans leur totalité, en disposant de plus de données réelles et fictives. Etant donné qu'une telle étude n'existe pas encore, nous devons nous contenter des trois CMC hypothétiques dont on suppose pour des raisons de crédibilité, qu'ils sont les bases pour tout au long de la période projetée. Le tableau 59 mentionne les 4 hypothèses A, B et C.

Tableau 59 : Trois Scénarios Hypothétiques de CMC

Secteurs	CMC du Scénario A	CMC du Scénario B	CMC du Scénario C
Traditionnel	4.3	2.9	3.6
Industriel	7.0	4.7	5.9
Bâtiments et Travaux Publics	14.8	9.9	12.3
Administration et Secteur Privé	3.5	2.4	3.0

La valeur ajoutée du secteur minier est fonction de la production les investissements sont projetés dans le temps et constituent une première charge sur les ressources globales.

Le scénario A est tout simplement constitué des CMC à moyen terme exception faite du secteur industriel où le CMC est réduit de 14.2 à 7.0 sur la base de l'hypothèse selon laquelle la productivité des investissements industriels doubleraient compte tenu du fait l'accent est déplacé des grands projets de substitution aux importations (raffineries de sucre et de pétrole) vers les transformations industrielles financées par la dotation des ressources locales. Le scénario B correspond au scénario A réduit d'un tiers et le scénario C est un scénario intermédiaire entre A et B.

Le tableau 60 présente les projections de valeur ajoutée par secteur et de PIB correspondant aux trois hypothèses A, B et C exprimés en prix constants de 1973. Le scénario A (hypothèse de la croissance le plus élevé) ne présente aucune variation de CMC dans le temps et reflète la faible capacité d'absorption d'investissement de la Mauritanie. Les taux de croissance annuels sont respectivement de 5,3%, 4,3%, 5,0% et 2,9% pour chacune des périodes quinquennales de 1981 à 2000 ; le tout moyen de toute la période étant de 4,4%, ce qui n'est pas négligeable.

Le scénario (croissance forte B) représente une variation notable du CMC dû aux résultats des politiques à moyen terme. Les taux comparatifs de croissance annuelle sont respectivement de 5,3%, 6,3%, 6,5% et 3,6% soit une moyenne de 5,4%. Les résultats de l'hypothèse C se situe à un niveau intermédiaire, comme le montre le tableau 60, le taux de croissance moyen pour cette période étant de 4,8%

**Tableau 60 : Projection du PIB, Valeur Ajoutée Sectorielle et
Taux de Croissance en Milliards d'Fd, Prix 1973**

Hypothèse A	1985	Taux de Croissance Annuel	1990	Taux de Croissance Annuel	1995	Taux de Croissance Annuel	2000
Traditionnel	6240	6,7%	8566	6,8%	11799	3,1%	13822
Mines	2724	-1,0%	2529	0,0%	2529	-0,5%	2432
Industrie	974	5,6%	1288	8,0%	1902	5,7%	2516
Construction et T.P.	1532	3,3%	1816	3,3%	2154	2,5%	2445
Administration	7305	4,3%	9019	4,4%	11162	2,9%	12848
Secteur Privé							
PIB aux Coûts des facteurs	18775	4,3%	23218	5,0%	29546	2,9%	34063
Hypothèse B							
Traditionnel	6240	9,1%	9668	8,4%	14481	3,8%	17481
Mines	2724	-1,0%	2529	0,0%	2529	-0,5%	2432
Industrie	974	8,0	1442	10,0%	2529	6,9%	3272
Construction et T.P.	1532	5,0%	1956	4,8%	2461	3,3%	2895
Administration	7305	6,1%	9805	5,7%	12930	3,6%	15388
Secteur Privé							
PIB aux Coûts des facteurs	18775	6,3%	25420	6,5%	34758	3,6%	41460
Hypothèse C							
Traditionnel	6240	7,9%	9017	7,6%	12878	3,5%	15295
Mines	2724	-1,0%	2529	0,0%	2529	-0,5%	2432
Industrie	974	6,5%	1347	8,5%	2076	6,2%	2805
Construction et T.P.	1532	4,0%	1873	4,1%	2280	2,7%	2630
Administration	7305	5,0	9305	5,0%	11805	3,2%	13772
Secteur Privé							
PIB aux Coûts des facteurs	18775	5,3%	24266	5,4%	31568	3,2%	36934

L'effet net d'un changement de 1/3 dans le ICOR pour toute la période est l'accroissement de 1% dans le taux annuel de croissance sur toute la période de 20 ans. Ainsi, il est important de noter que le taux de croissance est très dépendant du choix des projets ainsi que de la technologie employée. Pour confirmer les résultats globaux il est nécessaire d'avoir des informations au niveau des projets afin de corriger l'ensemble des suppositions. Toutefois, l'analyse révèle encore une amélioration des croissances réalisées dans les domaines de l'affectation des investissements favorisant les secteurs productifs et dans celui de la sélection de projets à faible intensité de capitaux. Il est donc facile de comprendre pourquoi une préparation adéquate des projets, leur fiabilité au niveau de la faisabilité économique et l'efficacité de leur mise en oeuvre aux plans techniques et administratifs sont des éléments importants de l'équation de la croissance.

Le tableau 61 montre les changements structurels de l'économie de 1980 à 2000 selon les différentes hypothèses. Les changements significatifs suggérés par les données sont les suivants :

- contribution accrue du secteur traditionnel,
- contribution accrue du secteur industriel,
- baisse de la contribution des secteurs minier et du tertiaire,
- contribution plus ou moins stable du secteur des infrastructures.

Ceci reflète en soi les choix d'affectation des investissements.

5.2,8 L'Offre et l'Utilisation des Ressources, 1986-2000

Pour le moyen terme, l'offre et l'utilisation des ressources peuvent être projetées pour l'économie mauritanienne comme le montre le tableau 62. Pour servir d'illustration 2 hypothèses A et B sont choisies représentant les scénarios de croissance bas et haut, scénarios qui semblent représenter au point de vue temps la limite supérieure ou inférieure probable. Tandis que la stratégie du moyen terme représente la période de stabilisation financière et où le but est celui de restaurer l'équilibre fiscal et de la balance de paiements, qui selon les projections du tableau 48 semblent être atteints en 1985, la stratégie pour le long terme consiste dans la réallocation des ressources, évitant les projets de substitution des importations à haute intensité de capital, vers les projets utilisant les ressources locales et à faible intensité de capital. Cette stratégie met l'accent sur la croissance des secteurs traditionnels, des mines et des industries et à achever une amélioration de la croissance pour la période 75/80.

Les résultats du tableau 62 suggèrent que l'utilisation maximale des ressources extérieures est atteinte pendant la période 85-99 avec un taux de croissance acceptable, élargissant d'abord, puis réduisant ensuite le déficit en ressources. Mais pendant la période 1996-2000, la capacité d'emprunt étant limitée par la contrainte de 18% résultant du service de la dette et ainsi un courant net d'exportation de capitaux doit résulter pour repayer les emprunts et dettes passés,

Tableau 61 - Valeur Ajoutée en l'An 2000 avec les Hypothèses A, B et C
en Milliards d'UM au Prix 1973 et en Pourcentage

Secteurs	Valeur Ajoutée 1980	%	Valeur Ajoutée Hypothèse A	%	Valeur Ajoutée Hypothèse B	%	Valeur Ajoutée Hypothèse C	%
Traditionnel	4565	31,5	13822	40,6	17481	42,2	15295	41,4
Mines	1446	13,4	2432	7,1	2432	5,9	2432	6,6
Industrie	914	6,3	2516	7,4	3272	7,9	2805	7,6
Construction et T.P.	1086	7,5	2445	7,2	2895	7,0	2630	7,1
Administration et Secteur Privé	5990	41,3	12848	37,7	15388	37,0	13772	37,3
PIB aux Coûts des Facteurs	14501	100,0	34063	100,0	41468	100,0	36934	100,0

Tableau 62 : Offre et Emploi des Ressources 1986-2000
en Milliards UM Courants
Hypothèse A

	1985	1990	1995	2000
PIB Coûts des facteurs	18775	23218	29546	34063
Impôts Indirects	1690	2089	2659	3065
PIB	20465	25307	32205	37128
Prix du Marché				
Déflateur du PIB	288,1	404,1	566,8	794,9
PIB Courant	58960	102266	182538	295130
Déficit en ressources	3000	13200	8800	-10200
Dépenses Intérieure brute	61960	115466	191338	284930
Investissement brut	11400	30900	34200	25700
Consommation	50560	84566	157138	259230
Privée	35876	60918	119052	197896
Publique	14684	23648	38086	61334
Taux du PIB				
Investissement	19,3	30,2	18,7	9,0
Consommation	85,8	82,7	86,0	87,8
Déficit des ressources	5,1	12,9	4,8	-3,4

Parallèlement à ce facteur, le taux d'investissement du secteur privé ne deviendra pas suffisamment important pour remplacer les emprunts extérieurs. Le taux d'investissement/PIB décroît de 30,2% en 1990 au plus haut point de la période d'emprunt, à 9% en l'an 2000 étant limité par la capacité d'endettement qui par conséquent réduit le taux d'investissement.

Ainsi, il est clair que dans le long terme, la stratégie du développement doit substituer, par nécessité, l'investissement privé financé par l'épargne intérieure aux investissements publics financés par les emprunts et dons extérieurs. Par opposition le rapport consommation/PIB semble rester au contraire stable variant entre 82-88% pendant la période. Il n'y a pas de rendement de plus de 100% du 3ème Plan où les emprunts extérieurs ne sont pas planifiés ou contrôlés. Les calculs pour l'hypothèse B sont montrés dans le tableau 63.

5.2.9 Besoins Fondamentaux 1996-2000

Sur la base de l'hypothèse A et de l'utilisation des BHF comme concept de demande dérivée comme spécifié dans l'équation 8, il est possible d'obtenir Y_c pour les BHF. Les tableaux 64, 65 et 66 montrent les calculs et le graphique 3 montre les courbes en fonction de temps pour 3 hypothèses de croissance de la population pour 1996-2000 : $n = 2,5%$ $n = 2%$ $n = 1,5%$. Pour l'hypothèse B, les tableaux 67, 68 et 69 et le graphique 4.

L'examen des résultats montre l'impact des différents scénarios d'ICOR et des différents taux de croissance de la population sur les résultats à long terme étant donné que le montant total des investissements est déterminé par la contrainte de capacité d'emprunt et par les scénarios d'allocation du tableau 58. Il faut noter que les investissements dans le secteur minier sont considérés comme donné et reçoivent la priorité numéro 1. Avec des ICOR plus bas, comme le cas de l'hypothèse B, la capacité de l'économie mauritanienne à atteindre \bar{Y} est plus grande comme le montre les graphiques 3 et 4. De la même manière, plus le taux de croissance de la population est bas, plus la période pour atteindre \bar{Y} est courte.

La période initiale de stabilisation financière montre clairement dans le graphique 3 et 4 pour 1980-1985 que l'impact de la baisse du déficit en ressources affecte d'une façon négative Y_c . La période de croissance maximale concerne la période 1986-1995, période où les emprunts extérieurs sont le plus élevés compte tenu de la limite de 18% du taux du service de la dette/exportations. Durant la période 1996-2000 on note un recul dans l'hypothèse A et une baisse dans les taux de croissance dans l'hypothèse B car les emprunts extérieurs, par le conditionnement des investissements, arrivent à échéance. C'est à ce moment que le taux d'investissement doit être soutenu par l'épargne intérieure pour compenser la perte des ressources extérieures.

Tableau 63 : Offre et Emploi des Ressources 1986-2000
en Milliards UM Courants, Hypothèse B

	1985	1990	1995	2000
PIB (Coûts des Facteurs)	28775	25420	34758	41468
Impôts Indirects	1690	2288	3128	3732
PIB (Prix du Marché)	20465	27708	37886	45200
Déflateur du PIB	288,1	404,1	566,8	794,9
PIB Courant	58960	111968	214738	359295
Déficit en ressources	3000	13200	8800	-10200
Dépense extérieure brute	61960	125168	223539	349095
Investissement brut	11400	30900	34200	25700
Consommation	50560	94268	189339	323395
Privée	35876	70620	151252	262061
Public	14684	23648	38086	61334
Taux du PIB				
Investissement	19,3	27,6	15,9	7,2
Consommation	85,8	84,2	88,1	90,0
Déficit en ressources	5,1	11,6	4,1	-2,8

Tableau 64 : Variations de Y_t pour la Période 1986-2000
en UM Constant 1973, Hypothèse A, Croissance
de la Population $n = 2,5\%/An$.

Année	PIB _t	N _t	a _t	Y _t	$\Delta Y_t / Y_t$ Par an	Y_t / \bar{Y}
1980	15806	1.442	0.410	14751		0.74
1985	20465	1.632	0.051	13179	-2,2%	0.56
1990	25307	1.847	0.129	15469	3,3%	0.77
1995	32205	2.090	0.048	16149	0,9%	0.81
2000	37128	2.365	-0.034	15165	-1,2%	0.76

Tableau 65 : Variations de Y_t et Y_t / \bar{Y} pour la Période 1986-2000
en UM Constants Hypothèse A - Taux de Croissance
de la population $n = 2\%/An$

Année	PIB _t	N _t	a _t	Y _t	$\Delta Y_t / Y_t$ Par an	Y_t / \bar{Y}
1980	15086	1.442	0.410	14751		0.74
1985	20465	1.632	0.051	13179	-2,2%	0.66
1990	25307	1.802	0.129	15855	3,8%	0.79
1995	32205	1.989	0.048	16969	1.4%	0.85
2000	37128	2.196	-0.034	16371	-0.7%	0.82

Tableau 66 : Variations de Y_t et Y_t / \bar{Y} pour la période 1986-2000
en UM Constants 1973, Hypothèse A - Taux de croissance
de la Population $n = 1,5\%$

Année	PIB _t	N _t	a _t	Y _t	$\Delta Y_t / Y_t$ Par an	Y_t / \bar{Y}
1980	15086	1.442	0.410	14751		0.74
1985	20465	1.532	0.51	13179	-2,2%	0.66
1990	25307	1.758	0.129	16252	4.3%	0.81
1995	32205	1.758	0.048	17820	1,9%	0.89
2000	37128	2.040	-0.034	17624	-0,2%	0.88

Tableau 67 : Variations de Y_t et Y_t/\bar{Y} - 1986-2000 - Hypothèse B
 $n = 2,5\%/an$

Année	PIB _t	N _t	a _t	Y _t	$\Delta Y_t/Y_t$ Par an	Y_t/\bar{Y}
1980	15086	1442	0.410	14751	-2,2%	0.74
1985	20465	1632	0.051	13179	3,3%	0.66
1990	25420	1847	0.008	15386	2,4%	0.77
1995	34758	2090	0.041	17312	0,3%	0.86
2000	41468	2365	-0.028	17043		0.85

Tableau 68 : Variations de Y_t et Y_t/\bar{Y} - 1986-2000 - Hypothèse B
 $n = 2,0\%/an$

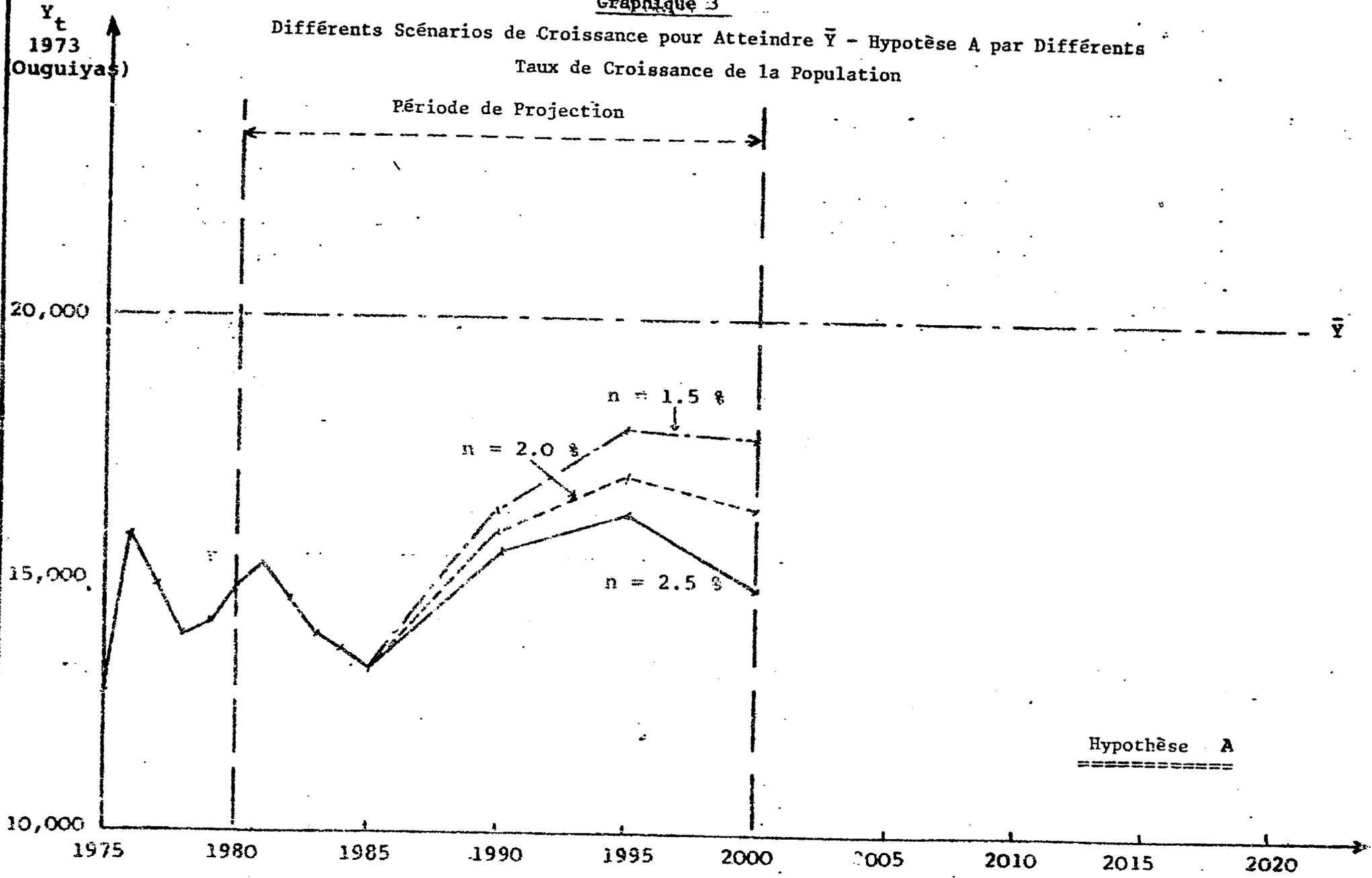
Année	PIB _t	N _t	a _t	Y _t	$\Delta Y_t/Y_t$ Par an	Y_t/\bar{Y}
1980	15086	1.442	0.410	14751	-2,2%	0.74
1985	20465	1.632	0.051	13179	3,7%	0.66
1990	25420	1.802	0.118	15771	2,9%	0.79
1995	34758	1.989	0.041	18191	0,2	0.91
2000	41468	2.196	-0.028	18255		0.92

Tableau 69 : Variation de Y_t et Y_t/\bar{Y} - 1986-2000 - Hypothèse B $n = 1,5\%/an$

Année	PIB _t	N _t	a _t	Y _t	$\Delta Y_t/Y_t$ Par an	Y_t/\bar{Y}
1980	15086	1.442	0.410	14751	-2,2%	0.74
1985	20465	1.632	0.051	13179	4,1%	0.66
1990	25420	1.753	0.118	16156	3,4%	0.81
1995	34758	1.894	0.041	19104	0,7%	0.95
2000	41468	2.040	-0.028	19758		0.99

Graphique 3

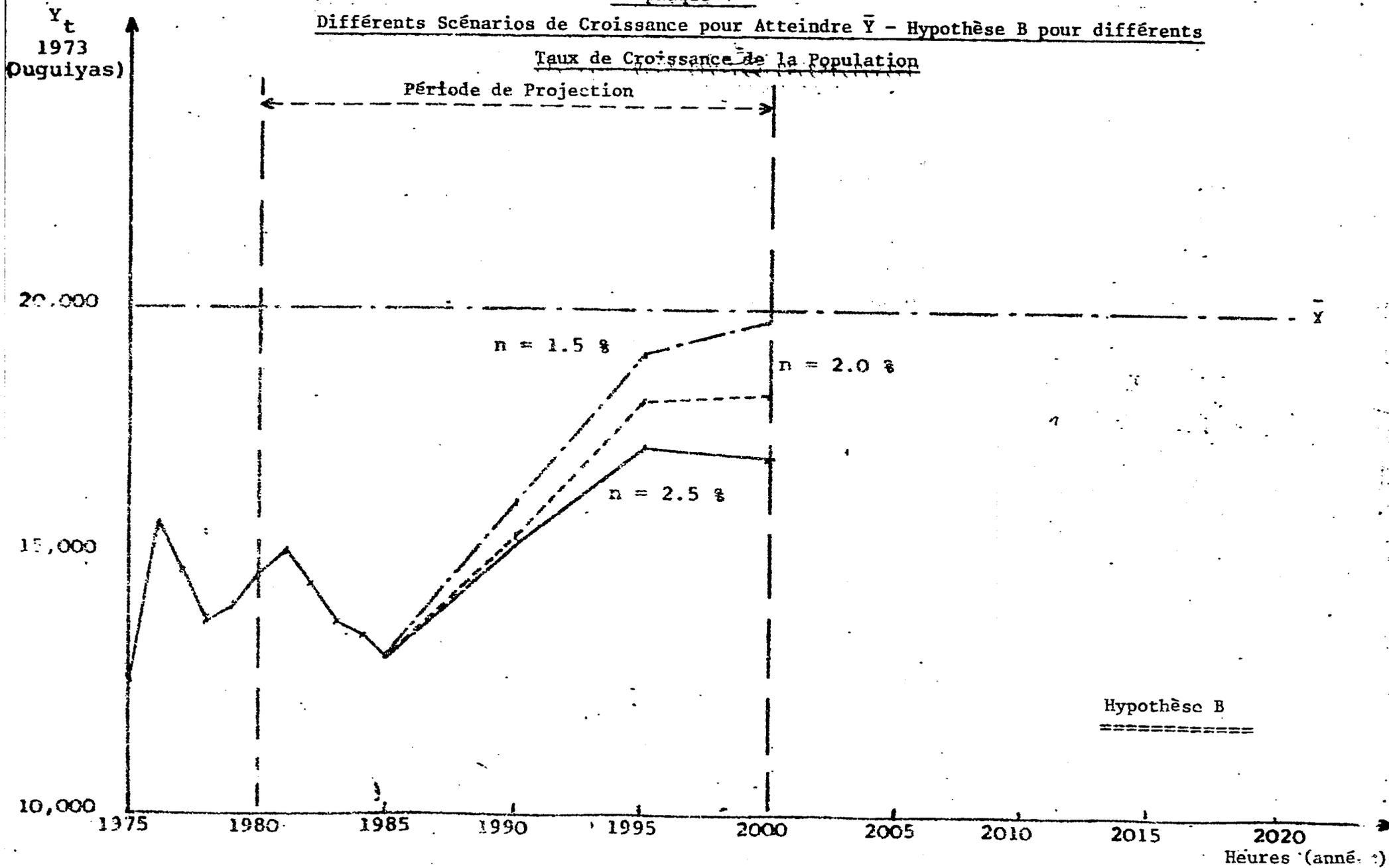
Différents Scénarios de Croissance pour Atteindre \bar{Y} - Hypothèse A par Différents Taux de Croissance de la Population



Graphique 4

Différents Scénarios de Croissance pour Atteindre \bar{Y} - Hypothèse B pour différents

Taux de Croissance de la Population



Conclusions

Suivant les données obtenues et les hypothèses dans le texte, il a été suggéré que, afin de réorienter sa stratégie de développement, la Mauritanie partage les vingt ans à venir en 2 périodes de planification qui sont :

- Moyen terme : 1980-85 avec comme priorité la stabilisation financière et la baisse de la dépendance économique envers les ressources extérieures de la période 75-79.

- Long terme : 1986-2000 avec comme priorité la réorientation des sources d'investissements vers les secteurs productifs qui sont le secteur traditionnel, les mines et les industries. La stratégie de développement mettant l'accent sur la croissance du PIB avec la contrainte du service de la dette de 18% (taux service de la dette/exportations) pendant toute la période de 20 ans, bénéficie à la Mauritanie au point de vue global dans le sens qu'elle permet de résoudre les problèmes de BHF et aussi de diminuer dans le long terme, la dépendance de l'économie envers les ressources extérieures.

Tandis que la dépendance envers l'extérieur ne peut pas être éliminée tout à fait dans un proche avenir, elle peut cependant être contrôlée par l'emploi rationnel des emprunts et des politiques d'investissements.

Il est clair qu'à la fin du siècle, la Mauritanie doit développer son propre épargne interne comme source d'investissements et ce choix logique semble favoriser le développement d'un secteur privé et d'une classe d'entrepreneurs. Ceci va sans dire que ces scénarios demandent une volonté politique et des capacités administratives et de planification pour :

1) choisir les projets bien préparés rentrant en ligne avec la stratégie de développement, et surtout ayant passés le test rigoureux de factibilité économique. Les projections (indépendamment des stratégies exprimées) sont fonctions des hypothèses et nous pouvons lister ces hypothèses utilisées comme suit :

1. taux service de la dette/exportations 18%
2. croissance de 10%/an du prix du minerai de fer
3. croissance des exportations de minerai de fer comme prévue dans le projet Guelb
4. pas de découverte de minéraux ou de pétrole pendant toute la période
5. croissance des exportations de services de 10%/an de 1981-1995 et de 5% pour la période qui suit
6. exportations de la pêche : chiffres de 9600 millions d'UM en 1985 ramené à aujourd'hui. Ces chiffres sont de 18200 millions d'UM pour 1990 ou 15% de croissance/an entre 1986-1990 et ensuite 10%/an jusqu'au plafond de 40.000 millions atteint en 1990.

7. les conditions pour les nouveaux emprunts sont :
- 1981-85 : 4% d'intérêt, 20 ans de maturité et 5 ans de grâce.
 - 1986-2000 : 5% d'intérêt, 10 ans de maturité et 5 ans de grâce.

exception pour 1981- : 4500 millions d'UM
1982 : 2300 millions d'UM tous les deux à des conditions concessionnaires de 2% d'intérêt, 35 ans de maturité et 5 ans de grâce sur le principal et les intérêts

8. croissance des dépenses courantes de 5%/an entre 1981-85 et 10% pour les années suivantes. Croissance des recettes courantes de 13%/an entre 1981-1990 et 10% pour les années suivantes
9. les dons s'élèvent à 10,1 milliards d'UM pour le moyen terme et se montent à 2 milliards pour la période 1986-2000
10. les importations de la SNIM s'élèvent à 45% des ventes
11. les importations liées aux exportations de la pêche (importations des services et du matériel ou exportations de capitaux s'élèvent de 85% de la valeur des exportations
12. les importations liées aux investissements des projets s'élèvent à 90% des rentrées de capitaux
13. la Mauritanie n'importera pas plus que sa capacité nette d'importer comme définie dans le texte
14. les coefficients marginaux de capital (CMC = investissements marginaux/valeur ajoutée) sont extrapolés des données de 1975-79 pour la période 1981-85. Pour les autres secteurs en dehors du secteur Industrie où les améliorations sont projetées, ils demeurent les mêmes dans l'hypothèse A pour la période 1986-2000 ; les hypothèses B et C sont des hypothèses différentes de coefficients marginaux de capital (CMC).
15. le scénario d'allocation pour la période 1981-85 se trouve dans le tableau 42. Le même scénario pour la période 1986-2000 se trouve dans le tableau 57. Dans ce tableau, et quand le secteur minier est exclu, l'allocation est de 45% pour le secteur traditionnel, 10% pour le secteur industriel, 20% pour le secteur construction et 25% pour le secteur tertiaire pour la période 1986-90. Pour la période 1991-95, ces chiffres sont respectivement 45%, 15%, 15% et 25% ; pour la période 1996-2000 ces mêmes chiffres sont respectivement de 35%, 20%, 20 et 25%
16. les chiffres des investissements sont déflatés à 7%/an pour 1981-95 pour tous les secteurs sauf le secteur "minier" qui est déflaté à 10% ; pour la période 1986-2000 le taux d'inflation est de 7%/an également distribué pour tous les secteurs

17. BHF sont approximatés par Y_t de l'équation (8) qui comprend la variable du déficit des ressources a_t . Y est supposé égale à 20.000 UM (prix 1973)
18. Les réserves de minerai de fer permettent une production suivant le tableau 51 : En l'an 2000, les réserves vérifiées sont de 207 millions de tonnes et en addition, les réserves probables sont estimées à 180 millions de tonnes
19. les investissements du secteur privé croît modérément de 5% du total en 1981 à 21% en l'an 2000
20. l'investissement dans le secteur "mines" reçoit la priorité et une allocation prioritaire des ressources disponibles. Le secteur "mines" est le moteur du développement de l'économie mauritanienne.
21. les scénarios ne sont pas limités par la capacité d'absorption des investissements dans aucun secteur
22. Les trois hypothèses de croissance de la population sont 2,5%, 2% et 1,5%. On peut dire que le nombre de scénarios, compte tenu de la méthodologie, peut être infini. Ceci pour dire que seuls les scénarios les plus probables sont choisis compte tenu des limitations de temps et d'espaces. La méthodologie cependant peut être applicable à d'autres hypothèses et il suffit de changer l des 21 hypothèses listées pour obtenir des résultats différents. Probablement il serait mieux de commencer, comme dans le graphique 1, avec un scénario de croissance et comparer son factibilité avec les fonds disponibles pour un certain nombre d'hypothèses. L'analyse dans le texte a commencé par le contraire c'est-à-dire à commencé avec les ressources et ensuite déduit les croissances maximales possibles compte tenu des hypothèses restrictives. Ainsi cette méthodologie toutes ces 2 approches sont possibles.

Enfin, les stratégies définies dans le texte suggèrent clairement des investissements massifs dans le secteur rural. Compte tenu des termes de référence du RAMS, il serait nécessaire de définir les capacités d'absorption des investissements dans le secteur rural (traditionnel) et ses sous secteurs productifs. Ce travail va intégrer les stratégies globales et sectorielles en définissant plus clairement les enveloppes financières des projections de la période 1981-2000. Il serait aussi important de traduire ces scénarios d'investissements, quand c'est possible, en terme de projets applicables aux ressources des secteurs et sous-secteurs. Ainsi les hypothèses de coefficient marginal de capital (CMC ou ICOR)

et d'investissements du secteur rural doivent être vérifiées avec les études, les données des ressources, la technologie et les facteurs naturels de production des secteurs et sous secteurs.

De plus, le secteur emploi de RAMS permet de vérifier ces résultats de ce rapport tant à leur factivité en terme de contrainte de main-d'oeuvre et d'emploi : nombre, catégories professionnelles, formation, etc. Ce travail doit être fait pour tous les secteurs car il est impossible d'étudier les contraintes d'emploi pour le secteur rural.